

cahiers

LEON TROTSKY



Zbigniew M. Kowalewski Le camarade Mauser a la parole

Dario Bresciani Bordiga et l'attentisme

A.S. Jelezniakov 1920 – La naissance du communisme mongol

80
mars 2003

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des Cahiers :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 45 €, 53 € et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 25 €

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 50 €

• France : 8 Nos (2ans) 100 €

• Etranger : 4 Nos (1an) 58 €

• Etranger : 8 Nos (2ans) 118 €

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 65 €

• France : 8 Nos (2 ans) 130 €

• Etranger : 4 Nos (1an) 73 €

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 146 €

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de 7 € pour les abonnés (prix public de 12 €) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 90 € (+ 7 € de frais de port)

Moyenne collection du N° 1 au 40 : 230 € (+ 12 € de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 75 : 380 € (+ 16 € de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en euros sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 15 €.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 7 € (frais de change)

et tout paiement sur une banque étrangère de 7 € (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers LEON TROTSKY

n° 80

Mars 2003

Présentation 3

ARTICLES ET ÉTUDES

Zbigniew M. Kowalewski

— Le camarade Mauser a la parole : l'alliance des trotskystes avec les nationalistes révolutionnaires cubains 5

Dario Bresciani

— Bordiga et l'attentisme 55

A.S. Jelezniakov

— L'année 1920 – La naissance du communisme mongol 73

Présentation

Nos collaborateurs allongent leurs articles et diminuent donc le nombre total de ces derniers. Trois seulement dans ce numéro.

Ici notre ami polonais Zbigniew Kowalewski nous fait part de ses réflexions sur le travail de Tennant que nous avons publié sur Cuba.

Son ami Anatoli Jelezniakov raconte le début très administratif du communisme en Mongolie.

Dario Bresciani répond avec vigueur aux calomnies qui ont visé Bordiga, malheureusement mal protégé sur ce terrain par ses disciples qui sont loin de sa qualité.

Photo de couverture : Caricature anti-féodale et anti-impérialiste (Mongolie, début des années 20). Voir l'article de A.S. Jelezniakov, p. 73

Zbigniew M. Kowalewski

Le camarade Mauser a la parole

L'alliance des trotskystes avec les nationalistes révolutionnaires cubains

Cet article est un commentaire à l'important livre de Gary Tennant, The Hidden Pearl of the Caribbean : Trotskyism in Cuba, reproduit en substance dans les Cahiers Léon Trotsky (n°70 à 74) qui révèle l'extraordinaire mais inconnue histoire du mouvement trotskyste à Cuba. Nous apprécions son remarquable effort de recherche de la vérité historique concernant ce mouvement oublié et délibérément condamné à l'oubli par ses adversaires staliniens qui profitèrent de leur influence sur la direction de la victorieuse révolution cubaine pour le rayer de l'Histoire. Mais nous ne sommes pas d'accord avec son approche théorique et politique, qui pèse lourdement sur les acquis incontestables de cet ouvrage. Nous nous proposons de porter un regard alternatif sur le point nodal de cette histoire, à savoir la question des rapports des trotskystes cubains avec le mouvement nationaliste révolutionnaire. Une introduction générale expliquant notre propre approche, en particulier mettant en cause la manière dont la tradition dominante dans la pensée marxiste perçoit la nature de classe et le rôle du nationalisme chez les nationalités opprimées et dans les pays coloniaux et dépendants, est parue dans le n° 77 des CLT.

Ce qui, essentiellement, caractérise notre approche, c'est le fait que nous distinguons différents types de classe du nationalisme des peuples opprimés et que nous reconnaissons l'existence de son type prolétarien. Nous considérons que, dans la mesure où la classe ouvrière est amenée à résister aux différentes formes d'exploitation capitaliste, y compris à l'exploitation nationale qui « complète et exacerbe l'exploitation de classe » (Trotsky), le type prolétarien du nationalisme est une tendance de la lutte de classe du prolétariat aussi longtemps qu'il est obligé de résister à l'exploitation nationale et constitue une composante de sa conscience de classe. Ce type de nationalisme n'est pas seulement compatible avec le socialisme international mais aussi complémentaire par rapport à lui.

En 1960 à Cuba, « il y avait beaucoup d'idées trotskystes »

En expliquant certaines énigmes historiques de la révolution cubaine qu'il avait l'opportunité de résoudre quand, au début des années 60, il vivait à Cuba, Adolfo Gilly écrit :

« Le trotskysme a influencé la tendance nationaliste révolutionnaire d'Antonio Guiteras (calomnié par les staliniens comme, ni plus ni moins, fasciste), mort en 1935 lors des préparatifs d'un débarquement révolutionnaire. De cette tendance descend le groupe dont plus tard a surgi Fidel Castro. Je pense qu'il est possible de rechercher et de démontrer que cela a quelque chose à voir avec le cours permanent apparemment insolite de la révolution suivi par la direction cubaine, même si elle n'en est pas consciente »¹.

Organisé en 1932 dans l'Opposition communiste cubaine (OCC), constitué en 1933 en Parti bolchevik-léniniste (PBL) et devenu en 1940 le Parti ouvrier révolutionnaire (POR), le mouvement trotskyste cubain était assez important (600-800 militants) et influent dans le mouvement ouvrier et populaire dans la première moitié des années 30, en particulier lors de la révolution de 1933.

« Aucune tendance trotskyste d'alors n'était si proche de la formulation d'une tactique de front unique anti-impérialiste, conseillée par l'Internationale communiste à l'époque de Lénine pour les pays arriérés où prédominent les mouvements nationalistes, au lieu du front unique ouvrier, approprié pour les pays avancés où les masses sont dirigées par des partis se réclamant de la classe ouvrière. »²

Mais suite à la très dure défaite de la révolution de 1933 et après le passage de la plupart de ses militants – qui ont choisi une prétendue et inévitablement liquidatrice « voie externe de construction de la IV^e Internationale » – au mouvement nationaliste révolutionnaire, le mouvement trotskyste a disparu au début des années 50. Une partie des anciens militants trotskystes est passée, depuis 1934-35, par Jeune Cuba d'Antonio Guiteras puis s'est diluée avec elle dans le Parti révolutionnaire cubain (authentique) de Ramón Grau San Martín et, plus tard, a milité dans le Parti du peuple cubain (orthodoxe) d'Eduardo Chibás. Ces deux derniers partis étaient des partis nationalistes et populistes bourgeois de masse.

Une autre partie des trotskystes a évolué par d'autres voies, toujours nationalistes, passant après la deuxième guerre mondiale par des « groupes d'action révolutionnaire » comme l'Union insurrectionnelle révolutionnaire (UIR), le Mouvement socialiste révolutionnaire (MSR) et l'Action révolutionnaire Guiteras (ARG). Le parti trotskyste encore maintenu, lui aussi, est entré successivement au MSR et à l'ARG, tout en y restant peu de temps. Plus tard ces groupes dégénérent criminalement et même finirent par s'intégrer à la police. À la tête de l'UIR (où le jeune Fidel Castro ne militait pas, contrairement à une tenace légende défaite depuis longtemps par son biographe nord-américain, Lionel Martin), l'ex-trotskyste Emilio Tro est devenu gangster, directeur de l'académie de police et chef de la police de Marianao avant de tomber assassiné par des sbires du MSR dirigé, lui, par l'ancien communiste et combattant des brigades internationales en Espagne, Rolando Masferrer, devenu aussi gangster puis chef des fameux « tigres » de la dictature batistienne. À la fin des années 40 et au début des années 50, une partie de la génération militante, nationaliste et trotskyste, de la révolution de 1933 s'est décomposée politiquement, parfois passant de l'autre côté de la barricade, pour servir la bourgeoisie et l'impérialisme. Parmi les anciens trotskystes, le cas le plus notable était celui d'Eusebio Mujal, qui est devenu un bureaucrate syndical farouchement anticommuniste du Parti authentique pour terminer comme puissant patron batistien de la centrale syndicale unique.

Comme on le sait de diverses sources dispersées, et comme le confirme l'historien cubain Rafael Soler Martínez, pendant la nouvelle montée de la révolution cubaine, ceux qui « se sont maintenus fidèles aux idées révolutionnaires, anti-impérialistes et socialistes défendues par le Parti bolchevik-léniniste »³, rejoignirent le nouvelle génération révolutionnaire s'engageant dans le Mouvement 26 Juillet (M-26-7) fondé par Fidel Castro et

conçu initialement par lui comme une force spéciale – en l'occurrence l'appareil militaire – du courant « chibasiste » du Parti orthodoxe.

Un fait est incontestable ou en tout cas devrait l'être pour les marxistes : à Cuba, une longue accumulation historique du mouvement nationaliste révolutionnaire avait abouti à l'idée et à la pratique politique de passer d'une révolution démocratique nationale, d'une façon ininterrompue (permanente), à une révolution socialiste comme condition de l'accomplissement des tâches démocratiques elles-mêmes. Cette idée n'était pas seulement présente dans l'arrière-pensée de Che Guevara et de Fidel Castro lui-même (en dépit du fait qu'au début, Guevara ne voyait en lui qu'un dirigeant de l'aile la plus démocratique de la bourgeoisie). Dans les secteurs les plus révolutionnaires de ce mouvement, l'idée de la révolution socialiste s'affirmait progressivement depuis longtemps. Un seul exemple : en 1957, Luis Saíz Montes de Oca, l'un des combattants et idéologues du M-26-7, exprimait cette idée de la façon suivante :

« En considérant lointains déjà les temps de ces révolutions libérales bourgeoises (Égalité, Liberté, Fraternité) pendant lesquelles toute la bourgeoisie s'est révoltée avec des visions étroites et des aspirations réduites contre les droits abusifs de la noblesse et de l'Église, et en comprenant très bien quelle est la mission historique correspondant à l'heure que nous vivons, nous n'ignorons pas le fait que la fonction de la jeunesse moderne est plus large et va beaucoup plus à la racine des choses. [Sa fonction] c'est, sans doute, [faire] une Révolution socialiste. »

D'une façon très caractéristique, Saíz affirmait que la nouvelle génération révolutionnaire « *luttera pour une véritable Révolution socialiste de la terre réduisant tout son contenu à un seul mot d'ordre : la terre est à celui qui la travaille, et non à celui qui la possède* »⁴. Mais ce n'est pas ce mot d'ordre typique d'une révolution nationale démocratique et d'un nationalisme petit-bourgeois radical qui pouvait être le levier de la révolution socialiste.

Il va de soi que, dans un mouvement politique d'origine petite-bourgeoise, extérieur au mouvement ouvrier, l'idée de la révolution socialiste était plus ou moins vague, n'avait pas une base de classe et ne se traduisait pas en programme marxiste. Mais dans la mesure où l'Armée rebelle et l'aile gauche du M-26-7 rompaient leurs alliances avec l'opposition bourgeoise, trouvaient leurs assises dans les masses pauvres et prolétariennes et les mobilisaient, détruisaient et démantelaient l'État bourgeois, prenaient le pouvoir, armaient les masses et expropriaient l'ensemble des capitaux impérialistes et de la bourgeoisie cubaine, cette idée se matérialisait en frayant le passage au cours permanent de la révolution cubaine.

Plus tard, faisant un bilan de la transcendance socialiste de la révolution, Guevara expliquera qu'au cours de la guerre révolutionnaire dans la Sierra Maestra, l'Armée rebelle était devenue « *idéologiquement prolétarienne* », agissant « *en fonction [des intérêts] de la classe dépossédée* »⁵. Ce n'est vrai qu'en partie : tout en s'identifiant avec les intérêts de cette « classe dépossédée » dans les campagnes, elle n'identifiait pas encore sa nature de classe réelle : elle voyait en elle le secteur le plus « précaire » et le plus exploité des « colons », lui attribuant un caractère paysan tout court. Elle la percevait sous un angle nationaliste petit-bourgeois. Selon la tradition nationaliste, les « colons », grands, moyens et petits, constituaient une prétendue « classe la plus cubaine », nationaliste par excellence, censée assurer qu'au moins la base agricole de l'industrie sucrière, contrôlée par les capitaux nord-américains, reste entre les mains cubaines. Elle ne se rendait pas compte du fait que la grande majorité de la paysannerie cubaine – au moins 500 000 sur le total de 700 000 paysans – était constituée par la « paysannerie prolétaire » ou par le « prolétariat paysan ».

Les intérêts de cette masse de travailleurs saisonniers ne trouvaient pas leur expression dans le mot d'ordre de l'Armée rebelle, « la terre à ceux qui la travaillent ! », mais dans leur propre demande distincte, celle « de la terre ou du travail ! ». Ils demandaient un travail stable et s'ils réclamaient aussi la terre, c'était uniquement pour avoir un travail sûr. C'est sous leur pression que le pouvoir révolutionnaire, assis sur l'Armée rebelle, a abandonné son projet initial de former pour cette masse des coopératives agricoles faisant d'elle, de cette façon, une paysannerie tout court, pour procéder aux « interventions » étatiques des nombreuses fermes et, ensuite, à une large nationalisation des moyens de production dans l'agriculture, faisant ainsi de cette masse un prolétariat tout court.

En incorporant cette grande population rurale à double nature de classe, paysanne et prolétarienne, au prolétariat, au lieu de l'incorporer, suivant la voie du nationalisme petit-bourgeois, à la paysannerie, la révolution a accompli l'une des tâches décisives pour la consolidation de sa dynamique prolétarienne et socialiste⁶. En principe, il ne s'agissait que d'une tâche nationaliste mais d'un autre type de classe, à savoir prolétarien. Son accomplissement brisait l'un des obstacles majeurs (dû au sous-développement du capitalisme cubain, périphérique et dépendant) à l'élargissement, à l'homogénéisation et à l'unité nationale de la classe ouvrière. Il rompait également l'un des liens historiques fondamentaux de dépendance du mouvement ouvrier cubain par rapport au nationalisme petit-bourgeois : perçu toujours, même par les courants marxistes,

comme une force paysanne de la révolution nationale démocratique, un allié de la classe ouvrière dans cette révolution, ce vaste « prolétariat paysan » s'est affirmé comme une composante majeure de la classe ouvrière et comme une force prolétarienne de la révolution socialiste.

En 1960 – ce fut une année décisive pendant laquelle, suite à leur expropriation sur le plan politique en 1959, la révolution cubaine expropria massivement l'impérialisme et la bourgeoisie cubaine sur le plan économique – Alberto Sendic (dit « Ortiz »), militant uruguayen du Bureau Latino-américain de la IVe Internationale (SI), aida à reconstruire à Cuba une petite organisation trotskyste. Le premier groupe s'est constitué à Guantánamo – où, dans le passé, le mouvement trotskyste avait été plus fort qu'ailleurs – avec la participation de quelques anciens militants et de leurs fils, jeunes militants qui avaient combattu dans les rangs de l'Armée rebelle, sur le Second Front Oriental Frank País sous le commandement de Raúl Castro. Les « vieux » vivaient durement la contradiction entre leur capacité de savoir, du point de vue théorique et programmatique, ce qu'était une révolution prolétarienne ainsi que pourquoi Cuba avait besoin d'une telle révolution, et le fait que cette révolution était faite pratiquement par un autre courant politique ne possédant pas ce savoir. Cette contradiction, témoigne Sendic, « pesait beaucoup sur les camarades qui avaient réorganisé le parti dans une situation de développement de la révolution (y compris des idées trotskystes) par d'autres voies ». « Je me souviens toujours d'une réflexion de Guarina [Ramírez Acosta] lors d'une discussion que nous avons eue chez elle et chez Idalberto [Ferrera Acosta], à Guantánamo :

« Ici, dans cette maison, pendant ces années [celles de la guerre révolutionnaire], on discutait toujours de la révolution. Les rebelles combattaient dans la Sierra, et ici on discutait de savoir si les conditions objectives étaient réunies, si c'était de l'aventurisme, si la classe ouvrière intervenait ou n'intervenait pas. Les fils sont allés à la Sierra, mais les parents continuaient à discuter. »⁷

Guarina Ramírez, elle, avait été incorporée à l'Armée rebelle, en tant qu'institutrice. « Pablo Díaz me l'a dit plus clairement », témoigne toujours Sendic. Pendant les années 30 et 40, Pablo Díaz González fut militant puis l'un des dirigeants du mouvement trotskyste cubain. Tout en étant partisan d'une alliance avec le mouvement nationaliste petit-bourgeois, il avait résisté, plus longtemps que la majorité de ses camarades, à la pression du « courant liquidateur » poussant vers la dissolution du parti dans ce mouvement. Émigré aux États-Unis, il a rejoint le M-26-7 et a participé à côté de Fidel Castro à

l'expédition armée à bord du yacht « Granma », en tant que membre de l'état-major. « Castriste » déclaré et inconditionnel, il se considérait toujours trotskyste. Il a dit à Sendic :

« Dans les thèses de 1931 de l'opposition de gauche à Cuba, il y avait déjà l'idée de la lutte militaire, exposée dans des termes très évocateurs de ce que nous avons fait avec Fidel. Je les ai relues récemment et j'ai vu que tout était là, presque de la façon dont ça s'est passé. Bon, nous, les trotskystes, nous étions incapables de l'organiser. Nous avons fait des bonnes choses mais nous nous sommes perdus dans des discussions. Fidel a agi. »⁸

On ne sait pas très bien de quel document parlait Díaz parce qu'en tant qu'organisation, l'OCC avait été fondée en août 1932, et elle ne publia son premier document qu'en janvier 1933. Probablement il se référait au manifeste rédigé par le courant oppositionnel de gauche au sein du Parti communiste et lancé par l'Aile gauche étudiante (AIE), connu sous le titre *Le camarade Mauser a la parole*. Mais l'idée exprimée alors par Díaz est claire : déjà avant la révolution de 1933, le mouvement trotskyste cubain avait assimilé l'idée, empruntée au mouvement nationaliste révolutionnaire, d'allumer et de mener la révolution par la voie d'une action militaire directe. Toutefois, contrairement à ce mouvement, il n'était pas capable de passer de l'idée aux actes. C'est tout à fait vrai, mais l'explication de cette incapacité donnée par Díaz est fautive : la véritable raison consistait dans la dissolution du mouvement trotskyste, en tant que parti ou courant organisé, dans le mouvement nationaliste.

Comme en témoigne Sendic, en 1960, la première tâche du petit groupe politique trotskyste, élargi de Guantánamo à La Havane et à Santiago de Cuba, c'était de

« comprendre le développement des idées qui s'opérait au sein de l'immense majorité de la direction de la révolution, les tendances évoluant vers le marxisme qui se développaient en son sein, ainsi que l'élévation de l'intervention de la classe ouvrière », et de « lancer une série d'idées trotskystes dans ces milieux énormément réceptifs qu'étaient le Mouvement du 26 Juillet, l'Armée rebelle, les révolutionnaires latino-américains qui affluaient à Cuba, et certains milieux syndicaux. »⁹

Les dirigeants du Parti socialiste populaire (PSP, communiste) se sont trompés en lançant, dans son journal *Hoy*, une agressive campagne antitrotskyste qui constituait, comme l'explique bien Sendic, « la couverture idéologique des efforts d'un appareil qui, selon notre point de vue, avait son axe dans le PSP – pour contrôler ou arrêter une série des forces de la révolution qui échappaient

à son contrôle, qui allaient trop loin», c'est-à-dire poussaient vers le renversement du capitalisme.

« Cette campagne a cessé d'un seul coup, de la même façon qu'elle avait commencé. Nous avons pensé qu'une instance ou une autorité était intervenue. Les camarades m'on dit que c'était Raúl Castro, auquel étaient liés certains parmi les jeunes [militants trotskystes], les fils d'Idalberto. Parlant d'un cas ultérieur, Angel [Fanjul] dit que c'est un coup de téléphone de Guevara qui a arrêté d'autres attaques similaires. Nous n'avions pas les moyens de contrôler les coups de fil, et à cette étape les trotskystes n'attribuaient pas les bons coups à Guevara et les mauvais aux autres. À l'époque nous pensions que le problème était plus complexe. » « Je pense que l'opération lancée par Hoy a réussi et qu'elle nous a isolés d'un processus où non seulement c'est la révolution qui se développait, mais aussi le courant marxiste », poursuit Sendic. « Nous n'avons gagné aucun nouveau secteur ; nous n'avons aucunement amélioré nos relations ni notre dialogue avec aucun des secteurs qui se développaient, et ce ne sont pas les deux entretiens avec Guevara ou avec [Armando] Hart qui ont pu changer cette situation. Beaucoup d'idées trotskystes circulaient et inspiraient des mesures et des évolutions de la révolution et de son équipe dirigeante, mais l'organisation trotskyste n'y était pour rien, et pas seulement à cause de la répression. »¹⁰

Alors, si ce n'est pas en provenance de cette organisation, trop petite et trop faible, mais avant tout reconstruite trop tard pour exercer une quelconque influence sur le cours de la révolution, d'où venaient ces « idées trotskystes qui circulaient et inspiraient des mesures et des évolutions de la révolution et de son équipe dirigeante » et qui, avec la radicalisation des masses et de la direction révolutionnaire, exprimaient et orientaient l'extraordinaire dynamique anticapitaliste et socialiste de cette révolution démocratique nationale ? En gros, nous connaissons déjà la réponse : c'est Adolfo Gilly, alors militant du même courant qu'Alberto Sendic, qui l'a donnée. Nous l'avons citée ci-dessus. Les « idées trotskystes », en premier lieu, celles de la révolution permanente, venaient du sein même du mouvement nationaliste révolutionnaire où elles avaient été implantées par des anciens militants trotskystes, à commencer par ceux qui, après la défaite de la révolution de 1933, suivant le « courant liquidateur » dans leur propre parti, l'avaient quitté pour choisir la « voie externe », celle qui passait par le mouvement nationaliste révolutionnaire.

Il est évident que, sans aboutir à la construction, impossible par cette voie, de la IV^e Internationale à Cuba, la force militante trotskyste ayant choisi la « voie externe » contribua à la radicalisation anticapitaliste et prosocialiste du nationalisme révolutionnaire et de la révolution cubaine. Mais il est également évident que la poursuite de la « voie interne », c'est-à-dire le maintien de

l'indépendance politique, combiné avec une politique de front unique anti-impérialiste par rapport au mouvement nationaliste, et d'alliance avec le nationalisme révolutionnaire lors des périodes de sa radicalisation, aurait probablement permis aux « idées trotskystes » d'exercer une influence beaucoup plus grande sur le cours de la révolution cubaine.

Dans son histoire du mouvement trotskyste cubain, Gary Tennant ignore complètement cette piste de recherche – les effets de la « voie externe » de l'activité politique des trotskystes cubains sur l'évolution du nationalisme révolutionnaire. Il ignore le fait qu'« il y avait beaucoup d'idées trotskystes », avant tout celles de la révolution permanente, « qui circulaient et inspiraient des mesures et des évolutions à l'intérieur du processus et de l'équipe dirigeante de la révolution ». Il prétend que « si [ces anciens trotskystes] demeuraient socialistes, leur entrée dans le milieu du M-26-7 confirma leur acceptation explicite de la théorie de l'indépendance de la révolution démocratique anti-impérialiste », c'est-à-dire, leur renoncement à la théorie de la révolution permanente et leur adhésion à la théorie de la « révolution par étapes »¹¹. Il faut se méfier de cette affirmation parce que, selon Tennant, même la diffusion par les trotskystes cubains, pendant la seconde guerre mondiale, d'un tract disant « Vive la guerre des peuples coloniaux pour leur libération nationale ! » « impliquait l'acceptation d'une stratégie révolutionnaire à deux étapes »¹². Une telle approche le conduit à attribuer cette stratégie au mouvement trotskyste cubain, au long de son histoire, chaque fois que ce mouvement ne caractérisait pas la révolution cubaine par sa force dirigeante (le prolétariat), mais par ses tâches immédiates (nationales démocratiques, anti-impérialistes et agraires ou, pour le dire d'une façon plus traditionnelle, démocratiques-bourgeoises), en dépit du fait qu'une telle caractérisation était tout à fait légitime et classiquement marxiste (tandis que sa propre caractérisation prétendument juste de cette révolution comme une « révolution anti-impérialiste prolétarienne » n'appartient pas à la tradition marxiste). Cette approche a affecté sérieusement les études de Tennant sur le trotskysme cubain. Les a affecté également sa perception défectueuse de la nature, de la dynamique et des potentialités du nationalisme révolutionnaire dans un pays dépendant comme Cuba, au sein d'une nationalité opprimée comme la cubaine – c'est la raison pour laquelle il ne conçoit les rapports entre le mouvement trotskyste et le nationalisme révolutionnaire que sous l'angle d'une « compétition permanente » – ainsi que sa perception de la nature du régime d'origine nationaliste révolutionnaire surgi de la révolution cubaine de 1959, auquel il attribue un caractère stalinien.

Tennant ne saisit pas l'une des questions stratégiques essentielles du processus de la révolution cubaine. Il s'agit de la question du nationalisme révolutionnaire. Les courants marxistes cubains les plus avancés accumulèrent progressivement un savoir politique original à ce propos, sur un terrain alors largement vierge de la théorie politique marxiste, terrain constitué par les questions stratégiques de la révolution prolétarienne dans les pays coloniaux et dépendants. Il ne faut pas perdre de vue – et c'est justement l'une des erreurs de Tennant – qu'un fait décisif dans le développement théorique à ce sujet, à savoir la généralisation par Trotsky de sa théorie de la révolution permanente, conçue originalement par rapport aux particularités du développement historique de la formation sociale russe, à l'ensemble des formations périphériques du système capitaliste mondial, ne s'est produite qu'à la fin des années 20.

José Martí : le nationalisme révolutionnaire et la classe ouvrière

En 1871, avec le déclenchement de la première révolution prolétarienne (la Commune de Paris), l'époque des révolutions bourgeoises dans l'histoire de l'humanité a fini. À Cuba comme en Amérique latine en général, les tâches historiques correspondant à ces révolutions n'étaient toujours pas accomplies et, à partir de ce moment, c'est à la classe ouvrière que revenait leur réalisation. Une fois le capitalisme entré dans son stade impérialiste, il devait atteler à son char les questions nationales, agraires et démocratiques qu'il avait été incapable de résoudre, en faisant d'elles des facteurs puissants de la dépendance des peuples et des pays par rapport à d'autres peuples et pays, et en étant ainsi à l'origine d'une division plus profonde que jamais du monde en peuples dominants et peuples opprimés.

« L'expérience mondiale montre que l'impérialisme ne réussit à créer des situations néocoloniales que dans les sociétés où le passé colonial n'avait pas été dépassé d'une façon révolutionnaire. C'est ainsi dans notre cas. Au XXe siècle nous sommes entrés dans une époque où nos durables réalités coloniales espagnoles s'apparentaient avec les réalités de l'impérialisme nord-américain »,

dit Severo Martínez Peláez dans son grand ouvrage, *La Patrie créole*.

« Même si l'empire espagnol et l'impérialisme nord-américain correspondent à deux étapes très différentes du développement général du capitalisme ; même si le premier était fondamentalement tributaire et monopoliste-commercial, tandis que le deuxième était fondamentalement l'investisseur des capitaux ; et même si, à cause de ces différences, leurs modes de contrôle et de pillage des colonies diffèrent, il est évident que la persistance des éléments structurels de celui-là

fonde les conditions indispensables, strictement déterminées, de la pénétration du celui-ci. »¹³

C'est José Martí qui l'a compris le premier. Ce nationaliste et démocrate était le plus éminent révolutionnaire engendré en Amérique latine, et même dans toutes les périphéries coloniales et dépendantes du système mondial, par la transition du capitalisme au stade impérialiste – rappelons que, selon Lénine, la guerre des États-Unis contre l'Espagne pour les dernières colonies de cette puissance définitivement déchuée était la première guerre impérialiste dans le moderne sens marxiste du terme. Son pays se trouvait dans une situation particulière : tout en étant encore une colonie espagnole, il était tombé déjà dans une dépendance semi-coloniale par rapport aux États-Unis. Économiquement, à Cuba, dominait sans partage la fraction de la bourgeoisie espagnole et créole produisant le sucre pour l'exportation au voisin du Nord et organiquement soudée avec l'économie nord-américaine ; politiquement, elle était annexionniste.

Très tôt, parce qu'en 1889-1890 déjà, à l'occasion du premier congrès panaméricain à Washington, la perception des tendances d'évolution de la société cubaine comme de la société nord-américaine et des rapports internationaux a permis à Martí de se rendre compte de la naissance de l'impérialisme et du danger qu'il représentait, non seulement pour Cuba mais pour l'Amérique latine dans son ensemble. Roberto Fernández Retamar a raison en écrivant :

« Vivant depuis quinze ans aux États-Unis, Martí suivait avec un œil perçant et alarmé la transformation du capitalisme prémonopoliste en capitalisme monopoliste » et « a réussi à faire la première analyse, semble-t-il, dans le monde entier des traits de l'impérialisme naissant alors, ainsi qu'à comprendre les raisons des grands combats ouvriers des années 80 aux États-Unis (sans nul doute, cette compréhension lui a facilité l'identification avec la classe ouvrière cubaine qui se formait à cette même époque) »¹⁴.

C'est exactement en 1887 que Martí, qui un peu plus tôt avait justifié la fameuse répression des ouvriers de Chicago et exigeait du mouvement ouvrier nord-américain qu'il rompe ses liens avec le mouvement ouvrier européen, se situa de leur côté en justifiant leur rébellion et leur violence tout en se prononçant pour leur unité avec le socialisme européen.

« En dépit de ses confusions idéologiques et des forces très hétérogènes luttant en son sein, le mouvement ouvrier nord-américain constituait l'un des facteurs primordiaux dans l'évolution des idées sociales et politiques de Martí »¹⁵.

En plus, Martí fut le premier Latino-américain à travailler sur une stratégie révolutionnaire de défense de l'Amérique latine devant le danger représenté par l'impérialisme nord-américain. Il considérait que ce travail était indissociable du travail sur un projet de régime socio-économique et politique d'« *une nouvelle république* ». En opposition à une « *république dans laquelle a survécu la colonie* », c'est-à-dire à la traditionnelle république latino-américaine, la « *nouvelle république* » devait être une « *république qui lutte en son propre sein contre la colonie* », c'est-à-dire qui abolit la domination de la bourgeoisie gardienne des rapports de dépendance et évince implacablement ces rapports. Avec Porto Rico, Cuba était la dernière colonie espagnole en Amérique latine, mais elle

« avait devancé les pays restants de l'Amérique latine dans ses rapports de dépendance néocoloniale avec le système productif et politique nord-américain. Martí attaquait une structure qui s'était formée dans la colonie mais qui était déjà devenue néocoloniale : une structure constituant maintenant un complément partiel et appartenant à un système entrant dans sa phase d'expansion et correspondant à une nouvelle étape dans le développement du capitalisme mondial, s'enracinant dans ce système – l'impérialisme nord-américain. Dans cette attaque, il comptait sur l'unité et l'équilibre de toutes les forces sociales que cette structure, soit n'incluait pas, soit opprimait. »¹⁶

D'où, comme l'a très bien expliqué Ramón de Armas,

« l'antagonisme irrémédiable qui existait entre la révolution dont Martí était partisan et qu'il pensait justement déclencher dans la colonie, et les intérêts essentiels de la bourgeoisie cubaine productrice pour l'exportation »¹⁷.

Martí n'avait pas le moindre doute que seule une république serait capable d'extirper la colonie espagnole du sein de la société cubaine qui aurait été également capable de résister à l'impérialisme nord-américain. Ce n'était déjà plus le projet politique du secteur nationaliste de la bourgeoisie cubaine, qui avait perdu alors toute capacité de s'armer d'un projet révolutionnaire ; ce n'était pas encore un projet de république ouvrière parce que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier se trouvaient dans un état embryonnaire et étaient incapables d'occuper, dans la guerre de libération nationale, la place, restée vacante, de force dirigeante de la nation. Martí cherchait à former autour de son programme, essentiellement, une alliance des secteurs nationalistes de trois classes : la petite bourgeoisie rurale et urbaine, la bourgeoisie et la classe ouvrière. C'était « *la raison de la présence des anarchistes et des socialistes dans les rangs du Parti révolutionnaire cubain* » qu'il avait fondé. Mais, bien sûr, il ne s'agissait que des anarchistes et des socialistes liant inséparablement le combat pour

l'émancipation de la classe ouvrière à la lutte pour la libération nationale de Cuba¹⁸.

C'est pour cette raison que le soutien prolétarien fondamental au combat indépendantiste et au Parti révolutionnaire cubain de Martí provenait des clubs politiques des ouvriers cubains émigrés à Tampa et à Cayo Hueso (Key West), en particulier ceux de l'industrie du tabac, se trouvant sous une forte influence du mouvement socialiste (et même marxiste) nord-américain. À Cuba, le mouvement ouvrier était dominé par l'anarchisme d'origine espagnole, hostile à l'engagement indépendantiste et pour cette raison durement combattu par Martí. C'est à peine si, au congrès ouvrier de 1892, les militants anarchistes appuyèrent la revendication indépendantiste intégrant de cette façon le nationalisme en tant qu'une composante de la conscience de classe.

« L'une des plus importantes contributions de la classe ouvrière à notre libération nationale », lisons-nous dans un ouvrage cubain, fut « la base de masse qu'elle donna et l'empreinte idéologique qu'elle estampilla sur l'idéal indépendantiste, fait qui s'est manifesté autant dans le travail organisationnel du Parti révolutionnaire cubain et dans le contenu de son programme que dans les projections de Martí pour la république future. »¹⁹

Ce n'est pas seulement à cause de l'intervention militaire nord-américaine mais aussi et fondamentalement à cause de l'incapacité de la bourgeoisie, vieillie prématurément, et de la classe ouvrière, trop adolescente encore, d'assumer le rôle dirigeant, que la guerre de libération ne pouvait culminer dans l'accomplissement des tâches historiques de la révolution nationale démocratique. La nationalité cubaine, formée dans une guerre d'indépendance, ne pouvait se consolider sur la base d'un capitalisme dépendant et sous-développé. Dans son étude pénétrante sur le projet politique de Martí, Ramón de Armas a caractérisé cette révolution à laquelle aspirait Martí comme une « révolution postposée », c'est-à-dire remise forcément à plus tard.

La nature sociale du nationalisme révolutionnaire construit par Martí était incontestablement petite-bourgeoise, mais aussi c'était le nationalisme petit-bourgeois le plus révolutionnaire possible dans les conditions de l'époque. Forgé par une forte liaison avec les secteurs les plus avancés du mouvement ouvrier, en dépit de sa nature, il en était inséparable et, au moins en dernière instance, dépendant. Repris par les générations révolutionnaires postérieures et, en montées périodiques très vigoureuses, il en était de plus en plus dépendant dans la mesure où ce mouvement accumulait ses forces et apparaissait sur la scène de l'Histoire. Par contre, il était de plus en plus séparable et indépendant

de son deuxième allié, à savoir le nationalisme bourgeois, dans la mesure où celui-ci déclinait. Dans un pays où le secteur dominant de la bourgeoisie était intégré à l'économie nord-américaine, où l'économie subissait un véritable « *assaut de l'oligarchie financière yankee* » (c'était le titre d'un excellent ouvrage d'Oscar Pino-Santos), où l'État bourgeois était très fragile, sans base dans l'ensemble de la classe capitaliste, et où l'appareil d'État était périodiquement assailli par des fractions bourgeoises rivales, l'extrême faiblesse économique, politique et culturelle de la bourgeoisie dépendante cubaine retirait toute force au nationalisme bourgeois. À Cuba, il n'avait rien de comparable au nationalisme bourgeois mexicain ou chinois.

Par contre, la contradiction entre la longue, dure et victorieuse guerre populaire contre le colonialisme espagnol, pour l'indépendance et la libération nationale, et son issue : une république « médiatisée » par l'impérialisme nord-américain, une semi-colonie puis une néocolonie, devait se révéler très explosive – en ce qui concerne notamment les masses petites-bourgeoises. Elle propulsait le développement d'un nationalisme petit-bourgeois radical. Forgé dans la guerre de libération d'un peuple opprimé lors du passage du capitalisme mondial au stade impérialiste, ce nationalisme était imprégné de courants radicalement démocratiques, tournés vers les masses populaires, dont le prolétariat. Il était même ouvert à l'assimilation des idées socialistes et marxistes. Combatif, centré sur l'action directe, souvent armée, cherchant à déclencher et à exacerber les crises révolutionnaires, à allumer des guerres de guérilla et à susciter les soulèvements populaires, il possédait une forte dynamique d'affrontement avec l'appareil d'État bourgeois et une capacité à s'engager, avec les masses, voire à leur tête, dans la destruction de cet État.

Pour ces raisons, le nationalisme révolutionnaire constituait un puissant facteur de l'alliance, stratégiquement décisive pour la révolution prolétarienne, du prolétariat avec la petite bourgeoisie et une passerelle menant tendanciellement les secteurs et les courants de la petite bourgeoisie révolutionnaire vers le mouvement ouvrier et le socialisme international. Mais ce passage et son degré d'accomplissement étaient toujours fonction de la capacité de la classe ouvrière à affirmer la nature prolétarienne du nationalisme au lieu de le soumettre à celui de la petite bourgeoisie et à gagner ainsi cette dernière à la politique prolétarienne.

Ce sont les masses petites-bourgeoises, rurales – dont la paysannerie – et urbaines qui constituaient la base sociale fondamentale de la révolution nationale démocratique ; elle devait réaliser essentiellement leurs aspirations. Mais la classe ouvrière avait tout intérêt à ce que ces tâches soient accomplies pour

« *normaliser la base stratégique de sa lutte de classe* », selon l'excellente formule de Ber Borokhov.

Le capitalisme sous-développé et profondément dépendant de l'impérialisme nord-américain, incapable de constituer une économie nationale, ne constituait pas une classe ouvrière relativement homogène à l'échelle nationale, ni délimitée par rapport aux masses petites-bourgeoises. Il complétait et exacerbait l'exploitation de classe par l'exploitation nationale. Il maintenait cette classe dans un état permanent d'hétérogénéité structurelle et d'éclatement. Il la soumettait à la combinaison d'une multiplicité de rapports d'exploitation « *non spécifiquement capitalistes* », périphériquement capitalistes et semi-capitalistes, avec un rapport d'exploitation « *spécifiquement capitaliste* ». Il empêchait la stabilisation de la condition ouvrière de très larges couches de cette classe (le caractère saisonnier du travail des masses de travailleurs dans les plantations de canne de sucre en était l'expression la plus visible) en la combinant avec une condition petite-bourgeoise. Il divisait cette classe en reproduisant en son sein, sur des marchés de travail multiples, une multiplicité de valeurs fortement différenciées de la force de travail. La valeur de la force de travail du secteur urbain, jouissant de l'emploi du prolétariat blanc était radicalement différente de celle de la force de travail du secteur rural comme aussi du secteur urbain mais sans emploi et noir. L'un des facteurs de reproduction de cette division consistait dans la double importation d'une force de travail blanche (fondamentalement espagnole) dont la valeur était supérieure et d'une force de travail noire (haïtienne et jamaïcaine) dont la valeur était inférieure à celle des travailleurs natifs. Dans ces conditions, la conscience et les pratiques du prolétariat cubain étaient obligatoirement plus ou moins nationalistes. Mais, comme nous l'avons dit, c'est seulement le type prolétarien du nationalisme qui constituait une composante de sa conscience de classe, tandis que la pression du nationalisme petit-bourgeois voire bourgeois la diluait, la corrompait et la dénaturait.

La nationalisation – dont l'homogénéisation nationale relative de la valeur – de la force de travail constituait l'une des tâches nationalistes fondamentales du mouvement ouvrier cubain. Mais la réalisation de cette tâche pouvait être poursuivie soit d'une façon prolétarienne, assurant l'unité de la classe, soit d'une façon petite-bourgeoise, reproduisant les divisions au sein de la classe. Il est tout à fait caractéristique qu'à la fin du XIXe siècle c'est à Tampa et à Cayo Hueso, c'est-à-dire dans les deux enclaves établies sur le territoire des États-Unis par l'émigration ouvrière cubaine, que la nationalisation de la force de

travail du prolétariat cubain ait avancé beaucoup plus qu'ailleurs et que ces mêmes enclaves se soient constituées en une double base stratégique du mouvement ouvrier et du mouvement de libération nationale cubains. Mais sa constitution et sa défense ne se sont pas passées au sein de la classe ouvrière elle-même : les ouvriers indépendantistes cubains s'affrontaient physiquement avec les ouvriers espagnols qui émigraient de Cuba à Tampa et à Cayo Hueso.

« Selon les émigrés révolutionnaires, l'Espagne envoyait ses sujets lui servant d'espions et d'agents de division au sein du prolétariat de l'émigration, bastion principal de la révolution qui se préparait. Pour cette raison, les patriotes s'opposaient à l'entrée des ouvriers espagnols en utilisant même la violence pour les empêcher de débarquer et d'être embauchés. »²⁰

Ces actions exacerbent les dures luttes idéologiques entre le mouvement indépendantiste, avec sa composante ouvrière, et le courant anarchiste dominant dans le mouvement ouvrier cubain. Ce courant défendait l'unité des travailleurs, mais le faisait d'une façon apolitique, tournant le dos à la lutte pour la libération nationale et s'exposant facilement aux accusations du mouvement indépendantiste d'agir au profit du pouvoir colonial espagnol qui – selon Martí – « *voulait susciter une révolution sociale à laquelle il ne croyait pas à la place d'une révolution politique qu'il craignait* ».

Il était dans l'intérêt de classe des ouvriers cubains de se défendre contre l'extension à Tampa et à Cayo Hueso des positions privilégiées dont les ouvriers espagnols profitaient sur le marché du travail à Cuba, mais il n'était pas dans leur intérêt de classe de dresser des barrières nationalistes les excluant du marché du travail. En le faisant, les milieux ouvriers indépendantistes à Tampa et à Cayo Hueso donnaient des preuves de leur manque d'indépendance de classe et de leur dépendance politique par rapport au nationalisme petit-bourgeois. Encore pendant les premières décennies du XXe siècle, les ouvriers cubains se mettaient souvent en grèves contre le monopole des emplois mieux payés, exercés dans certaines professions par les travailleurs immigrés provenant des pays dominants, essentiellement de l'État espagnol. Ce monopole constituait un héritage – reproduit par la situation dépendante de Cuba dans le système mondial – de la domination coloniale espagnole. Commentant ces luttes, Tennant observe qu'à cette époque,

« le militantisme ouvrier et les grèves étaient souvent dominés plus par la lutte contre le contrôle espagnol sur les marchés du travail que par une quelconque protestation directe contre les intérêts capitalistes », et attribue au mouvement ouvrier cubain d'alors « une particulière tonalité étroitement nationaliste »²¹.

Le caractère nationaliste de ces luttes est évident, mais l'abolition des privilèges dont les travailleurs d'une nationalité dominante dans un pays ou dans le système mondial bénéficient sur le marché du travail est absolument légitime du point de vue des intérêts de classe du prolétariat, et indispensable pour la conquête par la classe ouvrière d'une nationalité opprimée ou dépendante de la base stratégique de sa lutte de classe. Ces luttes peuvent être une pratique nationaliste du type prolétarien et non nécessairement bourgeois ou petit-bourgeois. En général, les chercheurs et les penseurs marxistes ne se posent pas de telles questions parce qu'il est très rare ou même très exceptionnel qu'ils distinguent entre les types de classe différents du nationalisme des peuples opprimés, et qu'ils reconnaissent l'existence de son type prolétarien.

Dans la première moitié des années vingt, les travailleurs de l'industrie sucrière déclenchèrent de vastes mouvements de grèves dont l'une des revendications centrales était l'exigence de mettre fin à l'importation des travailleurs jamaïcains et haïtiens, encore plus surexploités qu'eux-mêmes. Ces mouvements constituèrent un événement majeur dans le développement des luttes de classe aboutissant, en 1925, à la formation de la Confédération nationale ouvrière de Cuba (CNOC). Il va de soi que cette revendication constituait une pratique nationaliste étrangère aux intérêts du prolétariat : l'effet des pressions exercées sur lui par le nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois. Le nationalisme petit-bourgeois pesait lourdement sur la conscience ouvrière.

Quand les conditions sociales (l'appauvrissement) et politiques (la frustration des aspirations nationales et démocratiques) poussent les masses et les directions politiques petites-bourgeoises à la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie jusqu'au point de détruire l'État bourgeois ou de participer à sa destruction, elles passent de fait, fût-ce spontanément et inconsciemment, sur les positions politiques révolutionnaires de la classe ouvrière, seule classe dont les intérêts profonds sont incompatibles avec le maintien de l'État bourgeois. Elles embrassent la cause de la révolution prolétarienne et se transforment en agents sociaux et politiques de cette révolution, même si elles l'imprègnent de leurs propres traits petits-bourgeois et lui imposent, sur des terrains divers, leurs propres limitations de classe²².

En principe, tout marxiste devrait le savoir parfaitement parce que la première dictature du prolétariat – reconnue comme telle par Marx et Engels – ne fut pas établie par la classe ouvrière sous la direction d'un parti ouvrier révolutionnaire mais par les masses petites-bourgeoises et des directions politiques petites-bourgeoises dont les éléments les plus avancés et les plus

disposés – même en dépit de leur propre idéologie politique (voir à ce propos Engels) – à représenter les intérêts du prolétariat furent placés par ces masses et par ces directions aux postes de commande au sein du nouveau pouvoir révolutionnaire. Nous nous référons, bien évidemment, à la Commune de Paris.

Si c'était possible dans une situation comme celle du Paris de 1871, où toute la « classe ouvrière » se réduisait à une couche pauvre et prolétarisée de la petite bourgeoisie, il va de soi que c'était d'autant plus possible dans une situation où le développement du capitalisme avait déjà constitué une classe ouvrière tout à fait réelle. À Cuba, le mouvement ouvrier accumulait des forces, des moyens et des expériences considérables, et la classe ouvrière était de plus en plus active dans la lutte révolutionnaire, de plus en plus capable d'imprimer à cette lutte sa propre empreinte de classe. Elle était de plus en plus capable de gagner à sa cause révolutionnaire les secteurs les plus avancés des masses et des directions politiques petites-bourgeoises.

Au sein du Parti communiste cubain, fondé en 1925, un courant s'est rendu très rapidement compte du fait que le nationalisme révolutionnaire petit-bourgeois et les masses nationalistes petites-bourgeoises pouvaient se détacher du nationalisme bourgeois et être gagnés à la cause de la révolution prolétarienne. L'un des facteurs clés de cette dynamique potentielle était la forte tendance des secteurs nationalistes les plus radicaux à se lancer dans la lutte armée et, de cette façon, à s'affronter avec l'État bourgeois. Ce courant l'a compris avec ses propres moyens, plus ou moins intuitivement, procédant souvent à l'aveuglette, parce que la théorie politique marxiste, élaborée presque exclusivement par les marxistes appartenant aux nations dominantes, n'était pas capable de les armer d'une façon efficace sur ce terrain. Il était représenté par Julio Antonio Mella et, après le tournant du PCC vers la politique cominternienne dite de la « troisième période », par l'Opposition de gauche et le mouvement trotskyste.

Julio Antonio Mella : l'indépendance de classe et l'alliance avec le nationalisme révolutionnaire

Ancien dirigeant du mouvement de Réforme universitaire, admirateur de la pensée politique de Martí et, en 1925, co-fondateur du Parti communiste cubain (PCC), Mella symbolisait le passage s'opérant sous l'influence de la Révolution d'Octobre des militants et des secteurs les plus avancés du nationalisme révolutionnaire au mouvement communiste. Les historiens marxistes sont, en

général, d'accord pour considérer qu'il était l'une des plus grandes figures de la génération révolutionnaire latino-américaine des années vingt.

« Ce jeune intellectuel cubain (1903-1929) constitue, avec José Carlos Mariátegui, Luis Emilio Recabarren, Enrique Del Valle Iberlucea et Aníbal Ponce, la brillante pléiade des premiers marxistes de l'Amérique latine. Sans atteindre l'éclat, l'originalité et la productivité de Mariátegui ni l'érudition de Ponce, Mella était l'une des principales figures fondatrices du – toujours peu connu – marxisme latino-américain. »²³

Il avait une pratique politique originale sur le double terrain des idées et des actes, relativement indépendante par rapport à la politique dominante dans la Comintern et dans le mouvement communiste latino-américain d'alors. Les modalités de la pensée marxiste, telles qu'elles s'implantaient dans cette région, non seulement à l'époque de la Deuxième mais même à l'époque de la Troisième Internationale, étaient fortement marquées par l'eurocentrisme et, pour cette même raison, empêchaient les partis socialistes et communistes de s'implanter dans les mouvements de masses. Or la naissance et le développement d'un « marxisme latino-américain », ou plus précisément, la refondation latino-américaine du marxisme nécessaire pour l'élaboration de la théorie de la lutte des classes dans les formations sociales latino-américaines, constituait l'une des conditions fondamentales de l'enracinement du socialisme international en Amérique latine.

« Au-delà de jeter un pont entre le communisme et la Réforme universitaire, ce qui est déjà, pour cette époque sur notre continent, une preuve suffisante d'originalité et d'envol théorique propre, Mella traçait, dans le cadre de sa pensée politique, une autre ligne qui le distinguera de tout "marxisme officiel" de teinte stalinienne hégémonique dans les décennies suivantes. Mella affirmait que "la cause du prolétariat est la cause nationale" et de cette façon articulait deux dimensions qui plus tard, lamentablement, marcheront séparées : la question de l'anti-impérialisme, dite aussi nationale, et la question de classe. En effet, c'était l'alternative politique devant laquelle se trouvait une grande partie de la gauche latinoaméricaine. Le premier choix, nous pouvons le caractériser comme étapist. Selon cette stratégie politique, les grandes transformations latino-américaines se feraient en deux étapes : la première, de libération nationale, dite aussi démocratique-bourgeoise, et la deuxième, proprement socialiste », explique Néstor Kohan. « Comme réaction à cette vision mécaniciste des transformations sociales, une bonne partie de la gauche est tombée sur des positions cosmopolites. Sous le drapeau de l'internationalisme, elle a fini par méconnaître la spécificité propre de chaque formation sociale latino-américaine. L'originalité de Mella (et d'une grande partie du communisme latino-américain de cette époque) réside dans le fait que, tout en

reconnaissant l'importance de la question nationale (contrairement au socialisme libéral qui ne posait que les contradictions de classe, en méconnaissant le phénomène de l'impérialisme), jamais il ne les détachait des tâches spécifiquement socialistes. »²⁴

Mella comprenait bien les tâches nationales démocratiques de la révolution prolétarienne dans les pays coloniaux et dépendants. Il était pleinement conscient du fait que la révolution à venir à Cuba serait, par ses tâches immédiates, nationale démocratique et, par ses méthodes prédominantes et sa classe dirigeante, prolétarienne. Il excluait que la révolution accomplisse ses tâches nationales démocratiques sous la direction de la bourgeoisie. Il concevait les rapports entre les tâches nationales démocratiques et socialistes de la révolution dans des termes proches de la théorie, que Trotsky allait développer prochainement, de la révolution permanente.

« Pour parler concrètement, la libération nationale absolue ne sera acquise que par le prolétariat et elle ne se fera qu'à travers une révolution ouvrière. » « La lutte définitive pour détruire l'impérialisme n'est pas seulement une lutte petite-bourgeoise nationale, mais aussi une lutte prolétarienne internationale parce que ce n'est qu'en venant à bout du capitalisme qui est à l'origine de l'impérialisme qu'il pourra y avoir des nations véritablement libres. » « [Les bourgeoisies nationales des pays dépendants] ne luttent pas contre l'impérialisme étranger pour abolir la propriété privée mais pour défendre leur propriété contre leur accaparement par les impérialistes. Dans leur lutte contre l'impérialisme (le voleur étranger), les bourgeoisies (les voleurs nationaux) s'unissent au prolétariat, bonne chair à canon. Mais elles finissent par comprendre qu'il vaut mieux s'allier à l'impérialisme, qui, au bout du compte, poursuit des intérêts similaires. De progressistes, elles deviennent réactionnaires. Les concessions qu'elles font au prolétariat pour l'avoir avec elles, elles les lui reprennent quand, dans son avancée, il devient dangereux autant pour le voleur étranger que pour le voleur national. »²⁵

Mella défendait l'indépendance et l'unité du mouvement ouvrier ainsi que la politique de front unique anti-impérialiste (deux axes essentiels de ses divergences de plus en plus explosives avec les directions du mouvement communiste juste avant son assassinat).

Concernant les potentialités révolutionnaires de la petite bourgeoisie dans les pays coloniaux, la pensée de Mella semblait contradictoire. D'un côté, elle suivait fondamentalement l'orientation dominante à ce propos dans la Comintern.

« Il n'y a rien qui indique la nécessité d'avoir une foi aveugle dans les petites bourgeoisies du continent. Elles ne sont pas plus fidèles à la cause de

l'émancipation définitive que leurs camarades de classe en Chine ou dans un autre pays colonial. Avant la bataille finale, elles abandonnent le prolétariat et passent du côté de l'impérialisme. »²⁶

C'était l'une des idées centrales de son fameux ouvrage sur l'aprimisme, critique implacable du nationalisme petit-bourgeois édité en 1928. L'idée selon laquelle, dans la mesure où la révolution dans un pays dépendant s'approfondit et, en particulier, dans la mesure où elle situe les intérêts du prolétariat et de la paysannerie en contradiction critique avec la domination bourgeoise, les courants initialement plus ou moins révolutionnaires de la petite bourgeoisie régressent de plus en plus vers les positions national-réformistes sur les colonies adoptées la même année par le VI^e congrès de la Comintern.

D'un autre côté, exactement en même temps, dans les écrits de Mella sur la prochaine révolution cubaine, dont le caractère prolétarien était pour lui évident et inévitable, l'approche des mouvements nationalistes était assez différente. « *Les espoirs pour la nation ne peuvent que surgir des mouvements nationalistes et prolétariens* », affirmait-il. Il avait annoncé cette approche trois ans plus tôt, tout en étant déjà un militant communiste :

« Il y a le nationalisme bourgeois et le nationalisme révolutionnaire ; le premier désire une nation pour que sa caste parasitaire vive du reste de la société et des miettes du capital [anglo]-saxon ; le dernier désire une nation libre pour en finir avec les parasites intérieurs et les envahisseurs impérialistes en reconnaissant que dans une société le citoyen principal n'est que celui qui, par son travail quotidien, contribue au progrès de la nation sans exploiter ses prochains. »

En 1928, il maintenait toujours cette distinction entre le nationalisme bourgeois, ou plutôt entre le nationalisme réformiste en général, soit bourgeois, soit petit-bourgeois, et le nationalisme révolutionnaire.

« La vraie division dans le mouvement nationaliste passe entre ceux qui considèrent qu'on peut venir à bout de Machado par des moyens légaux et ceux qui reconnaissent que le seul espoir c'est de répondre à la violence par la violence. »²⁷

Partisan d'une alliance des communistes avec ce deuxième courant du mouvement nationaliste, Mella insistait sur le maintien par les communistes de leur indépendance politique.

« Sans fusionner avec le Parti [Union] nationaliste et tout en gardant l'indépendance du mouvement prolétarien, les communistes de Cuba l'appuieront dans une lutte révolutionnaire pour la véritable émancipation nationale, s'il mène une telle lutte. »

Exilé au Mexique, dans l'Association des nouveaux émigrés révolutionnaires de Cuba (ANERC), qu'il dirigeait, Mella préparait avec des nationalistes prêts à la lutte armée une expédition à Cuba, sous le mot d'ordre de « Cuba libre pour les travailleurs ! » Le cri de Cuba libre avait été celui de six générations de combattants pour la libération nationale, expliquait-il.

« Mais, pour que le prochain "cri" ne puisse être trahi, pour qu'il soit véritablement populaire et démocratique, nous lui avons ajouté le complément de "pour les travailleurs". Cette expression sera la base de celle-là. (...) Pour les travailleurs de la campagne et des villes, pour les travailleurs manuels et intellectuels, pour tous ceux qui sont exploités. (...) C'est la seule façon d'appliquer en 1928 les principes du Parti révolutionnaire [cubain] de 1895. »
« C'est seulement un grand parti qui embrasse le prolétariat urbain, rural et intellectuel qui pourra faire un Cuba libre. »²⁸

Le groupe expéditionnaire armé devrait déclencher une insurrection contre la dictature du général Gerardo Machado et la domination impérialiste. Mella supposait que ce serait une insurrection nationale générale. À ses yeux, à Cuba, comme en Amérique latine toute entière, l'insurrection jouait un rôle historique particulier.

« À cause du caractère des rapports sociaux et de la pénétration violente de l'impérialisme, dans nos pays plus que dans les pays d'Europe, les étapes des progrès des classes et des peuples sont déterminées par des insurrections périodiques, qui ne sont pas toujours des simples mouvements de caudillos parce qu'ils entraînent les masses. Cela exige que les prolétaires y prennent part, même s'il faut qu'ils sachent que, dans les étapes postérieures, des Moncada ou des Tchang Kai-chek surgiront. »

Il espérait que l'insurrection des masses avec une participation active du prolétariat ouvrirait la voie vers une « révolution démocratique, libérale et nationaliste » et que la classe ouvrière assumerait la direction de cette révolution. Il expliquait que le niveau du développement du capitalisme à Cuba le permettait.

« Le facteur de la lutte réside dans le développement de la production. Cuba est l'un des pays les plus industrialisés d'Amérique latine. Les "fossoyeurs" de l'impérialisme existent et peuvent agir. La question clé dans cette lutte c'est l'appréciation correcte du rôle du prolétariat. La concentration prolétarienne dans les villes favorise un mouvement rapide et efficace. Les armes de l'ouvrier sont de celles qu'une armée ne peut vaincre facilement : les grèves, le boycott, les sabotages dans les champs de canne à sucre, etc. »

Il avertissait que Cuba cheminait

« vers la condition d'une colonie formelle des États-Unis, vers la destruction de tous les éléments constitutifs de sa nationalité propre »,

et que si la révolution n'éclatait pas dans quelques années,

« Cuba tomberait, absolument, sous le joug de l'impérialisme jusqu'à ce que surgissent des révolutions prolétariennes sur le continent, soit dans la partie dite saxonne, soit dans celle dite latine »²⁹.

Le débarquement d'un groupe armé d'exilés visant à susciter immédiatement une insurrection populaire ou, au cas échéant, à initier une guerre de guérilla dans les montagnes, ne constituait pas, bien évidemment, une méthode prolétarienne mais une méthode traditionnelle, expérimentée lors de la guerre de libération contre la domination coloniale espagnole, du nationalisme radical petit-bourgeois. Mais dans un pays dont les tâches immédiates à accomplir étaient celles d'une révolution nationale démocratique dont la base sociale naturelle était la petite bourgeoisie, la lutte révolutionnaire ne pouvait pas se passer des méthodes révolutionnaires petites-bourgeoises, susceptibles de mobiliser de la façon la plus radicale possible les masses petites-bourgeoises. Ces masses se mobilisaient et luttaient avec leurs propres méthodes. Il fallait que les marxistes révolutionnaires combinent leurs méthodes avec celles propres de la classe ouvrière, au lieu de se retrancher stérilement derrière ces dernières et couper ainsi la classe ouvrière de son allié. Il fallait prendre en compte la capacité de la petite bourgeoisie à se mobiliser sur le terrain de la révolution nationale démocratique et de son explosivité. Il en était d'autant plus ainsi dans une société comme la cubaine où, à cause du sous-développement du capitalisme, la classe ouvrière ne s'était pas constituée pleinement et nationalement en tant que classe distincte mais était toujours liée de cent façons à la petite bourgeoisie et diluée en bonne partie dans les masses populaires. Il était tout à fait possible que, dans ces conditions, une insurrection de masse, déclenchée avec des méthodes petites-bourgeoises, entraîne le prolétariat, lui permettant d'entrer en action avec ses propres méthodes et d'assumer la direction de la révolution.

Vouloir mobiliser la classe ouvrière dans des formations sociales centrales avec des méthodes petites-bourgeoises comme celles appliquées par le parti communiste lors de l'« action de mars » de 1921 en Allemagne c'est s'isoler de cette classe. Par contre, si on veut mobiliser les masses dans des formations sociales périphériques en se passant des méthodes petites-bourgeoises pour ne s'en tenir qu'aux méthodes prolétariennes, on peut risquer de s'isoler des masses petites-bourgeoises et même de larges secteurs du prolétariat.

Selon Gary Tennant, bien que l'ouvrage le plus connu de Mella, à savoir sa critique de l'APRA, incarnait une stratégie de révolution permanente, son activité au sein de l'ANERC révéla à quel point il avait une conception de la lutte pour le socialisme dans les pays dépendants qui correspondait essentiellement à la « deuxième période » de la politique de la Comintern. Son attachement à la préparation par les communistes cubains d'un mouvement insurrectionnel aux côtés des militants du Parti Union nationaliste montre, aux yeux de Tennant, qu'il subordonnait l'indépendance politique de la classe ouvrière et du parti communiste à un bloc démocratique multi-classes et qu'il ne défendait pas l'idée selon laquelle seule une révolution prolétarienne pouvait assurer une véritable libération nationale.

« Au lieu de cela il insistait sur la nécessité de l'insurrection armée, de l'unité avec le mouvement nationaliste révolutionnaire, le programme démocratique de l'ANERC et les étapes de la révolution. »³⁰

Même le vigoureux combat de Mella pour l'indépendance du mouvement ouvrier mexicain (dont le Parti communiste lui-même) à l'égard des *caudillos* nationalistes petits-bourgeois, comme le général Álvaro Obregón et les gouverneurs de plusieurs états du Mexique, n'est pour Tennant qu'une preuve du fait qu'il restait attaché aux traditions syndicalistes révolutionnaires du mouvement ouvrier cubain, comme il était également attaché aux traditions du nationalisme révolutionnaire cubain.

« Tandis que Mella appuyait une organisation indépendante de la classe ouvrière dans les syndicats, ce qui était évident dans sa contribution à la question syndicale ayant alors resurgi à la surface, il promouvait aussi un front multi-classes dans le milieu de l'exil révolutionnaire cubain au Mexique en 1928, sans appeler à l'indépendance politique de la fraction communiste. »³¹

Pour cette raison, jugeant la nature politique des ruptures de Mella avec la politique de la Comintern, Tennant énonce qu'en dépit du fait que Mella fut le premier Cubain à prendre contact avec les idées de Trotsky et à être accusé au sein de la Comintern de trotskysme, « c'était une accusation fautive qui a obscurci son insistance unilatérale sur la lutte pour la libération nationale » et son engagement dans la construction d'une « alliance acritique » avec les nationalistes. Pour cette raison, « en aucun cas sa dissidence ne peut être considérée comme la première manifestation du trotskysme dans le milieu communiste cubain »³². De cette façon, la lutte de Mella en défense du marxisme révolutionnaire et l'originalité de ses idées sur les particularités de la révolution prolétarienne dans les pays dépendants, l'une et l'autre constituant une

importante contribution aux acquis théoriques et politiques du naissant marxisme latino-américain, deviennent les expressions des influences idéologiques extra-marxistes et hostiles au marxisme sur la pensée politique de Mella. Par ailleurs, la critique de Mella par Tennant pour ne pas avoir suivi la théorie de la révolution permanente de Trotsky est largement absurde : l'ouvrage fondamental de Trotsky généralisant cette théorie, initialement limitée à la Russie, à l'ensemble des formations sociales périphériques, coloniales ou dépendantes et sous-développées du système capitaliste mondial, et faisant d'elle le noyau central du programme marxiste révolutionnaire est paru après la mort de Mella.

Bien sûr, la rupture par Mella des carcans imposés par la Comintern n'était que très incomplète, comme en témoigne le fait qu'en devenant communiste il a mis en sourdine la revendication de l'« union des peuples d'Amérique latine » dont il était un défenseur acharné, en tant que nationaliste révolutionnaire *martiano*, dans le mouvement de Réforme universitaire. Concevant la révolution en Amérique du Nord et en Amérique latine, c'est-à-dire dans les pays impérialistes et dans les pays dépendants de l'hémisphère occidental, d'une façon mécanique voire eurocentriste, en tant que processus unique, le mouvement communiste n'a pas mis en avant le mot d'ordre des États-Unis Socialistes d'Amérique latine. Lors du VI^e Congrès mondial de la Comintern, en 1928, le principal responsable cominternien des affaires latino-américaines, Jules Humbert-Droz, a proposé que le mouvement communiste reconnaisse comme une de ses tâches la formation de l'Union des Républiques Fédératives Ouvrières et Paysannes d'Amérique latine, provoquant une réaction hostile et s'exposant aux accusations de suivre un « latino-américanisme » nationaliste petit-bourgeois. C'est au même congrès que la Comintern a éliminé de son programme le mot d'ordre des États-Unis soviétiques d'Europe. Par ailleurs, ce n'est qu'en 1934 que le mouvement trotskyste lui-même, sous la plume de Trotsky, formula celui des États-Unis socialistes (plus précisément, soviétiques) d'Amérique latine. Tout en faisant à la Comintern des concessions de forme sur ce terrain, Mella était très attaché à la lutte pour l'unité latino-américaine sous le pouvoir de la classe ouvrière.

Mella planta les jalons d'une stratégie politique de la révolution cubaine combinant l'indépendance de la classe ouvrière et son rôle dirigeant dans la révolution nationale démocratique avec le potentiel révolutionnaire des masses petites-bourgeoises et de leur nationalisme. Lui-même ancien nationaliste révolutionnaire petit-bourgeois devenu militant communiste prolétarien, il avait

au moins l'intuition que, sur la base de leurs revendications nationales démocratiques, les secteurs les plus radicaux de la petite bourgeoisie et du nationalisme petit-bourgeois pouvaient affronter les armes à la main l'État bourgeois dépendant de l'impérialisme et, dans le cours d'un tel affrontement, conjointement avec la classe ouvrière, détruire cet État, à commencer par sa machine militaire et policière, passant ainsi sur les positions politiques du prolétariat, du côté de la révolution prolétarienne. Tout en devenant un militant communiste prolétarien, il n'a pas renoncé aux aspects importants de son nationalisme révolutionnaire originel mais il a fait un effort remarquable et assez réussi pour rompre avec le nationalisme petit-bourgeois et constituer à sa place, en tant que composante de la conscience révolutionnaire prolétarienne et socialiste internationale dans les pays dépendants, le type prolétarien du nationalisme. Mais en dépit de son insistance, clairement présente dans ses écrits, sur la nécessité de préserver l'indépendance politique par rapport au nationalisme petit-bourgeois, c'est justement cette question qui devait constituer le talon d'Achille de ses héritiers politiques les plus directs, à savoir l'opposition communiste de gauche puis le parti trotskyste. Au lieu de suivre cette ligne de la pratique politique de Mella, de l'affirmer, de la consolider et de la développer, le mouvement trotskyste cubain a reculé par rapport à elle. L'un des défauts de l'approche de Tennant réside justement dans le silence sur la régression des trotskystes cubains à ce sujet par rapport à la pensée de Mella.

Le mouvement trotskyste face au mouvement nationaliste

À la fin de la très courte vie de Mella, dans l'histoire de la Comintern commençait la « troisième période ». Après l'aboutissement désastreux de la politique de la bureaucratie soviétique en Chine, Staline non seulement ordonna aux partis communistes des pays coloniaux et dépendants de rompre les alliances stratégiques avec la bourgeoisie nationale mais également de renoncer à la politique de front unique anti-impérialiste avec les mouvements nationalistes – comme en Europe, où la Comintern renonçait à la politique de front unique prolétarien par rapport à la social-démocratie.

La crise dans les rapports de Mella avec les dirigeants du mouvement communiste mexicain, cubain et latino-américain dont le développement fut interrompu par l'assassinat du révolutionnaire cubain au Mexique par des agents de la dictature de Machado en 1929, n'était qu'annonciatrice d'une crise politique très sérieuse dans les sections de la Comintern en Amérique latine.

Comme partout dans le monde, la stalinisation intensive de la Comintern consistait ici, pendant la « troisième période », en une politique ultragauchiste, extrêmement sectaire et aventuriste mais épineusement entrelacée avec le réformisme. Les partis communistes latino-américains abandonnèrent leurs activités dans les organisations syndicales de masse ou en tout cas majoritaires, légales et même illégales mais ne se trouvant pas sous leur contrôle, et créèrent leurs propres syndicats dits « rouges ». Ils dénoncèrent comme « sociaux-fascistes » tous les courants du mouvement ouvrier ou paysan qui rivalisaient avec eux ou agissaient en dehors de leur encadrement et refusaient de s'y soumettre – c'est-à-dire, adoptèrent devant eux la même attitude que devant la social-démocratie en Europe. Ils dénoncèrent également comme fascistes les mouvements nationalistes tout en les combattant avec d'autant plus d'acharnement qu'il étaient plus radicaux ou révolutionnaires, comme également tous les régimes timidement nationalistes, populistes ou réformistes.

Ces deux derniers aspects de la politique de « troisième période » eurent à long terme, dans la plupart des pays d'Amérique latine, des effets particulièrement catastrophiques, parce que c'est justement pendant la « troisième période » que dans cette région s'expandirent les mouvements nationalistes bourgeois ou petit-bourgeois de masse, arrivant même parfois au pouvoir étatique et trouvant appui dans le mouvement ouvrier qu'ils tentaient, quelquefois avec succès, de retenir dans des organisations syndicales contrôlées par l'État. La lutte contre ces régimes se légitimant avec le soutien des masses ouvrières et populaires augmentait dramatiquement l'isolement des partis communistes occasionné par leur politique sectaire vis-à-vis du mouvement syndical. Sur ce terrain, un changement important s'était opéré. Jusqu'alors, la Révolution d'Octobre jouissait d'un énorme prestige dans les mouvements nationalistes démocratiques et influençait leur radicalisation. Pour cette raison, ils tendaient vers des alliances avec le mouvement communiste, constituaient une source importante de recrutement de ses militants, et même passaient collectivement sur les positions du socialisme international et du marxisme et s'incorporaient aux partis communistes ou participaient à leur fondation. La politique de la « troisième période » creusait un abîme entre le mouvement communiste et les mouvements nationalistes radicaux, stimulant leur éloignement du socialisme, et discréditait à leurs yeux le marxisme. Les dommages faits à la cause de la lutte révolutionnaire étaient énormes et très difficiles à réparer.

La crise du mouvement communiste latino-américain a conduit à l'épanouissement des diverses oppositions internes au cours nouveau de la Comintern, prenant parfois la forme de fractions publiques et se traduisant même par des scissions ouvertes. Cette crise avait deux particularités latino-américaines. Premièrement, même si, en général, les courants oppositionnels dans les partis communistes avaient surgi dans cette région indépendamment de l'Opposition internationale de gauche dirigée par Trotsky, pour presque tous ces courants, cette organisation, et plus tard (à partir de 1934) le mouvement pour la Quatrième Internationale, était devenue la référence fondamentale, certains la rejoignant tandis que d'autres s'en approchaient. C'était, entre autres, l'effet des influences idéologiques exercées sur eux par l'Opposition communiste espagnole dirigée par Andreu Nin – alors la plus importante section nationale de l'Opposition de gauche – par le biais de sa revue *Comunismo* diffusée en Amérique latine. La deuxième particularité consistait dans le rapport de forces entre ces organisations et les partis communistes. Par le nombre de leurs militants et par leur influence, certaines d'entre elles pouvaient rivaliser réellement avec eux.

Avec la première particularité était liée une grande hétérogénéité politique de ces organisations. Dans la mesure où elles se sont formées sur la vague des réactions dans les partis communistes à la politique de la « troisième période », elles défendaient des positions politiques qui constituaient souvent un mélange incohérent de la politique poursuivie par la Comintern pendant la période antérieure et des aspects du programme et de la stratégie correspondant à la période des quatre premiers congrès de l'Internationale. Devant les mouvements nationalistes, elles menaient une politique oscillant, en général (mais pas toujours) entre la tendance à participer aux blocs multiclassistes du type favorisé par la Comintern pendant la période précédente, courant le risque de suivre leurs directions bourgeoises ou petites-bourgeoises et de perdre leur indépendance politique, et la tendance à lutter pour le front unique anti-impérialiste, tel qu'il avait été conçu par le IVe Congrès de la Comintern. Aux nouvelles organisations ont adhéré de nombreux militants provenant des milieux nationalistes radicaux et étant toujours nationalistes révolutionnaires ou aspirant aux alliances et accords avec ces milieux. Le cours de la « troisième période » l'excluait, même s'il y avait des exceptions importantes – l'hostilité de la Comintern à l'égard des courants nationalistes n'a pas empêché au Brésil d'attirer vers le mouvement communiste l'ancien dirigeant des officiers nationalistes révolutionnaires, Luis Carlos Prestes, quand il s'avéra qu'il préparait une insurrection armée et

s'entendait avec des partisans de Trotsky. Le problème était d'autant plus sérieuse que, dans plusieurs pays, suite aux coups d'État et aux révolutions, les mouvements nationalistes prirent le pouvoir. Les coups d'État faits par des courants nationalistes dans les forces armées débouchèrent à partir de 1930 sur un long régime de ce type au Brésil, en 1932 sur une « république socialiste » de douze jours au Chili et en 1936-1939 sur le soi-disant « socialisme militaire » en Bolivie, tandis qu'à Cuba, en 1933, une révolution a porté au pouvoir une alliance des nationalistes modérés et radicaux, et au Mexique, suite à une victoire électorale, a surgi un régime qui a réactivé le cours nationaliste radical de la révolution. Pour les nouvelles organisations marxistes issues de la crise du mouvement communiste latino-américain cette grande montée du nationalisme bourgeois et petit-bourgeois constituait un grand défi politique.

C'était le cas de l'OCC puis du PBL à Cuba. Suivant le cours sectaire et ultragauche de la « troisième période » dans la politique de la Comintern, la direction du PCC refusait d'intervenir dans une insurrection déclenchée par un mouvement nationaliste, en niant toute différence entre la dictature et l'opposition nationaliste ainsi qu'entre le nationalisme bourgeois cherchant l'accommodation avec l'impérialisme, voire son soutien, et le nationalisme révolutionnaire petit-bourgeois recourant à l'action directe indépendante et s'appuyant sur les masses. Encore avant sa constitution en fraction publique, l'opposition communiste – contrairement à la direction du parti – persévérait dans l'héritage politique de Mella : dans la distinction entre la dictature pro-impérialiste de Machado et l'opposition nationaliste ainsi que, en son sein, entre le nationalisme modéré bourgeois et le nationalisme radical petit-bourgeois. Elle s'en tenait également à l'idée de Mella qu'il fallait prendre partie dans toute insurrection armée déclenchée par les nationalistes.

La position des milieux oppositionnels de gauche au sein du PCC était clairement exposée, encore avant la constitution formelle de l'OCC, dans le manifeste *Le camarade Mauser a la parole*, écrit par Raúl Roa (plus tard ministre des relations étrangères du gouvernement de Fidel Castro) et paru dans l'organe de l'Aile gauche étudiante (AIE), en juillet 1931. L'AIE était dirigée par le Parti communiste mais en fait elle était dominée alors par l'opposition de gauche. En attendant le prochain déclenchement par les milieux nationalistes d'une insurrection, sous la direction de vieux politiciens, l'ex-président Mario García Menocal et le colonel Carlos Mendieta, contre la dictature oligarchique et pro-impérialiste de Gerardo Machado, le manifeste exhortait les masses à se

soulever et à prendre les armes, et les organisations révolutionnaires à transformer un tel soulèvement en une révolution.

« L'élargir, le doter d'un contenu agraire et anti-impérialiste, le transformer en une révolution démocratique sous la direction du prolétariat en alliance avec les paysans et la petite bourgeoisie radicale, est une obligation préliminaire et inéluctable des organisations qui luttent vraiment pour la libération nationale et sociale de Cuba. Pour cette raison, la parole et la plume ça suffit ! La conscience populaire est mûre pour un tournant rédempteur. Maintenant, il est urgent de faire la prédication à balles. Le mot d'ordre est unique et définitif : le camarade Mauser a la parole ! Cette révolution n'a rien à voir avec celle proclamée à chaque coin de rue et dans tous les cafés, comme une panacée aux misères et aux souffrances du peuple cubain, par l'opposition "nationaliste", Mario García Menocal, Miguel Mariano Gómez et le Directoire étudiant universitaire, liés théoriquement et pratiquement aux forces de la bourgeoisie et des propriétaires terriens mal disposés envers Machado, dont elle constitue la brigade de choc. En dépit de son épaisse démagogie usée, à cause de sa nature et de sa portée, le mouvement contrôlé par ces forces n'aspire qu'à un simple changement des postes de gouvernement et, peut-être, à des réformes purement cosmétiques tout en laissant, en conséquence, intacte la structure économique coloniale du pays, source de servitude, arriération, ignorance et misère. Rien de plus distant, par son caractère et par ses objectifs, d'une révolution dans le vrai sens du mot. Même si elle s'exprime dans des termes politiques, les entrailles de la révolution sont toujours économiques. La révolution est la violence organisée des masses opprimées pour changer radicalement le régime des rapports sociaux de production auxquels correspondent des formes idéologiques, juridiques, politiques et de conscience particulières. (...) Tandis que les "nationalistes" et les étudiants dupés par le Directoire centrent toute leur aspiration et leur activité sur la simple substitution de Machado, l'Aile gauche étudiante mobilise et oriente ses forces dans un sens véritablement révolutionnaire, dirigeant son attaque contre Machado, les classes sociales et les intérêts étrangers qui le maintiennent et tirent de lui leurs profits. »³³

Chose incroyable mais tout à fait révélatrice : selon Gary Tennant, dans ce manifeste, « les oppositionnels opposaient ainsi à l'attitude ultra-gauchiste du PCC à l'égard du nationalisme petit-bourgeois une attitude non critique et opportuniste, similaire à celle que Trotsky avait critiquée pendant la révolution chinoise au milieu des années vingt » !³⁴ Toujours selon Tennant, l'opposition ne prenait pas en compte l'affirmation obstinée de Trotsky que, dans toute activité dans le cadre du front unique anti-impérialiste, on peut et doit préserver l'indépendance de la classe ouvrière. Toujours selon Tennant, elle inclinait à mener à l'égard du mouvement nationaliste, ou plus exactement de son aile la plus radicale, dirigée par Antonio Guiteras, une politique correspondant à la

modalité de gauche du cours de la « deuxième période », et à suivre une stratégie de la révolution par étapes, compromettant de cette façon son indépendance politique. Mais il faut se méfier de ces affirmations de Tennant : il n'en apporte pas de preuves ou fait souvent avec les documents ce qu'il a fait avec le manifeste cité de l'AIE. Selon la théorie de la révolution permanente, c'est justement sur la base d'une révolution nationale démocratique, en prenant sa direction et en s'appuyant sur les masses opprimées que la classe ouvrière peut prendre le pouvoir dans un pays dépendant et, en exerçant ce pouvoir, renverser le capitalisme ! Le manifeste de l'AIE posait la question d'une façon correspondant à cette théorie.

Tennant affirme que

« bien que cette marque de naissance, reposant sur la tendance à se compromettre avec le nationalisme petit-bourgeois, arriva à façonner le développement du trotskysme à Cuba dans les années 30 et 40, à la mi-1933, sous l'influence d'un certain nombre de dirigeants au cœur de l'Opposition qui étaient décidés à établir des liens avec l'Opposition de gauche internationale, le Comité central de l'OCC adopta une stratégie qui coïncidait largement avec les thèses de Trotsky sur la révolution permanente »³⁵.

La direction de l'OCC révisa également son orientation en faveur de la tactique du front unique anti-impérialiste. Mais dans la province d'Oriente, en particulier, à Guantánamo et les alentours, où se situait la base navale nord-américaine et où l'OCC puis le PBL étaient plus influents qu'ailleurs, elle suivit une orientation plus « traditionnelle ». Il s'agissait d'une zone combinant quatre facteurs : un capitalisme relativement développé, y compris sur le terrain industriel (l'industrie du sucre et les chemins de fer), une formidable tradition révolutionnaire des guerres pour l'indépendance, une puissante présence de l'impérialisme symbolisée par la base navale nord-américaine de Guantánamo, et une forte conscience nationaliste du prolétariat et des masses en général. Bien ancrés dans le mouvement syndical, l'OCC puis le PBL gagnaient dans cette région du terrain politique à cause d'une contradiction, qui y était particulièrement flagrante, entre la force du nationalisme de masse lié à la tendance impétueuse à la formation du front unique anti-impérialiste, et la politique du PCC de la période, hostile à une telle tactique et au nationalisme révolutionnaire. Assez indépendant de la direction de l'OCC-PBL, la section de Guantánamo était critiquée par celle-ci pour poursuivre la formation « d'un bloc anti-impérialiste lâche d'ouvriers, d'étudiants et de paysans, plus proche de la conception du front unique correspondant à la Deuxième période de la

Comintern que d'un quelconque parti d'avant-garde dans un moule trotskyste »³⁶, selon ce que rapporte Tennant. Apparemment, même le recrutement à l'opposition puis au parti se faisait à Guantánamo sur la même base qu'à tout parti bourgeois, sans discipline et sans aucune structure cellulaire. Bref, tandis qu'à Guantánamo et, plus généralement, en Orient le mouvement trotskyste

« a déployé une tendance à poursuivre une politique de formation de larges blocs démocratiques anti-impérialistes avec les forces du nationalisme révolutionnaire afin de mener une révolution démocratique anti-impérialiste, le Comité central installé à La Havane démontra plus tard qu'au moins en théorie, [ce mouvement] partageait l'insistance de Trotsky sur le caractère prolétarien de la révolution anti-impérialiste »³⁷.

Le résultat fut qu'il adopta un programme visant à le mettre, en tant qu'avant-garde prolétarienne, en « compétition permanente » avec le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois pour la direction politique des masses, y compris petites-bourgeoises, dans les villes et dans les campagnes.

Cette orientation, suivant fondamentalement la théorie de la révolution permanente, est confirmée par l'historien cubain Rafael Soler Martínez.

« Le PBL a défini la question nationale comme l'axe de la lutte révolutionnaire et la révolution, par son caractère, comme prolétarienne, il a identifié comme ennemis de la révolution la bourgeoisie et les grands propriétaires terriens liés à l'impérialisme, et le prolétariat comme classe qui devait diriger la révolution. ». « Dans l'élaboration de leurs conceptions stratégiques et tactiques, les trotskystes montèrent une tentative d'interprétation de la réalité cubaine à partir des positions du marxisme. » Ils arrivèrent à « identifier les causes essentielles des problèmes de Cuba dans sa condition de pays néocolonial sous la domination de l'impérialisme nord-américain ».

Selon Soler Martínez, les plus importants acquis du mouvement trotskyste cubain consistaient, entre autres, à

« dévoiler l'incapacité de la bourgeoisie native à diriger le projet national libérateur et anti-impérialiste », à « indiquer comme une vraie solution, une révolution profonde qui, au-delà de l'indépendance nationale, devait assurer l'émancipation sociale des classes exploitées, commencer la construction du socialisme », et « reconnaître le caractère progressiste du Gouvernement des Cent Jours et Jeune Cuba comme aile gauche révolutionnaire de la petite bourgeoisie »³⁸.

Soler Martínez confirme également le fait qu'entre la direction de l'OCC puis du PBL et les sections à Guantánamo et en Orient il y avait des différences plus ou moins importantes dans leur façon d'approcher le nationalisme

révolutionnaire petit-bourgeois. Mais il juge les positions respectives d'une façon tout à fait autre que Tennant. Il affirme que la direction du mouvement trotskyste cubain fut incapable de « comprendre la nécessité d'une étape de libération nationale, anti-impérialiste, agraire et démocratique en tant que phase préliminaire inévitable pour la transition ininterrompue vers la révolution socialiste » (ce qui, traduit dans le langage de la théorie de la révolution permanente, voudrait dire qu'elle sous-estima les tâches de la révolution nationale démocratique), qu'elle « a nié en pratique les potentialités révolutionnaires de la petite bourgeoisie même si en paroles elle reconnaissait l'existence d'une aile révolutionnaire de celle-ci » et « a suivi une ligne ouvriériste »³⁹. La direction de ce mouvement

« faisait une appréciation théorique correcte des forces politiques et de classe qui agissaient sur la scène d'alors et de la tactique la plus conséquente à suivre. Néanmoins, bien qu'elle ait apparemment compris le rôle de la petite bourgeoisie dans la société néocoloniale cubaine des années 30, en réalité, il n'en fut pas ainsi. Tout en critiquant la direction du PC pour ses erreurs de sectarisme et de dogmatisme sous l'influence de la ligne "classe contre classe" émanant à l'époque de l'Internationale communiste, elle-même tombait dans des erreurs similaires. (...) [Elle] n'était pas parvenue à comprendre le rôle révolutionnaire des secteurs les plus avancés de la petite bourgeoisie cubaine. »⁴⁰

Selon Soler Martínez, à Guantánamo il en allait différemment.

« Guantánamo fut la seule région du pays où, pendant les années 30, le trotskysme a obtenu une véritable insertion dans le mouvement ouvrier, révolutionnaire et populaire, ce qui se devait au fait qu'il y a suivi une politique flexible d'alliances avec d'autres forces révolutionnaires s'exprimant dans le soutien à l'aile gauche du Gouvernement des Cent Jours et dans les liens étroits avec Jeune Cuba, ainsi que dans le prestige dont ses principaux dirigeants profitaient au sein du mouvement ouvrier local. (...) [Il a] réussi à contruire une base de militants ouvriers et à obtenir une certaine influence dans la classe ouvrière, fondamentalement parmi les cheminots. »⁴¹

Ainsi, nous sommes devant un problème : quel secteur, en réalité, était plus proche d'une compréhension et d'une application pratique correctes de la théorie de la révolution permanente comme de la politique de front unique anti-impérialiste, et en même temps, plus correcte du point de vue des tâches révolutionnaires immédiates ? La direction du mouvement trotskyste ou sa section de Guantánamo ? Pour Gary Tennant, il est évident que c'était la direction, tandis que la section de Guantánamo menait une politique opportuniste de droite, suiviste par rapport au nationalisme révolutionnaire petit-

bourgeois. Par contre, aux yeux de Soler Martínez, une politique plus correcte du point de vue des tâches révolutionnaires immédiates, nationales démocratiques, était celle de la section de Guantánamo, tandis que les directions de l'OCC et du PBL menaient une politique opportuniste de gauche, sectaire par rapport au nationalisme révolutionnaire petit-bourgeois.

En tout cas, il est évident que la section de Guantánamo était beaucoup plus implantée, mais d'une façon qui n'était pas du tout « léniniste », dans le mouvement ouvrier et de masse et, en même temps, avait des tendances beaucoup plus nationalistes et poursuivait une politique beaucoup plus « ouverte » à l'égard du mouvement nationaliste révolutionnaire que toute autre section de l'OCC puis du PBL. Nous pouvons supposer qu'il y avait un lien très (ou en tout cas assez) étroit entre son implantation dans le mouvement de masse et ses tendances nationalistes, y compris son alliance avec le courant nationaliste dirigé par Antonio Guiteras. Dans cette zone, la conscience de classe des secteurs les plus avancés du mouvement ouvrier se combinait avec une forte conscience nationaliste, partagée par ce mouvement avec les masses petites-bourgeoises – d'autant plus partagée avec elles que dans les conditions sociales déterminées par le sous-développement du capitalisme, une ligne de démarcation entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie était très loin d'être claire : par ses conditions sociales, des masses importantes se situaient à mi-chemin entre ces deux classes, constituant des « petits-bourgeois prolétaires » et des « prolétaires petits-bourgeois ».

La question est la suivante : quel type de classe, prolétarienne ou petite-bourgeoise, du nationalisme caractérisait non seulement la conscience des secteurs les plus avancés du mouvement ouvrier de Guantánamo mais aussi la pratique politique de l'organisation locale de l'OCC et du PBL ? Il est plausible d'avancer l'hypothèse selon laquelle, dans les deux cas, il s'agissait d'une combinaison de ces deux types de nationalisme. Mais d'une combinaison à quelle dominante ? Dans une situation où le capitalisme était sous-développé, les masses petites-bourgeoises étaient fortement présentes socialement et idéologiquement et la condition ouvrière était très largement inachevée, se confondant en partie considérable avec la condition petite-bourgeoise, c'est, sans doute, le nationalisme petit-bourgeois qui prédominait, probablement même dans les secteurs possédant une conscience de classe relativement la plus élevée.

Mais quel type de classe dominait dans la (probable) combinaison du nationalisme petit-bourgeois et du nationalisme prolétarien dans la conscience, dans le programme et dans l'ensemble des pratiques politiques de la section

locale du mouvement trotskyste ? Quel type de nationalisme s'articulait dans les pratiques de ce courant avec son adhésion au socialisme international et au programme de la révolution prolétarienne ? La composante nationaliste de son programme était-elle à dominante prolétarienne ou à dominante petite-bourgeoise ? Permettait-elle de combiner les tâches nationales démocratiques immédiates de la révolution cubaine avec le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans cette révolution ainsi qu'avec ses tâches socialistes médiates ? Ou sacrifiait-elle ce rôle et, par conséquence, la réalisation de l'ensemble de ses tâches, socialistes médiates comme nationales démocratiques immédiates, en cédant de fait la direction de la révolution à la petite bourgeoisie ? L'alliance étroite avec le nationalisme révolutionnaire petit-bourgeois visait-elle à gagner les secteurs les plus combattifs et radicaux des mouvements politiques et des masses petites-bourgeoises à la cause de la révolution prolétarienne, ou subordonnait-elle les intérêts de la classe ouvrière à ceux de la petite bourgeoisie ?

Nous tenterons de répondre à ces questions.

La nature de l'alliance des trotskystes avec les nationalistes

En août 1933, lors de la grève générale contre la dictature de Machado, la direction du PCC accepta l'offre désespérée du dictateur en chute libre de négocier avec lui et d'appeler à finir la grève en échange de la satisfaction des revendications économiques, de la légalisation des syndicats, de la libération des prisonniers politiques, etc. Cette attitude, critiquée même par des émissaires de la Comintern, discrédita énormément le PCC au yeux des masses. Elle ne cassa pas la grève générale ni n'empêcha la chute de Machado mais freina l'élan du soulèvement populaire et de la révolution qui commençait. Il s'agissait d'une grave erreur politique, mais ce n'était pas un acte de trahison, contrairement aux accusations virulentes lancées par les trotskystes cubains. En lançant et en maintenant ces accusations, l'OCC puis le PBL se trompèrent énormément : au lieu de voir dans le PCC stalinisé un parti centriste oscillant entre une politique révolutionnaire et une politique réformiste, ils lui attribuèrent, unilatéralement et abusivement, une nature contre-révolutionnaire. Ce n'était pas seulement une erreur d'analyse mais, comme les événements le montreront tout de suite, une erreur politique majeure.

Après la chute de Machado, pour récupérer son prestige perdu, le PCC organisa à La Havanne, à l'occasion de l'enterrement des cendres de Mella, une manifestation au style paramilitaire contre le gouvernement provisoire sous la présidence du nationaliste modéré Ramón Grau San Martín. L'aile gauche de ce gouvernement (dit des Cent Jours parce que c'est le temps qu'il a duré) était animée par Antonio Guiteras, dirigeant du courant nationaliste révolutionnaire (et plus tard fondateur de Jeune Cuba). Pour ce parti, la chute de la dictature de Machado et l'établissement du gouvernement nationaliste de Grau et de Guiteras ne signifiait qu'« *un changement du collier du chien impérialiste* ». En se trompant sur la nature de cette manifestation et en voyant en elle une tentative de déclencher une insurrection armée contre le gouvernement nationaliste, le PBL participa, avec les groupes syndicaux de combat sous sa direction et en alliance avec les forces nationalistes, à la répression de cette manifestation, tandis que l'armée, échappant au contrôle du gouvernement et, en particulier, de Antonio Guiteras, ministre de la Défense et de l'Intérieur, profitait de la situation pour écraser les communistes et faire un bain de sang. Le recours à la violence physique en défense d'un gouvernement petit-bourgeois contre un autre courant du mouvement ouvrier, de surcroît réprimé par l'armée de l'État bourgeois, constituait une grave faute politique.

Comme le rappelle Luis Miyares, alors militant du PBL, suite à cette répression,

« les staliniens appelèrent à une grève générale contre le gouvernement révolutionnaire, principalement contre Guiteras, parce qu'ils voyaient qu'en étant dirigé par Guiteras qui, dès le début, s'était manifesté comme anti-impérialiste, le mouvement anti-impérialiste leur échappait des mains, et dans cette lutte ils croyaient qu'en renversant ce gouvernement ils tireraient des bénéfices majeurs, sans se rendre compte que sa chute serait suivie par une descente de la révolution et favoriserait l'impérialisme yankee ».⁴²

La grève échoua, mais les communistes déclarèrent la guerre au gouvernement nationaliste en tant que... le plus grand danger pour la révolution et l'accuseront d'avoir déchaîné la « terreur blanche ». Suivant la ligne de la « troisième période », la direction du PCC voyait un ennemi mortel dans tout courant nationaliste, y compris celui animé par Guiteras.

Comme le disait le Parti ouvrier révolutionnaire, héritier de l'OCC et du PBL, dans un bilan fait neuf ans plus tard :

« Après la chute de Machado, devant la montée du mouvement ouvrier dans les centrales sucrières, déclenchée par les masses travailleuses, le gouvernement petit-bourgeois de Grau San Martín était forcé de prendre en main les centrales

électriques qui, comme les centrales sucrières, appartenaient aux entreprises impérialistes, et transmettre leur mise en marche et leur administration aux syndicats ouvriers. Roosevelt commençait alors à mener une politique de "bon voisinage" et ne voulant pas la compromettre aux yeux de l'Amérique latine, s'est abstenu d'écraser la révolution cubaine par le biais d'une intervention militaire – il préférait se servir d'une contre-révolution interne. Si à Cuba avait existé alors un véritable parti du prolétariat, il aurait été possible de prendre le pouvoir. »⁴³

Selon James Petras, la révolution de 1933 doit être vue comme le moment dans l'histoire de Cuba

« où le socialisme a cessé d'être une idée discutée dans des cercles limités pour devenir la force motrice d'un mouvement social et menacer immédiatement les rapports de production capitalistes ». « La révolution de 1933 contenait en soi le premier mouvement socialiste massif de la classe ouvrière cubaine. Sous une direction socialiste (et parfois sans direction), les secteurs majeurs de cette classe attaquèrent directement les propriétaires, prirent le contrôle sur de nombreuses unités de production dans plusieurs régions du pays et établirent leur hégémonie de classe sur d'importantes zones des régions non ouvrières du pays et sur des secteurs de l'appareil étatique (les pouvoirs municipaux, la police et l'armée). »⁴⁴

Pour la première fois dans l'histoire de Cuba, une crise révolutionnaire était grosse d'une révolution prolétarienne. L'annonçait le fait qu'en septembre 1933, les ouvriers occupèrent 36 centrales sucrières dans lesquelles se concentrait un tiers de la production nationale du sucre.

Antonio Guiteras imposa alors à ce gouvernement une politique de résistance à l'exploitation nationale par l'impérialisme nord-américain en « intervenant » dans des entreprises impérialistes et en chargeant les syndicats de leur gestion. Guiteras considérait que

« dans le cadre du régime capitaliste, aucun gouvernement n'était tellement disposé à défendre les intérêts de l'ouvrier et du paysan comme l'actuel gouvernement révolutionnaire » et promouvait un « tournant à gauche (la défense des intérêts du prolétariat qui commençait à s'observer dans la politique de ce gouvernement) »⁴⁵.

Mais en même temps, comme l'explique Petras,

« tout en procédant à la purge des anciens fonctionnaires bourgeois, [ce gouvernement] a maintenu l'échelon inférieur de l'État capitaliste en tant que son propre gardien contre la menace sociale incarnée par le mouvement ouvrier qui ne pouvait être contenu dans le cadre du programme nationaliste bourgeois embrassé par le régime de Grau. »⁴⁶

En rompant ce cadre mais en restant au sein du gouvernement, l'aile révolutionnaire ne pouvait que mener une politique contradictoire. La législation du travail, impulsée également par Guiteras, favorisa les secteurs les plus surexploités du prolétariat cubain, à savoir les grandes masses des ouvriers agricoles en donnant le feu vert à l'occupation des terres par les chômeurs, en décrétant la journée de huit heures, et en exigeant la paye du salaire minimum et la substitution du salaire aux pièces ou à la tâche par le salaire à la journée. Mais cette législation – le décret dit « loi de 50% » – établit aussi le principe selon lequel, dans toute entreprise, au moins 50% du personnel devait être constitué par des citoyens cubains (l'ambassadeur mexicain critiqua ce décret en disant qu'il fallait suivre l'exemple de la législation nationaliste du travail de son pays et décréter une « loi de 100% »), et toute nouvelle embauche devait être celle d'un citoyen cubain. Un autre décret de ce même gouvernement, portant sur la nationalisation du mouvement syndical, a interdit que les dirigeants syndicaux soient des étrangers.

« Plus d'un historien marxiste cubain qualifie comme "progressistes" les lois de nationalisation du travail de 1933 ; Guiteras, le premier usager de l'institution véritablement progressiste de l'"intervention", fut son coauteur. Mais notons, par exemple, le fait que le Syndicat national des Ouvriers de l'Industrie du sucre considérait que ces mesures stimulaient les "déportations" [des ouvriers immigrés] et visaient à diviser la classe ouvrière "sur la base d'une intense campagne chauvine, patriotarde, visant à diriger la haine anti-impérialiste des masses contre les ouvriers étrangers et l'esprit combatif des chômeurs contre les ouvriers étrangers ayant emploi". »⁴⁷

Ce jugement extrêmement sévère exprimait, dans une grande mesure, l'hostilité farouche du PCC au gouvernement nationaliste, servant à justifier le refus de mener une politique de front unique anti-impérialiste. Mais la direction de l'OCC, elle aussi, déclara que cette loi était « fasciste » et exhorta à défendre, les armes à la main, les syndicats et les travailleurs immigrés espagnols (fortement présents, en particulier, dans le syndicat des travailleurs du commerce, principale base syndicale du mouvement trotskyste) contre les tentatives du gouvernement d'imposer ces décrets. En fait, la législation du travail décrétée par le Gouvernement des Cent Jours exprimait, d'une manière concentrée, les contradictions d'un nationalisme révolutionnaire petit-bourgeois comme celui de Guiteras. D'un côté, elle nationalisait la force de travail d'une façon qui était dans l'intérêt de la classe ouvrière, de l'autre, sur certains terrains, même si elle répondait aux revendications de secteurs importants de la classe ouvrière elle-même, elle le faisait d'une façon nationaliste petite-bourgeoise. Elle

divisait les travailleurs et les militants syndicaux en natifs et immigrés et frappait de cette façon non seulement ses secteurs privilégiés mais aussi ceux qui, en dépit de leur nationalité, ne bénéficiaient pas des privilèges sur le marché du travail, ainsi que les secteurs les plus exploités et opprimés, comme c'était, en particulier, le cas des travailleurs jamaïcains et haïtiens.

En même temps, sous le puissant effet de la situation révolutionnaire, le nationalisme de Guiteras évoluait de plus en plus vers des positions anticapitalistes et prosocialistes. Après la chute du Gouvernement des Cent Jours en janvier 1934, Guiteras déclarait qu'il fallait établir

« un gouvernement dont les droits des ouvriers et des paysans seraient au-dessus des désirs du lucre des capitalistes nationaux et étrangers », et créer les « conditions pour entreprendre dans un avenir non lointain l'immense tâche de la révolution sociale, qui, en dépit de toutes les difficultés, de toutes les résistances, approche en brisant toutes les barrières levées par la bourgeoisie pour empêcher son passage ». « Cette phase de notre histoire c'est la genèse de la révolution qui se prépare et ne constituera pas un mouvement politique avec plus ou moins de coups de canon mais une transformation profonde de notre structure économique, politique et sociale. »

Il affirmait que

« pour que l'ordination organique de Cuba en nation parvienne à la stabilité, il faut que l'État cubain se structure conformément aux postulats du socialisme »⁴⁸. Il considérait qu'« il lui ne fallait que franchir un pas pour devenir un marxiste »⁴⁹.

L'un de ses collaborateurs nationalistes révolutionnaires témoigne :

« Sa pensée était influencée par la doctrine de Marx d'une façon qu'en germe il était un vrai marxiste. Il reconnaissait que pour que la lutte à Cuba soit vraiment révolutionnaire, il fallait qu'elle soit agraire et anti-impérialiste. Il était convaincu que, tôt ou tard, on arriverait à établir, à Cuba et dans le reste de l'Amérique, le socialisme. »⁵⁰

Une politique prolétarienne révolutionnaire exigeait l'application de la tactique de front unique sur un double registre : par rapport au mouvement ouvrier, et en particulier, au Parti communiste et à la CNOC, centrale syndicale qu'il contrôlait, et par rapport au mouvement nationaliste de masse. Par rapport au PCC, le PBL n'appliqua pas une politique de front unique ouvrier. Pour justifier un tel agissement, le PBL n'avait d'autre solution que de persévérer dans l'attribution au PCC d'un caractère contre-révolutionnaire et étranger au mouvement ouvrier, et d'exclure une politique de front unique à son égard. Ce n'est qu'après la chute du gouvernement de Grau, pendant la contre-offensive

bourgeoise et impérialiste, par le biais des syndicats sous sa direction ou influence, que le PBL anima, avec peu de succès, une politique d'« alliance ouvrière » avec le mouvement syndical contrôlé par le PCC. La politique du PBL à l'égard du PCC constituait une espèce de réplique à la politique stalinienne ultragauche dite « de front unique exclusivement à la base ». Une telle politique divisionniste au sein du mouvement ouvrier montre clairement que des forts courants petits-bourgeois passaient par le mouvement trotskyste cubain.

La politique menée par ce mouvement par rapport au nationalisme révolutionnaire petit-bourgeois était fondamentalement différente mais elle n'était pas très claire. Selon Tennant, le cercle dirigeant du PBL était le plus attaché à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, mais selon Soler Martínez, il apparaissait comme le plus sectaire à l'égard des courants révolutionnaires de la petite bourgeoisie. Néanmoins est évident ce qui prédominait parmi les trotskystes cubains d'alors et qu'aux yeux de Tennant « incorporait [cette théorie] de façon lâche » :

« Ils insistaient sur le fait que, dans un pays comme Cuba, le nationalisme petit-bourgeois devrait finalement se désintégrer, forçant ses partisans à s'aligner soit sur le prolétariat, soit sur la contre-révolution. Fin 1934 et début 1935, le PBL démontrait qu'il était essentiel que les trotskystes prennent les armes aux côtés de Jeune Cuba pour renforcer l'influence prolétarienne parmi les nationalistes révolutionnaires et ainsi rendre plus probable que la petite bourgeoisie tombe plus du côté de la révolution prolétarienne que de celui de la réaction pro-impérialiste. »⁵¹

C'était une position très lucide sur l'un des aspects les plus importants de la stratégie de la révolution dans les pays dépendants en général et à Cuba en particulier. Les trotskystes cubains étaient conscients que le sort de la révolution prolétarienne dépendait largement du passage de secteurs importants du mouvement nationaliste révolutionnaire et des masses nationalistes petites-bourgeoises du côté de cette révolution. Ils cherchaient courageusement, dans l'action, les méthodes et les tactiques susceptibles d'assurer ou de faciliter ce passage.

Devant la contre-offensive de la contre-révolution, les militants et les secteurs qui étaient les plus proches du nationalisme petit-bourgeois commencèrent à quitter le PBL en passant soit à Jeune Cuba, mouvement fondé par Guiteras, soit à la Commission ouvrière nationale du Parti révolutionnaire cubain (dit « authentique ») de Grau San Martín. Ce mouvement était animé – ou trouvait sa justification – dans une théorie particulière mettant en cause la

forme parti et préconisant une « voie externe de construction de la IVe Internationale ». Selon cette théorie, à Cuba la section de la IVe Internationale ne pouvait surgir par la « voie interne », c'est-à-dire par la voie de la construction d'un parti marxiste révolutionnaire, mais par la « voie externe », c'est-à-dire par la voie de la construction d'un bloc sans parti des marxistes révolutionnaires et des nationalistes révolutionnaires.

« C'était essentiellement la perspective que la plus grande section du PBL, celle de Guantánamo, avait défendue depuis la fondation du parti en septembre 1933. À la fin de 1934 cependant, une majorité de membres du PBL à l'échelle nationale donnaient de plus en plus de vie à cette théorie après avoir perdu toute orientation stable de la part d'une direction elle-même désorientée par une période de défaites et de désertions successives. Le "bloc anti-impérialiste" auquel on faisait implicitement référence, était fondamentalement celui de Jeune Cuba, et au début de 1935, la majorité des membres du PBL, soit spontanément, soit organisés sur une base locale, avaient gravité dans sa direction. Ainsi, alors que la force numérique du PBL déclinait depuis quelque temps et que son organisation centralisée démocratiquement d'une façon formelle avait subi une série de crises, avec la défaite de la grève générale de mars 1935, le PBL se trouva en plein désarroi. »⁵²

Gastón Medina, nouveau secrétaire général du PBL, rapportait en mars 1935 au secrétariat de la Ligue communiste internationale :

« Dans le domaine de l'analyse théorique, une des premières questions que nous devons traiter est la théorie de la "voie externe". Cette théorie a produit sur le parti des effets désastreux, bien qu'aucun camarade ne l'ait formellement défendue jusqu'au bout. Il s'agit d'un courant larvé dont nous croyons qu'il résulte de l'incapacité de la direction et des erreurs passées, aussi bien de l'Opposition communiste que du PBL. (...) Au lieu de souligner les erreurs et l'incapacité de la direction, le parti en tant que tel et en soi est désigné comme la cause des erreurs et des échecs. D'où la proclamation d'une "voie externe" hors du parti en tant que tel, et la subordination du parti à cette "voie externe" comme l'unique moyen de "créer" la IVe Internationale à Cuba. (...) En gros, on fait des références à la création d'un "bloc anti-impérialiste" ou d'un "bloc centriste" avec la dissolution du parti dedans, l'entrée du parti dans Jeune Cuba, etc. (...) Nous ne répondrons pas (...) à la question de savoir si les camarades qui mettent en avant le concept de "voie externe" croient que le nouveau "bloc" est susceptible de gagner beaucoup des "centristes" placés aujourd'hui sous les drapeaux de Jeune Cuba ou du Parti révolutionnaire cubain. Nous croyons que c'est seulement par une juste politique du parti basée sur les tâches du front unique que ces deux dernières organisations peuvent être orientées dans la bonne voie. »⁵³

En fait le PBL, lui, ne se limita pas à une politique de front unique anti-impérialiste mais poursuivit une alliance de plus en plus étroite avec Guiteras et son mouvement, Jeune Cuba, qui devant les progrès de la réaction bourgeoise et pro-impérialiste tentaient de retourner le cours des événements en planifiant une insurrection armée.

« Ceux des secteurs "trotskystes" du parti qui avaient initialement rejeté une véritable liquidation au sein des partis et des blocs nationalistes radicaux étaient, eux aussi, de plus en plus attirés par la promotion unilatérale d'un front unique avec Jeune Cuba », nous informe Tennant. « Outre le fait que l'alliance tactique qu'ils avaient conclue avec les guiteristas avait une base étroite et cherchait à exaspérer la situation révolutionnaire plutôt qu'à l'approfondir parmi les larges masses urbaines et rurales, la perspective de la formation d'un bloc large révélait aussi la tendance des trotskystes à mettre en avant l'idée selon laquelle le but immédiat était une révolution démocratique anti-impérialiste. »⁵⁴

Par ses tâches immédiates, la révolution cubaine était justement « une révolution démocratique anti-impérialiste ouvrière et paysanne », comme la caractérisait alors le PBL, mais dans la terminologie employée par Tennant, cela voulait dire que les trotskystes cubains avaient alors, comme avant 1933, une tendance à renoncer à la théorie de la révolution permanente et à adhérer à une stratégie de la révolution par étapes admettant une étape démocratique indépendante. Encore une fois, Tennant n'en apporte pas de preuves. En général, sa critique de la politique du PBL dans cette période n'est qu'une répétition de la critique faite par la direction du Parti ouvrier des États-Unis (WPUS) dans sa lettre adressée en janvier 1935 à la direction du PBL. Or dans la mesure où les dirigeants trotskystes nord-américains n'avaient qu'une connaissance purement théorique des problèmes de la révolution dans les périphéries dépendantes du système mondial, il est souhaitable de traiter le contenu de cette lettre avec prudence. La désastreuse intervention des trotskystes nord-américains dans le débat au sein du mouvement trotskyste argentin sur la question de la libération nationale, en 1941 – une intervention qui désarma politiquement ce mouvement face au nationalisme, deux ans avant la formidable montée en Argentine d'un nationalisme bourgeois de masse – en dit long sur la compréhension de ces problèmes.

En réalité, il est difficile de savoir quelle politique a été menée par la direction du PBL dans la période précédant la grève générale de mars 1935, en particulier, jusqu'à quel point elle était concertée avec Jeune Cuba et suivait son cours insurrectionnel. Il semble qu'il s'agissait d'une collaboration plus ou

moins étroite, que le PBL s'identifiait plus ou moins profondément avec les plans militaires de Jeune Cuba tout en se concentrant sur les préparatifs pour la grève générale, sur l'établissement au cours de cette grève, en commun et même en parité avec Jeune Cuba, des conseils révolutionnaires en tant que noyaux du pouvoir révolutionnaire censés se transformer en organes de type « soviétique », et sur l'élaboration d'un programme commun de ce pouvoir. Mais nous en savons trop peu pour juger cette politique. Le rapport déjà cité de Gastón Medina apporte à ce propos un éclairage assez différent : il critiquait d'une façon extrêmement dure l'orientation politique de Jeune Cuba exprimant une position qui n'avait rien à voir avec un suivisme. En fait – et il s'agit d'un parallèle très inquiétant – les termes de cette critique étaient très proches de celle, lancée par la direction du Parti socialiste populaire (PSP, communiste) à l'égard de Fidel Castro et ses camarades après leur assaut soi-disant « putschiste » aux casernes Moncada en 1953. Medina condamne

« un aventurisme qui trouve son expression concrète dans Jeune Cuba et, de façon différente, dans le Parti révolutionnaire cubain également ». « Pour Guiteras, le chef de Jeune Cuba, le problème de base est un problème technique – militaire – qui peut se régler à partir des sources de connaissance de Curzio Malaparte. Être prêts face à un tel putsch est notre tâche vitale si nous voulons éviter au prolétariat une défaite plus grave encore. »⁵⁵

Ce qui saute aux yeux c'est l'identification par le dirigeant du PBL des problèmes militaires de la lutte révolutionnaire à un problème technique.

C'était une déformation tout à fait caricaturale de la démarche de Guiteras. Il était persuadé, à juste titre, que la grève générale constituait une chance décisive de changer le cours d'événements – l'offensive de la contre-révolution – en mettant la révolution dans une position stratégique de contre-offensive, à condition de déboucher sur une insurrection armée et le renversement de la dictature de la droite pro-impérialiste. Pour cette raison, il harcelait désespérément le Comité universitaire de grève à La Havane pour qu'il retarde de deux mois le lancement de l'appel à la grève générale, le temps qu'il estimait indispensable pour monter et armer l'appareil militaire de l'insurrection. Il y a des situations dont les tâches apparemment techniques sont très politiques. Guiteras a échoué : en contradiction flagrante avec sa démarche, la Fédération ouvrière de La Havane, dirigée politiquement par le PBL, a appuyé l'appel à la grève sans se soucier de l'aspect militaire. Nous ne savons pas comment cette décision a été prise, en particulier, si elle suivait une décision politique de la direction du PBL. En tout cas, elle déclencha toute une dynamique : ayant peur de se trouver

hors de la direction du mouvement de grève et de la prise de cette direction par les nationalistes et les trotskystes, la direction du Parti communiste ordonna à sa centrale syndicale, majoritaire, de se joindre à la grève générale. Devant le fait accompli du déclenchement de la grève, Guiteras décida, bon gré mal gré, de l'appuyer tout en demandant de tenir huit jours afin de donner à Jeune Cuba un temps minimum pour préparer et armer au moins quelques éléments essentiels de l'appareil militaire. La grève, mal préparée, chaotique et partielle, s'épuisa en quatre jours, ouvrant la voie à une répression sanglante et généralisée du mouvement ouvrier et populaire et à la défaite définitive de la révolution. C'est le « putschiste » Guiteras qui avait raison : il ne fallait pas appeler à la grève générale – et avant tout, il ne fallait pas que les secteurs dirigés par le PBL du mouvement syndical précipitent le déclenchement de la grève en soutenant cet appel – sans assurer les conditions « techniques » de sa transcendance en grève insurrectionnelle.

Selon l'exposition castriste de l'histoire de la révolution des années 30, avec la mort de Guiteras dans un combat, en mai 1935, en plein déchaînement de la contre-révolution, « a disparu l'homme qui avait compris quelle était la stratégie correcte pour la prise du pouvoir et la figure publique capable d'unir dans un seul mouvement le courant révolutionnaire marxiste avec les forces révolutionnaires non marxistes »⁵⁶. Il semble que Guiteras a été vu également de cette façon par les trotskystes qui avaient choisi la « voie externe » en entrant à Jeune Cuba, même s'ils prétendaient que cette entrée offrait au PBL une occasion de démontrer ses capacités à diriger le mouvement révolutionnaire. Les partisans de la « voie externe » misaient sur la persévérance du courant nationaliste révolutionnaire dans ses plans de déclenchement de l'insurrection armée et, en même temps, sur son évolution vers le programme socialiste. Mais ils perdaient de vue le fait que, dans une situation de montée de la contre-révolution, les tentatives insurrectionnelles ne pouvaient être liées aux mouvements de masse et prenaient un caractère putschiste désespéré, tandis que dans le courant nationaliste révolutionnaire prédominaient alors des tendances menant vers la dispersion et, avant tout, évoluant à droite et non à gauche. Après avoir concerté un pacte avec le Parti révolutionnaire cubain (authentique) visant au déclenchement d'une insurrection armée et établi en commun avec lui un « conseil révolutionnaire suprême », Jeune Cuba a disparu rapidement au sein de ce parti, plus à droite et plus modéré que l'organisation fondée par Guiteras, et – en dépit de ses ancrages importants dans le mouvement ouvrier – se situant dans le champ de la politique bourgeoise.

Conclusion : Un bilan de la « voie externe »

La conjoncture politique – la situation révolutionnaire – dans laquelle l'évolution des tendances les plus révolutionnaires du nationalisme petit-bourgeois pouvait conduire à leur passage dans le champ de la révolution prolétarienne est terminée. Si l'entrée – organisée, bien sûr – des trotskystes dans Jeune Cuba constituait une tactique appropriée, ce qui est tout à fait possible, alors il fallait y entrer pendant la situation révolutionnaire, quand le nationalisme révolutionnaire se radicalisait dans le sens anticapitaliste et prosocialiste et se liait aux luttes de la classe ouvrière et des masses. L'entrée dans une situation contre-révolutionnaire constituait une erreur politique assez élémentaire. Mais même commettant cette erreur, les trotskystes pouvaient limiter les dégâts : dans la mesure où c'est la majorité des membres du PBL qui voulait passer et est passée à Jeune Cuba, cette entrée aurait dû se faire d'une façon centralement organisée et assurant le maintien d'une tendance organisée, parce que seulement une telle entrée aurait permis de préserver les forces du parti et, après avoir expérimenté collectivement l'échec de cette tactique, de sortir d'une façon centralement organisée. La majorité des militants du PBL a choisi une entrée à Jeune Cuba en ordre dispersé, individuellement ou en groupes, contre l'avis de la direction du parti accrochée au refus de se soumettre à la volonté majoritaire qui, par ailleurs, pour des raisons restant peu claires, ne s'est pas exprimée au sein du parti d'une façon régulière. Ce courant majoritaire, préconisant une prétendue et impossible « voie externe » de construction de la Quatrième Internationale, constituait un véritable liquidateur.

Il est bien connu que les défaites des révolutions et les victoires des contre-révolutions sont suivies souvent par l'apparition et l'expansion plus ou moins importante de courants liquidateurs dans les partis révolutionnaires, mettant en cause – comme cela s'est passé également dans le cas du mouvement trotskyste cubain – la forme du parti. Mais les défaites des révolutions ne constituent pas la cause du développement de ces courants. Elles révèlent et rendent active et expansive une tendance à l'œuvre dans ces partis. Dans le cas du PBL, la force du courant liquidateur révèle le poids du nationalisme petit-bourgeois en son sein. Nous insistons : elle ne révèle pas le poids du nationalisme tout court mais d'un type de classe précis du nationalisme : le fait que dans la combinaison, où l'un prédomine nécessairement, du type prolétarien et du type petit-bourgeois du nationalisme, c'est celui-ci qui dominait sur celui-là. Le refus du PBL de mener une politique de front unique ouvrier avec le Parti communiste constituant un

courant du mouvement ouvrier, comme la participation du PBL, en alliance avec les organisations nationalistes petites-bourgeoises, à l'attaque physique contre ce même parti lors de l'enterrement des cendres de Mella, confirment ce fait d'une façon éclatante.

Ni pendant la révolution de 1933, ni plus tard le mouvement ouvrier cubain ne s'est émancipé du nationalisme petit-bourgeois dont le modèle de domination sur ce mouvement avait été établi pendant la dernière guerre pour l'indépendance par les relations de José Martí et du Parti révolutionnaire cubain avec les travailleurs cubains de l'industrie du tabac à Tampa et à Cayo Hueso. Même un parti comme le PBL, appartenant au mouvement trotskyste international, succombait sous le poids de sa domination. Mais il faut bien préciser dans quel sens il le faisait, parce que Gary Tennant confond à ce propos trop de choses.

Premièrement, contrairement à ce qu'il affirme, il n'est pas du tout évident que, sous la pression du nationalisme révolutionnaire petit-bourgeois, le mouvement trotskyste cubain avait tendance à renoncer au rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution nationale démocratique, c'est-à-dire à la révolution prolétarienne, et à accepter une stratégie de la révolution par étapes. Il est tout à fait probable qu'une telle tentation était à l'œuvre dans ce mouvement. Mais c'est justement avec l'idée d'un passage sans étapes, ininterrompu, « permanent », de la révolution nationale démocratique à la révolution socialiste que les trotskystes, dont au moins une partie significative et idéologiquement influente des partisans de la « voie externe », a « contagionné » le mouvement nationaliste révolutionnaire. Cette « contagion » constituait le plus important et le plus durable acquis politique des trotskystes cubains.

Deuxièmement, contrairement à ce que pense Tennant, la conviction des trotskystes cubains, en particulier de ceux qui ont choisi la « voie externe », que le mouvement nationaliste révolutionnaire constituait un facteur incontournable de direction politique de la révolution, qu'il était possible qu'en s'affrontant, les armes à la main, à l'État bourgeois il rejoigne la révolution prolétarienne et qu'il fallait le gagner à la cause de cette révolution, était juste. La seule mais grande faute des trotskystes consistait dans l'incapacité d'affirmer leur indépendance politique par rapport au nationalisme révolutionnaire puis dans leur dispersion et dilution en son sein et, de cette façon, dans l'abandon de leur aspiration à participer, en tant que force politique distincte, à la direction de la révolution. Il va de soi que dans une situation favorable, en particulier, dans une situation de

radicalisation du mouvement nationaliste, l'indépendance politique n'était pas incompatible avec l'entrée, en tant que tendance organisée, dans ce mouvement.

L'approche de Tennant ne rend pas compte de ces contradictions qui rongeaient et déchiraient le mouvement trotskyste cubain.

« L'expérience enseigne en effet qu'il est beaucoup plus facile et fécond de remonter du nationalisme révolutionnaire au marxisme que de faire le chemin inverse »,

a constaté Régis Debray dans l'une de ses meilleures études sur les problèmes des mouvements révolutionnaires latino-américains.

« Les nationalistes révolutionnaires qui viennent au marxisme et au socialisme prolétarien peuvent garder leur base de masse tout en gagnant une position de classe définie, une arme théorique nouvelle et une conscience internationaliste ; ils peuvent surtout gagner les masses à ce point de vue de classe, à cette idéologie scientifique, à cette solidarité internationaliste. »

Par contre, ceux qui vont du marxisme et du socialisme international aux mouvements nationalistes révolutionnaires petits-bourgeois

« prennent habituellement le risque de brader une théorie dans ce qu'elle a de meilleur, sans retrouver en échange les masses populaires. Ils perdent tout ce qu'ils avaient de plus précieux, sans rien gagner de ce qui leur manquait, et beaucoup troquent un dogmatisme sectaire contre un suivisme inefficace, à la remorque de directions populistes qui n'ont pas besoin d'eux. »⁵⁷

Comme nous l'avons observé déjà, ce n'est pas la théorie révolutionnaire, en particulier, celle de la révolution permanente, que le mouvement trotskyste cubain (au moins une partie significative et idéologiquement influente de ce mouvement) a bradé en entrant dans le mouvement nationaliste. Il a bradé son parti et, avec lui, son indépendance politique. En tout cas, s'il n'a pas perdu tout ce qu'il avait de plus précieux, il a subi une perte énorme.

En 1966 Amilcar Cabral, dirigeant du mouvement de libération en Guinée « portugaise » et l'un des plus grands révolutionnaires africains, a affirmé que pour qu'au lieu de trahir, les directions nationalistes petites-bourgeoises mènent les révolutions nationales démocratiques jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste,

« la petite bourgeoisie révolutionnaire doit être capable de se suicider comme classe pour ressusciter dans la condition de travailleur révolutionnaire ». « Cette alternative – trahir la révolution ou se suicider comme classe – constitue le dilemme de la petite bourgeoisie dans le cadre général de la lutte de libération nationale. »⁵⁸

Carlos Rafael Rodríguez, ancien dirigeant du Parti socialiste populaire (communiste) devenu l'un des principaux dirigeants du régime révolutionnaire castriste, a prétendu que cette idée de Cabral reflétait d'une façon considérable l'expérience de la révolution cubaine de 1959⁵⁹, ce qui est tout à fait probable. Mais Cabral n'avait raison qu'en partie : lors d'une révolution nationale démocratique, le « suicide de classe » d'une direction nationaliste révolutionnaire petite-bourgeoise est possible, mais il est – pour ainsi dire – toujours « incomplet ». En passant à la révolution prolétarienne et, en ce sens, en « se suicidant comme classe », une telle direction passe à elle avec armes et bagages. Elle le fait sous bénéfice d'inventaire. Elle imprègne cette révolution des qualités dont elle a besoin : avec sa disposition à la lutte armée et à la prise d'assaut d'un nid de mitrailleuses, avec son goût pour les actes héroïques, sa capacité d'exacerber par l'action armée les crises révolutionnaires et de compléter les conditions pour la révolution (Che Guevara : « *il ne faut pas toujours attendre que toutes les conditions soient réunies pour faire la révolution : le noyau insurrectionnel peut les créer* »). Mais elle imprègne aussi la révolution prolétarienne avec ses propres vices de classe et lui impose ses propres limites de classe.

Un courant marxiste révolutionnaire du mouvement ouvrier qui, comme l'ont fait les trotskystes cubains, renonce à son indépendance politique et, en prenant une « voie externe », se condamne à la dissolution dans le mouvement nationaliste révolutionnaire petit-bourgeois, peut contribuer à gagner ce mouvement « de l'intérieur » à la cause de la révolution prolétarienne. Mais en choisissant cette voie, il renonce à la possibilité de l'empêcher d'imposer à la révolution prolétarienne ses limites et déformations petites-bourgeoises.

Notes

1. « Carta de Adolfo Gilly », *Boletín de Formación Política* (Partido Revolucionario de los Trabajadores, México), n° 5, 1981, p. 36.
2. O. Coggiola, *O trotskismo na América Latina*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1984, p. 28.
3. R.R. Soler Martínez, *El trotskismo en la revolución del 30 : Resumen de la tesis presentada en opción al grado científico de doctor en ciencias históricas*, Santiago de Cuba, Universidad de Oriente, Facultad de Ciencias Sociales y Humanísticas, Departamento de Historia, 1997, p. 24.
4. P. Abreu, « Luis, Sergio hermanos Saíz », *Bohemia*, n° 9, 1969, pp. 30, 32.

5. E. Guevara, *Obras 1957-1967*, vol. II, La Habana, Casa de las Américas, 1970, pp. 203, 368.
6. Voir J. Martínez Alier, « El campesinado y la Revolución Cubana de la primavera de 1959 hasta finales de 1960 », dans *Las nuevas tendencias del capitalismo monopolista y el futuro de América Latina*, imprimé polycopié, Genève 1970.
7. Ortiz [A. Sencic], *Carta a Adolfo Gilly y Ángel Fanjul*, [Paris], 6 de marzo de 1979 (copie en possession de l'auteur), pp. 2-3.
8. *Ibid.*, pp. 1-2.
9. *Ibid.*, pp. 2-3.
10. *Ibid.*, pp. 2-3.
11. G. Tennant, « The Hidden Pearl of the Caribbean : Trotskyism in Cuba », *Revolutionary History*, vol. 7, n° 3, 2000, p. 160.
12. *Ibid.*, p. 151.
13. S. Martínez Peláez, *La patria del criollo: Ensayo de interpretación de la realidad colonial guatemalteca*, San José de Costa Rica, Editorial Universitaria Centroamericana, 1985, pp. 592-593.
14. R. Fernández Retamar, « Más de cien años de previsión: Algunas reflexiones sobre el concepto martiano de 'Nuestra América' », *Cuadernos Americanos*, vol. 4, n° 40, 1993, p. 70.
15. J. Cantón Navarro, *Algunas ideas de José Martí en relación con la clase obrera y el socialismo*, La Habana, Instituto Cubano del Libro, 1970, p. 76.
16. R. de Armas, *La revolución pospuesta : Contenido y alcance de la revolución martiana por la independencia*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1975, p. 144.
17. *Ibid.*, p. 99.
18. P.P. Rodríguez, « La idea de liberación nacional en José Martí », *Pensamiento Crítico*, n° 49-50, 1971, p. 269.
19. J. Cantón Navarro, *op. cit.*, p. 132.
20. *Ibid.*, p. 115.
21. G. Tennant, *op. cit.*, p. 11.
22. Voir G. Achcar, « Révolution prolétarienne et dictature du prolétariat », *Quatrième Internationale*, n° 15, 1984.
23. N. Kohan, « El marxismo en América Latina : Julio Antonio Mella », *Crítica de Nuestro Tiempo*, n° 9, 1994, p. 147.
24. *Ibid.*, pp. 152-153.
25. J.A. Mella, *Documentos y artículos*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1975, pp. 381, 403, 380.
26. *Ibid.*, p. 387.
27. *Ibid.*, pp. 407, 190, 407.
28. *Ibid.*, pp. 379, 415-416, 417.
29. *Ibid.*, pp. 408-410.
30. G. Tennant, *op. cit.*, p. 49.
31. *Ibid.*, p. 48.
32. *Ibid.*, p. 54.
33. R. Roa, « Tiene la palabra el camarada Mauser », *Pensamiento Crítico*, n° 39, 1970, p. 144.
34. G. Tennant, *op. cit.*, p. 68.

35. *Ibid.*, p. 75.
36. *Ibid.*, p. 82.
37. *Ibid.*, p. 75.
38. R.R. Soler Martínez, *op. cit.*, pp. 16-17, 20-21.
39. *Ibid.*, p. 17.
40. R.R. Soler Martínez, « Los orígenes del trotskismo en Cuba », *Temas*, n° 24-25, 2001, p. 50.
41. R.R. Soler Martínez, *El trotskismo en la revolución del 30*, p. 23.
42. L'interview avec Luis Miyares, copie en possession de l'auteur, p. 6.
43. La lettre du Parti ouvrier révolutionnaire (POR) de Cuba à la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) d'Argentine, du 5 de janvier 1942, reproduite dans Quebracho (L. Justo), *Estrategia revolucionaria: Lucha por la unidad y por la liberación nacional y social de la América Latina*, Buenos Aires, Fragua, 1957, p. 102.
44. J. Petras, *Class, State, and Power in the Third World*, Montclair - London, Allanheld, Osmun - Zed Press, 1981, pp. 193-194.
45. O. Cabrera, *Antonio Gaiterías: Su pensamiento revolucionario*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1974, pp. 137, 175.
46. J. Petras, *op. cit.*, p.199.
47. J. Martínez Alier, *op. cit.*, p. 187.
48. *Ibid.*, pp. 176-184.
49. M. Kuchilán, « Gaiterías: acción y pasión revolucionaria », *Bohemia*, n° 19, 1969, p. 55.
50. « Entrevista con Pedro Vizcaino », *Pensamiento Crítico*, n° 39, 1970, p. 278.
51. G. Tennant, *op. cit.*, p. 120.
52. *Ibid.*, pp. 89-90.
53. G. Capablanca [G. Medina], « Cuba: Crise de direction et courant liquidateur 1932-1935 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 11, 1982, pp. 108-109.
54. G. Tennant, *op. cit.*, p. 119.
55. G. Capablanca, *op. cit.*, p. 109.
56. J.A. Tabares del Real, *La revolución del 30: sus dos últimos años*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1975, p. 314.
57. R. Debray, *Les épreuves du feu: La critique des armes 2*, Paris, Seuil, 1974, p. 250.
58. A. Cabral, « Discurso en representación de las delegaciones de las colonias portuguesas en la Conferencia Tricontinental », dans *Lecturas de filosofía*, Universidad de La Habana, Departamento de Filosofía, 1966.
59. C.R. Rodríguez, *Cuba en el tránsito al socialismo 1959-1963*, La Habana, Editora Política, 1979, p. 75.

Dario Bresciani

Bordiga et l'attentisme

Le sort de Bordiga dans l'historiographie italienne n'a pas été heureux. Véritable père fondateur du communisme en Italie, il a formé la première génération de cadres du PCd'I, Gramsci et Togliatti compris. Lénine et Trotsky le considéraient comme une des meilleures têtes du mouvement communiste en l'Europe occidentale, comme l'atteste aussi le respect avec lequel Lénine aborde leurs divergences dans La Maladie infantile du communisme - le gauchisme.

Même l'extrême gauche de l'IC, dirigée par Karl Korsch, chercha à gagner Bordiga à son point de vue et lui offrit la direction de cette tendance internationale. Étant donnée la popularité de Bordiga au sein du mouvement ouvrier, les directions du PCd'I et de l'IC entre 1924 et 1926, cherchèrent à éviter le conflit ouvert avec Bordiga, critique du stalinisme et ami de Trotsky. On alla jusqu'à lui proposer la vice-présidence de l'Internationale communiste dans le vain espoir qu'il mitige ses critiques.

Sa cohérence, sa critique du stalinisme et ses convictions sur la modernité du marxisme, doctrine révolutionnaire, lui ont valu une conjuration du silence du monde intellectuel. Les chercheurs plus en vue dans le firmament du PCI stalinisé de l'après guerre avaient même effacé toute référence à Bordiga dans la première édition des Lettres dal carcere de Gramsci¹, l'objectif étant de creuser un fossé entre les deux et ainsi de « démontrer » la continuité entre Gramsci et Togliatti, chef pendant des décennies du PCI stalinien.

Plus récemment, le procédé utilisé pour se débarrasser de Bordiga s'est quelque peu affiné : il suffit de rappeler seulement les aspects les plus schématiques et sectaires de sa pensée ou de son action politique et parfois, aussi, de les caricaturer davantage. Personne ne pourrait plus croire en effet aux accusations que la direction du PCI lançait contre lui pendant les années 30 d'être un camorrista ou un collaborateur du régime de **Mussolini**². Au contraire, une vieille accusation des années 20, l'attentisme, revêt encore un intérêt politique et historique.

Le militantisme de Bordiga commence dans le PSI à Naples vers 1910. L'arriération économique de la région et son isolement, la faiblesse et l'éparpillement du prolétariat, sont les points de départ des discussions théoriques majeures que Bordiga aura à cette époque dans le PSI. Il était avec la gauche du parti, dite maximaliste, qui regagna la majorité du PSI au congrès de Reggio d'Emilie de 1912.

C'est à ce même congrès que fut exclue l'extrême droite du parti de **Bissolati** parce que favorable, l'année précédente, à la guerre de l'impérialisme italien en Lybie. Cette exclusion, après celle des syndicalistes révolutionnaires, rend le PSI plus homogène d'un point de vue idéologique et aussi de celui de sa composition sociale : **Lazzari**, chef de file de la Gauche, devient le leader du parti, mais ne refuse pas un compromis avec la droite de **Turati**, majoritaire à la CGL. C'est là l'un des points qui va pousser Bordiga, peu à peu, à se différencier de la gauche maximaliste et de sa démarche non indépendante consistant à freiner ou à critiquer la droite du parti, souvent d'un point de vue moralisant.

A l'époque Bordiga est assez actif parmi la jeunesse du parti (FIGS). Son journal *Avanguardia* avait obtenu des succès dans la lutte anti-militariste qui lui avait valu des tensions avec les adultes du parti, inquiets du dynamisme et de la radicalité de leurs jeunes. Bordiga mène une bataille pour élever le niveau politique au sein de la FIGS afin qu'elle puisse peser davantage sur la vie du parti. Il s'agit pour lui d'élever le niveau de compréhension du marxisme qu'il conçoit déjà comme une philosophie générale autosuffisante, et, par là même, rompre la sujétion du mouvement socialiste envers les intellectuels bourgeois et leurs débats³. Opposé à cette démarche, chef de file du courant « *culturista* » de la FIGS, on trouve **Angelo Tasca**⁴.

Bordiga n'estimait pas que les socialistes auraient dû s'engager dans la lutte pour une réforme de l'école, qui, sous le contrôle de la bourgeoisie, ne pouvait que rester distributrice de sa vision du monde. Chaque prolétaire devait s'engager dans un étude individuelle renforcée par la formation donnée par le parti : la participation aux luttes aurait assuré le lien avec le réel. Pour Bordiga cela allait de pair avec une remise en valeur d'une politique d'indépendance de classe consciente de ses finalités révolutionnaires.

Bordiga était intéressé par la dimension générale des problèmes. Sa première lutte au sein du PSI avait été pour imposer une politique de principe basée sur la lutte de classe contre la démarche clientélaire, électoraliste et de bloc avec certains secteurs de la bourgeoisie menée par les chefs locaux du parti, dont beaucoup adhéraient à la maçonnerie.

En 1912, il fonde le Cercle Karl Marx, en dehors du parti. A partir de cette époque, il met au centre de ses réflexions politiques la critique marxiste de l'Etat bourgeois qui devient décisive dans sa pratique et sa formation politique. Il voit la révolution sociale d'abord comme événement politique, les élections étant une activité parmi d'autres, de peu d'importance en fait, sur la route de la prise du pouvoir.

Le congrès d'Ancone en 1914 représente une victoire des positions de Bordiga : la majorité des délégués vote un ordre du jour condamnant les alliances avec les partis radicaux démocratiques aux élections administratives et un autre pour l'exclusion du parti de tout membre adhérent à la maçonnerie. En outre, le congrès rejette la stratégie de la IIe Internationale de blocs, dans les régions ou pays arriérés, avec les secteurs les plus dynamiques de la bourgeoisie afin d'aider au développement du capitalisme en lui subordonnant les objectifs socialistes. Cette ligne plaît à Bordiga qui redoute l'influence sur le parti d'une ambiance sociale où le prolétariat est encore en minorité ; ainsi il entre dans le PSI à la tête de la section de Naples, tandis que les droitiers sortent pour fonder l'Union socialiste napolitaine.

Contre la guerre impérialiste

A partir de mai 1914, il dirige le « *Socialista* » : il développe une position internationaliste contre la guerre avant que le journal soit fermé par l'Etat. Bordiga et ses camarades récusent les discussions pour établir qui a attaqué le premier, arguant que, dans les guerres, surtout à l'époque moderne, les questions d'offensive et de défensive relèvent de chicaneries diplomatiques. Au

contraire, la direction du PSI hésite beaucoup, mais les divergences dans la bourgeoisie italienne lui donnent du temps. Finalement elle opte pour un bloc avec la bourgeoisie neutraliste ; c'est ainsi que le PSI va avancer des mots d'ordre ambigus comme le fameux « *ni adhérer ni boycotter* », qui sauveront une partie de sa crédibilité aux yeux des masses, sans pour autant l'engager dans la lutte. En même temps, des chefs du parti dont **Benito Mussolini** et le secrétaire de la FIGS **Cajani** deviennent des interventionnistes à la **Gustave Hervé**.

Isolé à Naples, Bordiga ignore la formation d'un courant international de gauche à Zimmerwald. 1916, en Europe, marque le réveil ouvrier et la fin du silence et de l'écrasement imposés par les capitalistes et les bureaucraties réformistes. La manifestation du 1^{er} mai 1916, à Berlin, avec **Karl Liebknecht** en uniforme à sa tête, en est l'image. En Italie, des grèves éclatent pour que les salaires rattrapent l'inflation.

Jusqu'en 1917, l'attitude de Bordiga vis-à-vis de la direction du PSI n'a pas été d'opposition tout court. Il avait cependant été à l'initiative de la formation d'une fraction intransigeante en juillet 1917. La nécessité du parti et de la dictature du prolétariat est centrale dans la plateforme de la fraction et l'issue de la révolution en Russie renforce ces idées, d'où découle la priorité de la propagande politique sur l'action dans les organes syndicaux et associatifs.

Dans *Avanguardia*, qu'il dirige, il suppose pour la première fois une relation entre les acquis sociaux, droit de grève – d'organisation compris – et le développement du réformisme au sein du mouvement ouvrier. Désormais ce sera pour lui un thème constant. Il s'efforce d'aider les militants à surmonter leur méfiance, résultat du pragmatisme réformiste, pour les questions théoriques et à se débarrasser de leur façon fétichiste de concevoir l'unité.

Bordiga conçoit la fraction comme un aiguillon pour la gauche du PSI ; Soutenue par la FIGS, elle propose en effet un bloc à Serrati pour expulser les réformistes et brûler le groupe parlementaire, se déclarant prête pour sa part à suspendre sa propagande abstentionniste. Les maximalistes refusent.

Alors que la lutte au sein du parti accuse un coup avec les résultats décevants du congrès de 1919 (5 %), la lutte de classes explose. L'hégémonie bordiguiste au CE de la Bourse du Travail de Naples lui donne un bon observatoire. Il va critiquer la tactique de la CGL de diviser les grèves.

Après la défaite du mouvement d'occupation des usines, il revient rapidement à la lutte dans le PSI. Sa propagande abstentionniste clarifie son point de vue théorique. Dans le *Soviet*, organe de la fédération, il écrit :

« C'est une conception tout à fait paradoxale que les institutions politiques actuelles, créées par la bourgeoisie pour sa propre domination de classe, puissent elles-mêmes devenir des organes d'une fonction entièrement opposée. ».

Bordiga critique la position gradualiste de la transition au socialisme, aucune illusion ne doit ainsi être nourrie dans le potentiel du suffrage universel, à considérer comme une soupape de sûreté pour le système, un dérivatif et une perte d'énergie pour la classe ouvrière.

Sa critique ne va pas s'arrêter aux conceptions social-démocrates. Il n'a certes pas l'idée de Lénine de l'utilisation par les révolutionnaires du parlement comme une tribune pour diffuser leur programme. Bordiga pense que c'est nuisible à la prise de conscience.

Entre l'IC et le gauchisme

Entre 1919 et 1926 Bordiga devient connu au niveau international. Parmi les rédacteurs des 21 conditions pour adhérer à la III^e Internationale (il imposera la 21^e), il gagne la confiance des bolcheviks qui reconnaîtront la scission de Livourne. Au XVII^e congrès du PSI la fraction communiste avait gagné à ses thèses un tiers des délégués et la quasi-totalité des jeunes. Jusqu'à 1923-24, Bordiga est *primus inter pares* dans le CE du PCdI, dont l'écrasante majorité des cadres se forme sous son influence. A partir de 1924 il lutte contre la stalinisation du PCd'I et de l'IC. Trois remarques sur son activité à cette époque sont nécessaires pour comprendre son tournant en 1929.

La conception du parti

La leçon des défaites de l'après-guerre (Bavière, Hongrie, Allemagne) est, pour Bordiga, très claire : toute sorte d'hétérogénéité dans le parti révolutionnaire porte à la défaite. Et ainsi il mène une bataille contre la fusion avec le courant du PSI guidé par Serrati. Au III^e congrès de l'IC il s'affronte violemment avec Lénine et Trotsky sur la tactique du Front Unique. En accord avec l'IC sur l'analyse de la période, stabilisation relative du capitalisme après la vague révolutionnaire de 1918-1920, il estime qu'aller vers la conquête des masses serait contrecarrer le mouvement historique et se vouer à l'échec.

Pour Bordiga, la tactique du Front Unique dénaturait le rôle des avant-gardes. Lénine et Trotsky lui reprochaient de ne pas faire de distinction entre la séparation nécessaire d'avec les réformistes et l'initiative politique à développer pour gagner, à terme, la majorité du prolétariat organisé. La divergence sur les

Arditi del Popolo est éclairante : la direction bordiguiste interdit aux communistes de les rejoindre parce que leur programme n'est pas celui de la dictature du prolétariat, la création des *Arditi* reviendrait même à une « manœuvre de la bourgeoisie » ! La réaction de l'IC est violente :

« Il est clair que nous avons affaire au début à une organisation de masse prolétarienne et en partie petite-bourgeoise qui se rebellait spontanément contre le terrorisme [...]. Le PCI aurait dû pénétrer énergiquement dans les mouvements des *Arditi*, y réunir autour de lui les ouvriers de façon à faire des sympathisants des éléments petits-bourgeois, dénoncer les aventuriers et les éliminer des postes de direction ».

Le fascisme

Bordiga hésite trop longtemps avant de distinguer le fascisme de la terreur « blanche » classique. Il a cru, jusqu'au dénouement de la crise **Matteotti**, que la bourgeoisie aurait changé de cheval, parce qu'il a cru que la collaboration entre les libéraux et les directions réformistes du mouvement ouvrier représentait pour le capitalisme, en tout cas, la solution d'urgence, le fascisme étant une arme auxiliaire. Pour Bordiga la *Marcia su Roma* avait été tout simplement la résolution d'une crise ministérielle comme d'autres, la « légalisation d'un fait accompli ».

Sous-estimant systématiquement les tensions dans le camp bourgeois et démontrant que le contenu socio-économique de la démocratie et du fascisme est le même, il se ferme le chemin à une analyse du phénomène. A propos de sa nature sociale, après des hésitations, il reconnaît que le fascisme ne cherche pas à restaurer des formes de domination absolutistes-féodales et n'est donc pas le produit politique d'un pays socialement arriéré. Fait nouveau, remarqué par Bordiga, cette réaction extrême du grand patronat se sert des couches moyennes de la société comme distributrices de consensus et masse de manœuvre contre le prolétariat.

La « question Trotsky »

Bordiga jugeait que le bolchevisme et la révolution d'Octobre n'étaient qu'une confirmation de la théorie marxiste et il leur déniait toute originalité théorique. Cependant, il avait une admiration énorme pour Lénine et Trotsky. Il n'adhéra jamais aux analyses de l'aile gauchiste de l'IC, qui reprochait aux bolcheviks, au temps de Lénine, la politique de concessions aux paysans et au marché⁵. Au début de la lutte de fraction dans le parti russe, la quasi-totalité des

dirigeants du PCdI se range du côté de Trotsky ou, neutre, demande plus d'informations⁶.

Puis les choses s'embrouillent. Une partie du groupe dirigeant du PCdI, brûlée par le sectarisme bordiguiste et depuis des années sous la pression politique de Moscou (entre autres de Trotsky), décide de défier Bordiga. Peu après commence la « bolchevisation » de l'IC à la Zinoviev et Bordiga refuse le *do ut des* du dirigeant russe, qui lui assurait les mains libres en Italie si, en contrepartie, il s'engageait dans la lutte anti-trotskyiste du CE de l'IC (proposition acceptée par la gauche du KPD).

Bordiga est minoritaire au sein du CC face aux « *ex-ordinovistes* », encore minoritaires à la base. Le groupe de Gramsci, fatigué par des années de guerrilla avec l'IC, veut la paix, coûte que coûte, dans l'espoir de changer la ligne du parti et de rester un peu au dessus de la mêlée russe⁷. Gramsci dit qu'Amadeo veut prendre position « *du point de vue d'une minorité internationale* », et [nous] « *du point de vue d'une majorité nationale* »⁸.

Mais l'idée de pouvoir rester maître chez soi sans trop s'exposer sur la lutte qui faisait rage en URSS se révèle bientôt illusoire. En 1925, le parti italien prend résolument position contre le trotskysme. Bordiga s'oppose avec son article « *La question Trotsky* », publié par *L'Unità* quatre mois après réception. D'abord il croit nécessaire de dépersonnaliser le débat (une remarque très typique de lui). Ensuite, il se solidarise avec l'analyse que Trotsky fait dans *Leçons d'Octobre*, un des textes « *scandaleux* » qui attaquaient la troïka au pouvoir en URSS.

Analysant la situation, Bordiga établit un parallèle entre bureaucratisation, incapacité d'une direction et formation des tendances. En général, il constate une crise du mouvement communiste international, avivée par la crise de la transition en Union Soviétique. Le rapprochement avec Trotsky était porteur, étant donnée la popularité encore énorme du fondateur de l'Armée rouge, et ainsi la fraction dirigeante du PCd'I niait de toutes ses forces le lien entre Bordiga et Trotsky.

La résolution du CE et les réponses à Bordiga (**Terracini**, **Leonetti**, **Longo**...) montrent la direction soucieuse de contester le rapprochement entre Bordiga et le révolutionnaire russe, réitérant leurs désaccords sur le front unique et le gouvernement ouvrier ; la campagne anti-trotskyiste semble donc avoir été utilisée en Italie surtout avec un objectif anti-bordiguiste (la majorité pouvait encore être du côté de ce dernier). La solidarité entre Bordiga et Trotsky se manifeste encore. Au VI^e exécutif élargi de l'IC, en février 1926, Bordiga

construit et organise ses interventions sur la base des discussions avec Trotsky ; il impressionne l'auditoire par l'audace avec laquelle il harcèle Staline sur la théorie du « *socialisme dans un seul pays* », la politique économique russe, les relations entre PCUS et IC et l'histoire du parti bolchevique. L'efficacité [de cette intervention] fut telle que Staline organisa une discussion avec la délégation italienne pour « *mieux expliquer le débat dans le parti russe* ». Rentré en Italie, Bordiga fut envoyé au *confino*.

Le silence

L'Opposition de Gauche, sur proposition de Trotsky, remit aux camarades de Bordiga émigrés en France l'argent nécessaire pour organiser la fuite de leur chef, qui refusa toujours ce plan. Trotsky voulait une discussion avec Bordiga et son groupe, dans l'espoir de réduire les désaccords et de les impliquer dans le travail de l'Opposition de Gauche Internationale (OGI). Bordiga fut exclu officiellement du PCI en mars 1930, peu après la fin de son *confino* à l'île de Ponza⁹. Trois ans au *confino*, à Ustica et puis à Ponza, il avait participé à la vie des cellules du parti¹⁰. Aussi, avec Gramsci et d'autres, il organisait des cours de formation à tous les niveaux, ouverts aux relégués de toutes tendances¹¹.

Un étude approfondie de cette période permettrait de mieux documenter son rapport d'amitié fraternelle avec Gramsci. Obligé de travailler pour soutenir sa famille, Bordiga, ingénieur, obtint le permis d'exercer son métier, à cause duquel il se déplacait parfois librement sur l'île. La propagande stalinienne contre Bordiga, relégué privilégié, « *ingénieur à la mode* », prenait de l'ampleur, et avivait les tensions chez les communistes.

En février 1929, le chef de la police conseilla à Mussolini :

« En vue des prévisibles développements de la fraction de gauche du PCI et des répercussions politiques conséquentes, il ne serait pas inutile de dévaloriser et jeter le soupçon, à partir de maintenant, sur l'homme le plus intéressant et le plus dangereux, Bordiga, en commuant le *confino* en blâme et en faisant prudemment circuler, dans les milieux de la gauche communiste et des centristes, le bruit qu'il y aurait un compromis entre Bordiga et le fascisme »¹².

Cette double campagne qui visait Bordiga profitait, malheureusement, de sa démarche réellement attentiste. Un militant racontera que, lorsqu'il avait brusquement reproché à Bordiga d'inviter les militants à ne pas se battre contre le fascisme, celui-ci lui avait répondu : « *C'est absurde, c'est inutile ; il suffit de rester à la fenêtre et le fascisme tombera quand même* ».

Une fois rentré à Naples, Bordiga ne reprit pas la lutte politique. Il est toujours surveillé par l'OVRA, police politique du régime, interrogé de temps en temps à la préfecture. Les fonctionnaires fascistes chargés de rédiger les rapports étaient étonnés tant de ses convictions « *communistes bolcheviques* » inébranlables que de son opinion non moins ferme sur l'inutilité temporaire de toute activité politique¹³.

Dans ses déclarations à la police il était clair : son expulsion du parti, jugée « *une vieille histoire* », était contemporaine au choix de ne pas se réactiver à cause « *d'une nécessité, toujours ressentie, de ne faire rien de stérile ou d'inutile ; toute activité illégale dans le royaume, aujourd'hui, est stérile ou inutile* ».

Cependant, Mussolini s'occupe toujours de contrôler Bordiga, surveillé jusqu'à la chute du fascisme (en 1943 les Alliés prendront la relève !). Très pris par ses problèmes familiaux et économiques, Bordiga manifeste une envie de se plonger dans les études théoriques : sa seule action politique consistait en discussions qu'il menait avec des jeunes envoyés chez lui par ses anciens camarades, comme le médecin L. Tarsia¹⁴. La police croit que ses camarades agissent ainsi pour que Bordiga ne s'atrophie pas !

L'accusation de passivité n'était pas neuve pour Bordiga : plusieurs fois l'IC avait dénoncé son attitude et le fait de se limiter à « *prendre la température politique* » d'un mouvement pour ensuite se tenir en dehors à cause de ses faiblesses. Aussi, désarçonné bureaucratiquement de la direction du PCdI, il avait été moins combatif et optimiste que les camarades de sa fraction sur la possibilité et même l'opportunité d'une lutte pour regagner le parti. Lorsque dans la préparation du congrès de Lyon, la Gauche prit l'initiative de former le Comité d'Entente [Comitato d'Intesa] pour garantir que ses thèses seraient discutées, Bordiga y adhère en retard et sans s'impliquer comme d'autres ; au contraire, convaincu, il en préconisera la dissolution à la suite d'une menace d'exclusion par l'IC par « *fractionnisme* ».

Sa perspective était de rester dans le parti, encaisser des coups, s'il le fallait, pour ne pas être exclu, et sauvegarder la doctrine et le programme. Ce faisant, un changement de la situation objective aurait pu relancer la gauche¹⁵.

Ses rapports avec Trotsky sont suivis surtout par ses camarades de *Prometeo*. La collaboration et la discussion entre les deux tendances continue jusqu'en 1931, lorsque le désaccord sur la question des revendications démocratiques dans la révolution espagnole et en Italie convainc Trotsky, fatigué aussi par des « *tergiversations insupportables* », et le décide à rompre¹⁶. En plus

des vieilles divergences, il restait que, pour les bordiguistes, la social-démocratie était toujours l'aile gauche de la bourgeoisie et ils critiquaient violemment l'analyse de l'OGI, et, plus tard, le tournant « entristé ». Toujours opposé à la théorie du social-fascisme, Bordiga semble en inverser les termes : fascisme et social-démocratie auraient tendance à se rapprocher mais, cette fois-ci, sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Il arrivera même à écrire que les socialistes français, en 1936, allaient au gouvernement avec un programme « *parfaitement fasciste* ».

En 1931, la critique de Trotsky au sectarisme de *Prometeo* suscite en son sein une véritable fraction trotskyste, dirigée par Di Bartolomeo¹⁷. Cette fraction soutient la position de Trotsky au sujet de la défense de l'URSS et les thèses léninistes sur le front unique. De son côté, Bordiga critique Trotsky à plusieurs reprises en lui reprochant son activisme et un fétichisme d'organisation. Pour Bordiga, le parti révolutionnaire ne peut pas exister pendant les périodes de réaction et, à son avis, les années trente étaient vraiment, comme le dira Victor Serge, « *minuit dans le siècle* ». Son attitude découlait d'une analyse du reflux social et politique, commencé déjà dans les années 20, et qui avait, aussi, fait basculer la Russie d'une situation révolutionnaire à une période de réaction. L'inaction de Bordiga n'est pas provoquée par l'abandon de ses convictions communistes ; elle est la conséquence d'une analyse nouvelle de la situation présente. D'ailleurs, même pendant les années 30, il admet la gravité de la crise du capitalisme. Et ainsi, pour Bordiga, la tâche fondamentale de l'époque, plutôt que se limiter au travail pénible et non porteur de construire groupes ou partis révolutionnaires, comme faisait d'après lui Trotsky, était de conserver de la théorie marxiste, pour la transmettre, intacte, à la nouvelle génération.

Certaines lettres donnent l'impression qu'il est soulagé de ne pouvoir se consacrer qu'à la théorie. Celle-ci est une explication de son refus persistant de rejoindre ses camarades en lutte dans l'émigration. Sa pensée est orientée vers l'avenir, une reprise du mouvement ouvrier. En 1939, il fait parvenir un message à ses « amis » de Milan (Repossi, Damen et Fortichiani) avec « *la recommandation de rester toujours eux-mêmes sans déviations ni hésitations, pour être prêts à toute éventualité* ».

Conscient de cela, Bordiga fait face froidement aux staliniens et à leur campagne de haine délirante.¹⁸

Espagne 36 et Résistance : le voile antifasciste

Au moment du soulèvement des travailleurs espagnols contre Franco, le communiste napolitain ne voit pas réunies, au niveau international, les conditions pour une reprise du mouvement ouvrier sur des bases marxistes. Pour Bordiga, le prolétariat n'ayant pas encore digéré ses défaites historiques, était dans un état de confusion théorique énorme. Et ainsi, les ouvriers s'entretenaient encore une fois, celle-ci sous le voile idéologique du fascisme ou de l'antifascisme. Les groupes bordiguistes disaient qu'en Espagne il y avait une lutte entre deux blocs bourgeois, d'où la défense du double défaitisme. Ils ne comprenaient pas que le gouvernement « *républicain* » était suspendu dans le vide après l'insurrection du 19 juillet : la seule force armée était les milices ouvrières et les masses expropriaient capitalistes et agrariens (au moins en Catalogne et en Aragon).

C'était une situation de double pouvoir très favorable à la classe ouvrière et le chef du gouvernement bourgeois de Catalogne, Companys, offrit même sa démission aux dirigeants de la CNT ! Staliniens et social-démocrates renforcèrent alors l'alliance avec une partie de ce personnel politique bourgeois en déroute, une « *ombre* » de la bourgeoisie qui, elle, avait déjà quitté l'Espagne républicaine. En l'absence d'un parti révolutionnaire, les masses n'arrivèrent pas à unifier suffisamment leurs comités pour balayer le gouvernement « *fantôme* ». Cela permit au Front Populaire, avec l'appui de la direction de la CNT et du POUM, de donner peu à peu substance à l'« *ombre* », ressuscitant l'Etat bourgeois : une œuvre contre-révolutionnaire énorme. Bordiga ne voit que cette deuxième face du processus. Cet abstentionnisme sur la guerre civile espagnole accéléra la différenciation au sein du mouvement bordiguiste. La minorité¹⁹, un groupe de 60-70 camarades dirigé par Enrico Russo, se décida à rompre en 1936. Vingt-six parmi eux, dont Russo, allèrent combattre en Espagne dans la colonne *Lénine* du POUM.

Bordiga caractérise la Deuxième Guerre Mondiale comme une guerre impérialiste, « *entre brigands affamés et brigands repus* », et refuse l'image du conflit entre démocratie et fascisme. Il considère cette guerre comme une répétition de la première et non pas un approfondissement, comme Trotsky. Pour un double défaitisme, il suppose qu'une défaite de l'impérialisme plus

traditionnel et puissant (USA-Gr.Br.) aurait été la meilleure issue pour garantir une reprise du mouvement ouvrier. Dans l'après-guerre, il écrit :

« L'écroulement du Royaume Uni aurait englouti le capitalisme mondial ou il l'aurait entraîné dans une crise épouvantable, mettant en mouvement les forces des classes et des peuples déchirés par l'impérialisme et la guerre, et peut-être changeant la barre du développement social et politique du géant russe encore inactif ».

Bordiga était obsédé par le danger de l'hypocrisie « démocratique » des Alliés. Il nous semble que cela traduisait, aussi, une méfiance vis-à-vis des capacités de la classe ouvrière de lutter contre un patron à visage « démocratique » ; en outre, il manque, dans l'analyse de Bordiga, l'appréciation du fait que, après des années sous leur botte, la révolte contre les nazis était tout naturellement le début d'une nouvelle montée de la lutte de classes.

En conséquence, son analyse du mouvement partisan souffrait de schématisation. Concentré sur sa démonstration du niveau d'intégration du mouvement partisan dans le conflit mondial, preuve pour lui de l'incapacité de la classe à jouer un rôle autonome, il ne voyait pas avec quelle facilité un tel mouvement échappait à tout contrôle, même si, il est vrai, il pouvait aussi être dévié par le chauvinisme anti-allemand.

De toute façon Bordiga soulignait la nécessité de se lier aux éléments les « plus combattifs » des partisans pour les aider à « se battre seulement pour leur propre cause » contre les mensonges patriotiques des politicards antifascistes « officiels ».

Surtout après le tournant de Salerne, la peur que Togliatti éprouvait était bien réelle. A peine arrivé à Naples, il demanda des renseignements sur l'activité de Bordiga et sur le rôle qu'il avait joué à l'époque de la « scission de Montasanto ». Lorsque Valenzi²⁰ lui dit qu'il ne faisait rien, Togliatti, incrédule, répondit : « C'est impossible, contrôlez ». Les Services Alliés, eux aussi, contrôlaient Bordiga, craignant qu'il ne guide dans le Midi un mouvement de masse contre Badoglio²¹. En réalité les révolutionnaires avaient des possibilités énormes dans le PCI, dans le PSIUP, et parmi les partisans. En avril 44 une circulaire interne du PCI exprime sa préoccupation devant la montée d'une dissidence de gauche.

A Naples les bordiguistes étaient en majorité et le PCI avait dû se réorganiser à partir de rien (cf. l'épisode de la scission de Montasanto) ; la brochure *Les communistes et l'unité nationale* du dirigeant méridional Velio

Spano avait été jugée nationaliste et réformatrice par plusieurs branches du parti. La majorité des cadres, en effet, avait été formée dans les premières années du PCd'I et, sous le fascisme, n'avait pas vécu politiquement la dégénérescence de l'URSS et de l'IC, dissoute sous ordre de la bureaucratie stalinienne en mai 1943.

Ils étaient furieusement contre une politique de front populaire ou d'unité nationale et les citations du *Manifeste* étaient fréquentes pour critiquer la ligne officielle. Pendant cette période, Bordiga collabora timidement avec la *Fraction de gauche des communistes et socialistes italiens*, le groupe opposant principal (10 000 adhérents début 44), où se trouvaient nombre de ses vieux camarades du communiste napolitain et des militants des deux partis ouvriers, souvent déjà exclus.

La *Fraction* était majoritaire au sein de la CGL « rouge » dont Russo était le secrétaire depuis sa reconstitution en 1943. La tentative de la bureaucratie du PCI de lui opposer la CGL de Bari, fondée en janvier 1944, se solda par un échec. Mais ce n'était pas là la fin de l'histoire : il était trop dangereux de laisser le mouvement syndical aux mains des révolutionnaires.

C'est ainsi qu'en juin 1944 la CGL nationale fut fondée à Rome, à l'initiative du PCI, du PSI et de la Démocratie chrétienne, avec la bénédiction du gouvernement. Bien que créée par en-haut, la CGIL devint rapidement le point de référence de la majorité des travailleurs. La direction de la CGL « rouge » comprit alors le danger de sectarisme impliqué par une décision de rester en-dehors de la CGIL. Le 10 août 1944, la majorité de la direction de la CGL vota une motion présentée par Di Bartolomeo, qui préconisait d'entrer dans la CGIL sur la base d'une démarche critique et du maintien d'une indépendance organisationnelle à travers le « comité pour la gauche syndicale ». Le 27 août, ce choix fut approuvé par la base de la CGL.

Le principal défaut de la *Fraction* était qu'elle refusait, consciemment ou non, d'accepter que les leçons tirées aux premiers congrès de l'IC comprennent non celles des quatre mais seulement celles des deux premiers, laissant ainsi de côté la tactique du Front unique. Les conséquences apparurent lourdes quand, à l'été 1945, la *Fraction* abandonna son orientation vers le PCI et le PSI et tenta de lancer le parti révolutionnaire avant que la situation ne soit devenue vraiment mûre.

Le résultat fut la fusion avec le Parti Communiste Internationaliste d'Onorato Damen, d'orientation bordiguiste, basé sur le nord du pays, mais aussi la perte de la majorité des anciens militants de la *Fraction*, dont Russo²²,

Libero Villone, qui adhèrera à la Quatrième Internationale, ou Enrico Mattei Pistone dit « Stelio ».

Otello Terzani, dirigeant de la *fraction* à Rome et membre du comité exécutif de l'éphémère milice populaire « Armée Rouge », dans ses mémoires nous donne la perspective de Bordiga à l'époque. Son analyse recoupe partiellement, d'un point de vue opposé, celle de la direction du PCI :

« Comme je demandais à Bordiga : penses-tu qu'on pourrait, à la place de Togliatti, qui est pire défaitiste qu'un vieux réformiste, faire, nous comme Lénine avec ses Thèses d'Avril, une préparation révolutionnaire du 7 novembre ?

– Non, absolument pas : les Alliés, Russes compris, nous écraseraient sans pitié.

– Donc, on a seulement l'espace, bien que réduit, pour nous réarmer seulement sur le plan théorique ?

– Oui, encore une fois. » répondit Bordiga²³.

En 1945 commence un autre chapitre de la vie politique de Bordiga. Il n'adhéra pas au parti communiste internationaliste avant 1948²⁴, même s'il écrivait des textes pour la presse de ce parti et participait à ses discussions internes. En 1952, avec Bruno Maffi, il se sépara du groupe dirigé par Onorato Damen (« *Battaglia Comunista* ») et fonda le « *Programma Comunista* », où il écrivit jusqu'à sa mort en 1970.

Bordiga, son intransigeance, son déterminisme, sa vision du monde, apparaissent déjà très clairement dans ces remarques de 1936 :

« L'ambiance politique n'est plus apte au développement. [...]. Les bouleversements que la guerre produit sur l'économie et les régimes politiques de tous les pays a créé partout la nécessité de gouvernements dictatoriaux qui doivent s'appuyer sur les baionnettes. Contre les baionnettes il n'y a rien à faire si on ne peut leur en opposer d'autres... [...] Il faut donc se mettre à l'écart et attendre... non pour cette génération mais pour les prochaines. La situation changera. Je préserve intact mon état d'esprit ; ce sont les faits qui causent des nouvelles situations. Lorsque les situations sont mûres, les hommes apparaissent [...]. ...je suis avant tout heureux de vivre loin des petites et mesquines anecdotes de la prétendue politique militante, du fait divers, de l'événement quotidien [...]. J'ai fait de ma vie un observatoire au seul bénéfice de mon cerveau »²⁵.

Son point de vue ne devait pas changer, jusqu'à sa mort en 1970.

Notes

1. Interviewé par G.Fiori, peu avant sa mort, en 1970, Bordiga lui dit : « *Ils ont tout fait pour cacher aux jeunes le lien entre moi et Antonio. Ils n'ont pas hésité à censurer même Gramsci [...]. On était ensemble à Ustica et Antonio parlait de moi avec sympathie à sa femme Julca et à sa belle-sœur Tania. Or ils ont supprimé ces phrases* ». *Stampa sera*, 27 juillet 1970, *Morte del padre del partito comunista italiano*.
2. Il est très peu connu mais indicatif du poids politique de Bordiga à l'époque, que de nombreux communistes italiens réfugiés en URSS au cours de la lutte de la bureaucratie stalinienne contre l'Opposition de gauche, étaient déportés ou fusillés sous l'accusation fréquente de « bordiguisme ».
3. Bordiga déconseillait la lecture de Croce et de Gentile dont il ne lut jamais une seule ligne.
4. Parmi les fondateurs du PCd'I à Livourne, ensuite « bucharinien », il sera exclu du PCd'I en 1929 et adhèrera à la SFIO.
5. Pendant les années 30, il ne se solidarise pas avec l'analyse de Korsch ou du groupe « bordiguiste » dirigé par Pappalardi, qui faisait de l'URSS un Etat bourgeois. Pour lui, la prise du pouvoir ouvrait l'époque de la transformation socialiste de l'économie et de la société tout entière, à travers un processus non linéaire, surtout si la révolution restait isolée.
6. Gramsci, de Vienne, écrit deux lettres où il prend franchement parti pour Trotsky.
7. Le contexte italien a sûrement pesé sur ce choix : 3 ans de répression politique, chômage, durcissement des conditions pour émigrer en USA (Quota act du 1921). Une certaine passivité avait pénétré le parti et la foi [critique] envers l'URSS l'exprimait.
8. Par sa faute, la nouvelle direction accepta le système bureaucratique des émissaires de l'IC pour conduire la majorité dans le Parti, surtout lors du Congrès de Lyon en 1926.
9. A cause de la persistance de positions radicales dans le parti, Togliatti commenta qu' « exclure le bordiguisme » aurait été « plus important et difficile » qu'exclure Bordiga.
10. Son dernier acte aurait été de proposer une motion en défense du révolutionnaire russe exilé, qui eut 38 voix contre 102.
11. Gramsci était responsable de la section historico-littéraire, Bordiga de la section scientifique (mathématiques, électronique, astrophysique). Bordiga fut informé le premier de la décision de Gramsci d'étudier les intellectuels italiens, travail réalisé dans les Quaderni dal carcere. Gramsci demandait à Bordiga de se faire l'avocat du diable. Toute cette effervescence fut à l'origine de la vague d'arrestations qui secoua le confino.
12. Mémoire du chef de la police en date 15/02/1929, Archive central de l'Etat, Min. de l'intérieur, Dir. Générale de la Sureté nationale, fichier « PC.rapport de confiance ».

13. Pendant cette période la droiture de Bordiga ne vacilla pas. En 1936, par exemple, il se refusa de participer à la revue *La Verità* qui était en faveur d'une alliance entre l'Italie de Mussolini et l'URSS et était dirigée par le dignitaire fasciste Bombacci, ex-dirigeant du PCdI dont il fut parmi les délégués au troisième congrès de l'IC. Eu même temps soixante-trois dirigeants du PcdI dont Togliatti faisaient paraître, sous la pression des zigs-zags diplomatiques de Moscou, un appel "Aux frères en chemise noire" appelant aux "forces saines" du fascisme pour construire un "front populaire" en fonction anti-allemande. L'ennemi n'était plus le fascisme mais l'hitlérisme, soi-disant entrave à "l'indépendance nationale".
14. Le frère de Ludovico Tarsia, l'avocat Antonino Tarsia, fut en 1944 l'un des chefs de l'insurrection populaire à Naples.
15. Amadeo Bordiga, *Lettere a Bruno Bibbi, Piero Corradi, Eugenio Moruzzo, Michelangelo Pappalardi e Lodovico Rossi (1925-1926)*, Quaderni Pietro Tresso, Firenze, 1998.
16. Le groupe Prometeo avait pris contact avec l'OGI suite à une lettre ouverte de Trotsky où il soulignait surtout les points de convergence. Plus tard, l'absence des bordiguistes à la conférence internationale du 1930 à Paris et l'apparition d'une organisation concurrente née d'une nouvelle opposition dans le PCI (Blasco, Leonetti), la NOL, accéléreront la détérioration définitive des rapports.
17. Nous publierons prochainement un article sur le mouvement ouvrier italien après 1943. **Nicola di Bartolomeo** (1901-1946).
18. En 1938, **Sereni** disait: "Dans la lutte contre la provocation fasciste-bordiguiste, à Naples encore plus qu'ailleurs, il est urgent que les ouvriers d'avant-garde liquident définitivement le libéralisme honteux qui permet encore aux agents bordiguistes et trotskystes (déguisés ou non) du fascisme de maintenir des relations personnelles avec les militants ouvriers".
19. Le différend portait sur l'analyse de l'époque. La minorité voyait, à partir du début des années 30, une reprise de la lutte de classe qui avait tendance à déborder le cadre réformiste ; au contraire, pour la majorité de Prometeo la période historique 1927-33 ouvrait la perspective d'un reflux prolongé.
20. A l'époque, jeune cadre intermédiaire du PCI, resté fidèle à l'URSS, Maurizio Valenzi devint après la guerre le principal dirigeant du PCI à Naples, maire de cette ville de 1975 à 1985. Voir M. Valenzi, *C'è Togliatti*, Palermo, Sellerio, 1995.
21. Rapport OSS du 11 août 1943. En plus, les Alliés interdirent plusieurs journaux des oppositions communistes et socialistes, comme Gauche Prolétaire, ou Batailles Syndicales de la CGL rouge. Aussi, ils s'engagèrent souvent dans la répression de révoltes communistes dans le Sud et plus généralement, de tout mouvement populaire.
22. Enrico Russo était membre du comité directeur de Iniziativa Socialista, courant de gauche au sein du PSIUP. Avec la majorité d'Iniziativa Socialista (Zagari, R. Scopetta, les jeunes groupés autour de Matteo Matteotti et de Livio Maitan), en 1947 Enrico Russo quitta le PSIUP lors de la scission de Palais Barberini, pour former avec une partie de la droite du parti, le groupe Critica Sociale, le PSLI (parti socialiste des travailleurs italiens) que dirigeait Giuseppe Saragat. Russo sortit presque aussitôt du PSLI et resta aux marges du mouvement ouvrier.
23. Otello Terzani, *Ricordi di vita. 1915-1960*, Arcidosso-Roma, édition à compte de l'auteur, 1977-78 p. 167.

24. Tout de même, le 13 juin 1948 il demandait à Ottorino Perrone, ex dirigeant de gauche communiste en Belgique, "pourquoi avez-vous constitué le parti en avance ?", commentant ensuite que: "il s'agit maintenant de remettre à leur place tous les termes de la doctrine de la lutte de classe en ce qui concerne ses causes déterminantes et les facteurs en action et les rapports de force, chose que je peine à faire à chaque fois que je vous envoie quelque chose... mais ces textes semblent l'éléphant qui entre dans la cristallerie". Lettre conservée dans les archives de Arturo Peregalli.
25. *Incontro con Amadeo Bordiga*, compte-rendu d'un espion fasciste sur une conversation entre Bordiga et son beau frère à Rome le 26 mai 1936. Casier Politique Centrale, Archives Centrales de l'Etat, Rome, fichier "A. Bordiga".

A.S. Jelezniakov

L'année 1920 – La naissance du communisme mongol*

Dans l'histoire des relations mongolo-soviétiques, l'année 1920 revêt une importance particulière. La spécificité de ce moment historique tient aux origines de « l'expérimentation » communiste, initiée par la Russie et la Mongolie. Prônant l'idée de la révolution mondiale, les bolcheviks ont acquis le pouvoir en Russie dès 1917. Néanmoins, les années post-révolutionnaires furent très contradictoires. D'un côté, les bolcheviks essayaient les défaites de la révolution en Allemagne et en Hongrie et ont subi l'échec de l'impossible exportation de la révolution sur le sol polonais. De l'autre côté, ils marquaient de nombreuses victoires dans plusieurs régions de l'Est.

Dès le 25 novembre 1917, le gouvernement de la Russie soviétique commença à s'intéresser à la question mongole. Les Soviétiques ont envoyé un télégramme au consulat russe à Ourg, la capitale de la Mongolie occidentale. Ourg était un ancien protectorat de la Russie tsariste, qui dépendait à ce moment là de la souveraineté chinoise. Les Soviétiques exigeaient que ce territoire soit mis, sans tarder, sous administration soviétique. Ce télégramme ainsi que bien d'autres déclarations du gouvernement soviétique faites entre 1918 et 1919, sont restés sans réponse. Ils étaient adressés au gouvernement et à la nation de la Mongolie, autonome *de jure*, mais semi-coloniale *de facto*. Par exemple, la *Déclaration au peuple mongol et au gouvernement de la Mongolie autonome* en date du 26 juillet 1919 fut l'une des plus perçantes expressions de la propagande

bolchevique. La Mongolie y fut considérée comme un pays libre et indépendant, disposant du droit

« de se mettre en relation avec tous les autres pays du monde, sans la moindre impulsion ni de la part de Pékin, ni de la part de Pétrograd ». « Tout le pouvoir et la justice du pays ne peuvent émaner que du peuple Mongol lui-même »(1).

La spécificité de ce document vient du fait que le droit du peuple mongol à l'autodétermination s'y trouve relié à l'expression de la volonté du « peuple mongol libre » et non au pouvoir théocratique d'un monarque. Le monarque mongol se soumit effectivement à la Déclaration tripartite russo-sino-mongole, signée à Kiakht en 1915, et demeura loyal vis-à-vis de tous les gouvernements russes et chinois qui ont respecté cet engagement. D'après les termes cités dans la Déclaration, « le gouvernement russe invitait, à haute voix, le peuple mongol à ne plus tarder à rentrer en relation diplomatique avec le peuple russe » et à envoyer une « délégation du peuple mongol libre à l'encontre de l'Armée rouge »(2). Lorsque la Déclaration fut officiellement publiée, il n'y avait à l'époque en Mongolie aucune force organisée, capable de s'identifier à cette nouvelle cause. L'occasion de voir la Mongolie occidentale reconnue indépendante par la Russie soviétique, fut ainsi définitivement perdue.

En même temps, la situation dans le pays prit un tournant radicalement nouveau. A la manière de la Russie, le gouvernement de Pékin fit entendre que la Mongolie occidentale ne lui était aucunement soumise. Pourtant, Pékin exerça la pression sur le Bogdo-gegen¹ et son gouvernement, pour refuser le statut d'autonomie qui pourrait être éventuellement proposé. En juillet 1919, un conflit opposa les deux Chambres du parlement mongol, mandatées par le gouvernement du Bogdo-gegen pour entériner la liquidation définitive du statut d'autonomie. Partisane de la sauvegarde du statut d'autonomie, la Chambre basse, constituée des représentants des classes moyennes, refusa catégoriquement le document proposé. Ce document en 64 points, intitulé « *De la reconnaissance de la Mongolie occidentale par le gouvernement de la Chine, et l'amélioration du bien-être de la nation mongole après l'auto-liquidation de son autonomie* », fut présenté à Ourg par le secrétaire chinois Tchen I, qui y ajouta des arguments favorables au refus du statut d'autonomie.

De toutes les façons, l'intervention militaire du général Si-Yu ChuYen en octobre 1919 mit définitivement fin à l'autonomie mongole. Le régime d'occupation, ainsi que des répressions et la limitation de la liberté de croyance et de la pratique religieuse, ont soulevé une vague de mécontentement dans toutes les couches de la population. Des divers groupements et cercles secrets de

toute obéissance se mirent à émerger autour du Bogdo-gegen, pour préparer des projets d'appel au secours à l'étranger, en particulier auprès des gouvernements américain et japonais.

La progression victorieuse de l'Armée rouge à travers la Sibérie et l'Extrême Orient au début de l'année 1920, ainsi que l'affirmation de la souveraineté russe dans les régions frontalières de la Mongolie, ont stimulé l'intérêt de la Mongolie pour le gouvernement russe de la RSFSR, avec qui les contacts s'étaient établis un an auparavant. Vers les mois de mars-mai 1920, les premiers liens furent noués entre les cercles secrets mongols et les émissaires bolcheviks. Par exemple, S.S. Borissov, chef de la section mongolo-tibétaine de l'union des nations orientales de la Sibérie auprès du Bureau sibérien du Comité central du RKP(b)², (i.e. le *Sekvestnar*, renommé plus tard le Secrétariat de la Comintern pour l'Est et l'Extrême Orient), est venu personnellement en visite officielle à Ourg.

En même temps, le départ de « la Délégation du peuple libre de Mongolie » à l'encontre de l'Armée rouge se faisait attendre. Parallèlement, les bolcheviks préparaient des négociations avec la Chine, pour établir des relations diplomatiques et signer des accords commerciaux (le projet KVJD). Durant l'été 1920, la Mongolie fut informée des premiers signes annonciateurs du rapprochement sino-soviétique. S'arrêtant en juillet en Mongolie sur le chemin vers la Chine, la mission « DVR », menée par I.L. Yourine, ne disposait toutefois d'aucun contact avec les représentants mongols. Pour cette raison, la mission soviétique n'avait pas pour objet de soulever la question mongole dans les négociations avec la Chine. Il est certain, par contre, que des rumeurs sont parvenues jusqu'à Ourg, au sujet de l'accord de Kouldje³, signé par les Soviétiques et la province de Sin TseYan. Cet accord reconnaissait au gouvernement soviétique une pleine souveraineté sur le territoire de Kouldje.

De la même façon que la délégation de Yourine, la mission officielle « militaro-politique » chinoise, menée par le général Oujan Siline qui est arrivée à Moscou durant l'été de la même année, n'avait pas pour ordre de discuter de la « question chinoise ». La mission « DVR » présentait pour la société chinoise un attrait certain. Sur un fond de protestation en Chine et en Mongolie, [qui était provoquée par les diplomates tsaristes juste après la révolution russe, à cause de la rupture d'engagement chinois vis-à-vis de la Mongolie], l'attitude des bolcheviks dans les négociations avec la Chine – voire même avec d'autres pays – suscitait inmanquablement une réaction positive des Chinois. Le « prétexte mongol » pour établir des relations diplomatiques avec la Russie

soviétique avait fourni aux bolcheviks une occasion parfaite de suspendre la poursuite des émigrés, proclamée encore par l'ancienne représentation diplomatique tsariste, et de remplacer cette dernière par des mandataires soviétiques.

En même temps que la politique extérieure de la Russie soviétique suscitait des sympathies en Chine, les bolcheviks ont saisi l'occasion d'y répandre rapidement leur propagande révolutionnaire. Pour la Mongolie, cela signifiait une réelle menace de se retrouver dépassée par des événements et de ne plus pouvoir déterminer son propre destin. A la dernière minute, le Bogdo-gegen a signé – en une journée – trois lettres, adressées, au nom de tous les influents princes mongols, aux gouvernements des Etats-Unis, du Japon et de la Russie soviétique, pour que soit immédiatement rétablie l'autonomie de la Mongolie (3).

S'échappant en secret de la capitale de la Mongolie Extérieure, assiégée par des troupes chinoises, une délégation du Parti national mongol a réussi à atteindre Irkoutsk en avril 1920. Née en fait de l'union récente des deux petits cercles secrets, la délégation eut pour but d'entamer la discussion avec les représentants du gouvernement russe et du bureau sibérien (*le Sibburo*) du Comité central du PCR(b), pour aider la Mongolie à rétablir son autonomie. Il s'agissait d'utiliser tous les moyens, y compris la diplomatie, les armes et l'action des cadres militaires. La Charte des princes et des Lamas mongols, marquée du sceau du Bogdo-gegen, soulignait le statut officiel de leur investiture. Néanmoins, dans le contexte du rapprochement sino-soviétique, les bolcheviks n'ont pas apprécié la bienvenue du document. La délégation n'avait aucune chance d'être reçue à Irkoutsk, puisque les Irkoutskoïes ne disposaient pas pour cela de pouvoirs légitimes conformes au protocole international. Moscou ne voulait plus garder aucune relation officielle avec les Mongols.

Par conséquent, à défaut de réunir les diplomates, la rencontre d'Irkoutsk fut celle des révolutionnaires aux engagements différents. Les premières rencontres ont justement révélé l'hétérogénéité des positions des différentes parties (4). A travers ses exigences, chaque partie défendait farouchement son propre point de vue, tout en réussissant à trouver, en fin de compte, un terrain d'entente pour une solution extrémiste.

Les bolcheviks russes considéraient la Mongolie comme une partie intégrante de la Chine, c'est-à-dire une plate-forme propice à l'enracinement révolutionnaire au sein de cet énorme pays multinational. Pendant les discussions du 17 août 1920, l'adjoint au représentant plénipotentiaire des

affaires étrangères en Sibérie et Extrême Orient, **I. Gapone**, fit une allocution importante. L'orateur était également le secrétaire adjoint du *Sekvastnar*⁴ et le secrétaire de la Comintern pour la région. Gapone s'adressa au « *peuple travailleur de la Mongolie, au peuple travailleur de la Chine, se trouvant sur le chemin pris par des ouvriers et des paysans de tous les pays* ». Ensuite, il déclara :

« Je suis profondément convaincu que le peuple Mongol verra très clairement par ses propres yeux que son ennemi n'est pas le peuple ouvrier de Chine, qui supporte également les souffrances semblables aux siennes, mais que les véritables ennemis sont les sommets dirigeants qui l'exploitent et qui jouent sur son ignorance. Lorsqu'ils prendront conscience de tout cela, les travailleurs mongols tendront leurs mains vers le peuple exploité de Chine et d'un seul geste jeteront par terre la terreur qui les oppresse. » (5)

Une telle approche ne pouvait pas satisfaire les délégués Mongols : ils avaient au contraire besoin d'armes, d'argent et de soutien diplomatique dans leur lutte pour l'autonomie, qui devait se terminer, dans le cas idéal, par un détachement de la Mongolie des territoires dépendants de la souveraineté chinoise. En se référant aux premières déclarations du gouvernement soviétique, ils estimaient que notamment la Russie communiste, en repoussant les anciens traités, était en mesure de les conduire vers le but suprême. En même temps, tout en prenant ses distances avec l'Accord de Kiakht de 1915, l'attitude de la Russie soviétique a *de facto* conduit non à une reconnaissance de l'indépendance mongole, mais simplement à l'annulation du protectorat russe. Ce qui a eu pour effet le transfert automatique de la Mongolie sous la souveraineté de la Chine. Les bolcheviks pouvaient ainsi bénéficier d'une union non conflictuelle avec les forces révolutionnaires, bien plus significative à leurs yeux – en tant que plate-forme de la révolution mondiale – que l'accord avec la Mongolie.

Dans ces conditions, la délégation mongole se retrouva devant un choix difficile : retourner dans le pays les mains vides ou essayer de calquer l'avenir de la Mongolie sur la vision bolchevique. Des disputes et des discussions enflammées eurent lieu tant au sein de la délégation mongole que parmi ses partenaires soviétiques, qui appartenaient à des groupuscules divers. Finalement, la délégation mongole décida que les bolcheviks pourraient fonder en Mongolie une « *Commune de la steppe* » exemplaire et autonome (6). Seule une telle attitude extrémiste pouvait changer à la base l'approche par la Russie soviétique de la question mongole. Les délégués mongols ont réussi à provoquer une action soviétique dans la région, sans pour autant demeurer tributaires des enjeux de la

révolution chinoise. Jouant sur sa capacité de prendre rapidement des mesures radicales, la mission mongole saisit l'occasion de pouvoir influencer le schéma des nouvelles relations internationales en Extrême Orient et de pouvoir peser sur la nature des futurs accords entre la Russie et la Chine.

Il faut reconnaître que, à cette époque, le Parti national mongol a déjà été « moralement » prêt à ce que les événements prennent une telle tournure. Bien avant la prise du contact à Irkoutsk, des cercles révolutionnaires mongols ont établi des liens de communication avec les bolcheviks, via Borissov et d'autres activistes soviétiques, tout en prenant connaissance de leur programme et des Statuts du parti, sans heurter les plus intransigeants. En plus de cela, la bienveillante déclaration du Bogdo-gegen mandatait la délégation mongole pour les négociations en Russie, tout en l'encourageant d'aller jusqu'au bout dans les entretiens avec les bolcheviks. A cette époque, les Mongols étaient prêts à utiliser des armes contre n'importe qui, en l'occurrence les Chinois qui occupaient la Mongolie. Au cas où les choses tourneraient mal et que les révolutionnaires chinois voudraient répandre leur influence en Mongolie, le parti national mongol se transformerait en groupe de défenseurs du Bogdo-gegen. Il pourrait ainsi justifier son « bolchevisme » comme une attitude adaptée et nécessaire, dictée par des impératifs impitoyables des négociations en Russie.

Pourtant, la perspective de soviétisation de la Mongolie ne faisait pas partie des buts initiaux des bolcheviks Russes et du Komintern. Les délégués d'Irkoutsk étaient persuadés que l'aide de la Russie soviétique consisterait, dans un premier temps, à identifier en Chine les groupuscules qui prônent l'autonomie de la Mongolie et à les inciter à « *déclarer publiquement leur position* ». Dans un deuxième temps, il faudra « *faire fusionner les Mongols avec le Parti révolutionnaire chinois* » (7). Face à cette vision des choses, la délégation mongole eut une attitude extrêmement méfiante. Doutant fort de la réalité de ce projet, certains délégués Mongols se sont réfugiés dans une position attentiste, en se mettant volontairement à l'écart des événements. D'autres, au contraire, se sont démenés, avec passion et beaucoup de bruit, à essayer de changer radicalement la position « bolchevique » vis-à-vis de la Mongolie. Vu de l'extérieur, tout cela faisait penser à une scission de la délégation mongole en deux camps ennemis, alors qu'elle était auparavant habituée à une entraide amicale sur tous les plans. Dans une lettre adressée à I.N. Smirnov, le secrétaire du Comité révolutionnaire de Sibérie, Gapone, écrivait que la délégation mongole présentait trois états d'esprit.

« Le premier, défendu par deux hommes, reflétait la position de la haute noblesse et de l'église ; le deuxième s'appuyait sur les petits fonctionnaires, les militaires et les petits commerçants et comptait deux défenseurs ; le troisième se fondait sur les masses populaires – la cible du parti national-révolutionnaire – et possédait trois partisans ». (8)

Visiblement, aucune question à l'ordre du jour n'a réussi à fédérer ces trois mouvements de la délégation mongole. Toutefois, ces divergences d'opinion n'ont pas conduit à une scission politique : les délégués se sont simplement répartis des fonctions politiques suivant leurs affinités respectives. Tout le monde a compris que la solution finale de la question mongole ne serait pas trouvée ici à Irkoutsk. En réaction à la position irrecevable de Gapone à propos de la « question chinoise », une partie des délégués décida de prendre sur elle la responsabilité d'insister sur le but officiel de la mission et d'affronter l'accusation d'être trop conservatrice. D'autres délégués se sont occupés des questions pratiques : d'établir des liens avec les militaires, de récupérer des armes et des crédits financiers. Les urgences du moment faisaient que les délégués se dispersaient dans des directions opposées, puis se fédéraient autour d'une position commune. Le premier groupe devenait de plus en plus « rouge », pendant que l'autre groupe s'agrippait à la mission « monarchique » investie par le Bogdo-gegen. La composition de ces deux groupes opposés changeait sans cesse.

En fin de compte, par delà des extrêmes, la délégation mongole a réussi à s'entendre sur une voie moyenne, adoptée pour structurer les négociations. Le compromis a été fondé sur une nécessaire réunification des territoires mongols, position qui n'arrangerait ni la Chine, ni la Russie. Dans une ambiance d'intransigeance, les délégués se sont mis d'accord pour élaborer « *une liaison étroite et des contacts avec des groupes et des organisations révolutionnaires chinois* », mais en échange de quoi ils pourraient « *étendre leur sphère d'influence sur toutes les parties de la Mongolie, en vue d'une future réunification au sein d'une construction étatique* ». Celle-ci pourrait très bien se réaliser même sous une « *forme quelconque de fédération ou d'autonomie, en relation avec la Chine* » (9).

Durant la deuxième réunion, entre le 17 et le 21 août 1920 (la date précise n'étant pas connue), on a discuté des questions pratiques de l'aide apportée par les Soviétiques à la Mongolie, cette fois-ci avec les pleins pouvoirs confiés à N.K. Gontcharov par le *Sibburo*⁵ du Comité central du RKP(b)⁶. Gontcharov était à l'époque également le chef du Commandement politique des armées de

Sibérie et le membre de deux bureaux du comité central du parti : le bureau de l'Est et le bureau de Sibérie. Le Président du *Sekvoznar*⁷, N.G. Burtman, a également participé à la réunion. Parmi les sept délégués mongols, seuls les membres orientés le plus « à gauche » se sont présentés et ont établi des contacts des plus crédibles avec les bolcheviks russes. Durant la discussion en cercle étroit, ces délégués « de gauche » ont déclaré que « *la destruction du régime féodal et théocratique de Mongolie ainsi que l'établissement du régime démocratique* » constituaient des devoirs à accomplir de première urgence par le Parti national mongol. Ils ont lancé un appel à l'armement des membres du parti. Ils ont également exprimés des inquiétudes quant à leur avenir, lorsqu'il y fut question de « *la possibilité que les cercles dirigeants mongols liquident le parti* ». Par conséquent, la discussion inclut également la question d'armes, indispensables pour former les membres du parti en sections de combat (10).

A la troisième réunion du 21 août 1920, Gapone a soulevé la question suivante :

« Y-a-t-il des délégués Mongols qui sont d'accord avec la Charte dans laquelle les princes mongols s'adressent au Gouvernement soviétique en l'appelant à l'aide ? (La Charte incluait les projets de construction d'un petit Etat et de désignation du tzar Bogdo Djibzoune Khoutoukhtou Khagan tout en confiant à ce dernier le rôle d'incarner la foi et de diriger le gouvernement). Ou alors n'y a-t-il aucun lien entre cette requête et la délégation ici présente qui serait d'avis différent ? » (11)

La réponse fut univoque :

« Les délégués ici présents n'ont aucun rapport avec cette déclaration. Nous représentons la délégation de la nation mongole et du parti national. D'après notre avis, l'organisation adéquate consiste d'abord à reconnaître la nécessité d'établir une forme démocratique de la future construction étatique. » (12)

Il est intéressant que tous les sept délégués – S. Danzan, D. Dogsom, D. Losol, D. Bodo, D. Tchagdarjav, Kh. Tchoïbalsam et D. Soukhe-Bator – ont incarné, chacun à sa manière, un moment de l'histoire de la révolution mongole. Leurs « biographies » se sont déroulées évidemment à des moments différents... En 1922, les premiers ministres à la retraite – Bodo et Tchagdarjav – ont été fusillés ; en 1923 est mort le jeune *Glavkom*⁸ Soukhe-Bator. En 1924 a été fusillé le président du Comité central du Parti national mongol, le *Glavkom* Danzan. En 1939 ont été réprimés Dogsom (le Président du comité central du *MNRP*⁹ et le Président du *Maly Khoual*¹⁰ du *MNR*) et Losol (le Président de la Commission centrale de contrôle du *MNRP* et le Président-Adjoint du *Maly*

Khoual du *MNR*). En 1952 est mort dans un hôpital de Moscou le Premier ministre du *MNR* le Maréchal Tchoïbalsan.

La preuve que la division des membres de la mission en groupements « politiques » était purement inadéquate et artificielle, consiste dans le fait que cette division ne correspondait pas aux groupements « organisationnels ». En effet, Soukhe-Bator, Dogsom et Losol, qui sont arrivés à Irkoutsk avec le mandat du Bogdo-gegen, n'ont pas fait partie de ces « délégués ici présents » qui ont pris leur distance par rapport à la requête des princes mongols. De surcroît, la délégation mongole se divisait en fonction des équipes ouvrières et non suivant les motifs politiques de ses membres. En fait, Soukho-Bator et Tchoïbalsan sont restés à Irkoutsk, tandis que Danzan, Losol et Tchagdarjav sont partis pour Omsk (13). Bodo avec Dogsom sont retournés à Ourg. Ils ont tous été réunis, malgré tout, par un devoir commun : établir un contact étroit avec les bolcheviks et obtenir leur aide pour libérer le pays de l'occupation chinoise. Aucun délégué n'a douté une seule fois de la nécessité de coordonner l'action avec la Russie soviétique.

Les Irkoutskoï, de leur côté, n'ont pas mené les négociations avec tous les sept délégués, mais « *seulement avec les représentants du groupement national-révolutionnaire* » (14), i.e. les délégués les plus radicaux. Ce qui a conduit, en toute objectivité, à la dissolution tant de l'esprit de la mission mongole que du parti lui-même, bien que personne ne l'ait souhaité. Tout en étant orientés – par les ordres de Moscou – vers le renforcement du travail de propagande dans les pays d'Asie, les Irkoutskoï n'excluaient pas non plus la possibilité que les décideurs soviétiques changent le scénario originel prévu pour la Mongolie. Après avoir pris connaissance de la position des délégués du *Sekvoznar*, les Irkoutskoï ont eu toutes les raisons de croire à la possibilité de fusion entre le parti national mongol et le mouvement révolutionnaire chinois. Dans une lettre adressée à Smirnov, Gapone décrit la situation :

« Il est évident que notre apport en termes d'organisation des masses démocratiques mongoles ne convient pas à toute la délégation mongole, car il s'agit d'un souhait des seuls représentants national-révolutionnaires. Les autres délégués en effet expriment seulement leur intérêt à ce que nous apportions de l'aide pour chasser les Chinois. C'est pour cette raison que nous devons nous faire "discrets" et accepter une approche par le compromis car, dans le cas contraire, nous risquons d'effrayer les Mongols pour un bon moment. Leur lutte pourrait prendre alors un tour décisif de façon trop précoce. Il faut souligner, encore une fois, que la résolution par le compromis de la question de notre aide,

doit se faire avec la plus grande vigilance, de sorte à ne pas réveiller l'attention de la Chine, ce qui s'avérerait très risqué. »(15)

L'hypothèse de l'orientation de la délégation mongole vers la Chine révolutionnaire a effectivement été soulevée. Durant les deux premières réunions, le camp mongol – représenté par des « national-révolutionnaires » – en donnait que des réponses évasives sur le sujet ou retardait son accord au vu des conditions inadaptées. Finalement, à la troisième rencontre, Gapone attaqua ouvertement les délégués Mongols par un long argumentaire. Ils ont quand même essayé d'esquiver de nouveau la question, alors Gapone fit la tirade politique suivante :

« La Russie soviétique devient aujourd'hui le pays dont chaque pas va influencer sur la destinée des peuples révolutionnaires et des travailleurs du monde entier. Je suis convaincu que la Délégation mongole en tient compte. C'est pourquoi, lorsque la Russie soviétique prend la décision de participer dans le mouvement révolutionnaire d'un groupement, elle ne prend pas en compte uniquement les intérêts d'une seule nation. Si une question relative à la participation soviétique dans le mouvement d'un pays soulève des objections dans le mouvement révolutionnaire international, ceci peut être le prémisses d'une solution positive. La Russie soviétique ne peut pas se contenter d'un succès temporaire si celui-ci renforce uniquement l'autorité des groupes qui ont bénéficié d'abord de ce succès temporaire et s'il nuit au mouvement révolutionnaire international. C'est pour cette raison qu'il est souhaitable de connaître la position de la délégation mongole. » (16)

La réponse des Mongols fut laconique.

« Nous ne connaissons pas le programme précis des partis qui se battent en Chine, mais il semblerait que leur lutte n'ait rien de révolutionnaire. » (17)

Recevant cette réponse, Gapone tenta d'alléger la situation, en rappelant qu'auparavant cette question fut soulevée seulement « au passage » (18). Gapone a fait comprendre aux Mongols que le camp soviétique n'avait pas encore déterminé sa position définitive par rapport à la question mongole. La délégation mongole avait en effet pour but de poser clairement aux délégués soviétiques des questions principales. Or les réponses relatives au thème « chinois » s'accompagnaient des non-dits et des silences. Par exemple, bien avant cette rencontre, durant la seconde réunion, on a débattu des questions de l'aide apportée à la Mongolie par la Russie soviétique, sur le plan de recours militaire direct et d'équipement en armes, de formation de cadres militaires et politiques, de l'édition à Irkoutsk de la littérature et des bulletins de propagande en langue mongole, de la destruction du régime féodal et théocratique et de

l'établissement d'un régime démocratique... On a également discuté des mesures « à caractère satisfaisant », à savoir que « le Bogdo-gegen serait dans un premier temps nommé juste pour le décor » et que l'aide militaire russe prendrait le caractère de « service apporté volontairement aux Mongols ». (19)

Le camp Mongol posait des questions de façon très active à Gontcharov, Burtman et Gapone s'intéressaient vivement à en connaître les détails et à appréhender les conséquences possibles de tous les pas qui seraient entrepris. En même temps, les deux parties avaient des idées très différentes sur les relations réciproques des groupes révolutionnaires mongols et chinois. Il est arrivé le moment d'appeler les choses par leur nom. La délégation mongole a dû peser la réaction possible du Parti révolutionnaire communiste bolchevik et du Komintern au cas où le Parti national Mongol refuserait de fusionner avec les révolutionnaires chinois. Nous apportons ci-dessous l'extrait de la conversation de la délégation avec Gapone, à la troisième réunion, juste après « la rupture psychologique » qui allégea la position soviétique dans les négociations.

Gapone : « La délégation a-t-elle encore d'autres questions ?

Un délégué : « Nous considérons comme indispensable que le gouvernement de la Russie soviétique soit tenu au courant de la chose suivante. Notre statut d'autonomie, tel qu'il a été établi sous l'oppression de la Chine et de la Russie tsariste, ne correspond pas aux besoins du peuple Mongol. D'après les accords de 1915 (20), le gouvernement mongol n'a pas le droit de conclure librement des alliances avec les autres gouvernements sur des sujets politiques. Nous voulons disposer de ce droit. Par ailleurs, nous souhaitons que le droit d'exterritorialité de la Chine sur la Mongolie soit annulé. Dans le cas contraire, la Constitution ne va pas répondre aux exigences du peuple Mongol. Il faut en tenir compte dans les négociations futures, qui seront menées avec le gouvernement chinois au sujet de la question mongole ».

Gapone : « Cette question sera résolue une fois que la lutte sera terminée, lorsque nous pourrons négocier avec un gouvernement national mongol libre ».

Un délégué : « En dehors de cela, nous avons des questions secondaires. La délégation considère que les Accords russo-mongols de 1912 (21) s'avèrent très désavantageux pour le peuple Mongol et ne peuvent pas être reconduits. »

Gapone : « Dans sa déclaration au peuple mongol, le gouvernement soviétique a déjà souligné son intention de renoncer aux anciens accords (22) ».

Un délégué : « La délégation veut soulever la question de la région d'Ouriankhaïsk qui, d'après les faits, appartient à la Mongolie Orientale, bien qu'elle ait été annexée à la Russie tsariste. Nous considérons comme indispensable d'annuler cette annexion. Il est également important de savoir si

la Russie compte soulever la question d'une récompense juste en échange de son aide ».

Gapone : « Concernant la première question, elle sera résolue par les gouvernements de la Russie et de la Mongolie libre. La question de la récompense, je la considère prématurée, dans la mesure où aucune aide n'a encore été fournie. »

Un délégué : « Ma question a été mal comprise : elle concernait le paiement des armes. Si les Chinois ne nous avaient pas confisqué l'argent, nous aurions pu les acheter tout simplement... » (23)

Il apparaît en clair que le « groupement national-révolutionnaire » finit par réussir à exprimer les souhaits communs de la délégation tout en respectant la Charte signée par le Bogdo-gegen, et obtenir là dessus l'avis des Soviétiques. Quant aux Irkoutskoï, ils avaient adopté de façon spontanée les termes comme « le gouvernement national Mongol », « la nouvelle Mongolie libre », sans en demander l'accord aux groupements révolutionnaires chinois. Ils ont également soulevé la Déclaration du gouvernement soviétique du 26 juillet 1919.

La proposition de Gapone, relative à la fondation d'« un gouvernement du peuple Mongol », constitua *de facto* une solution alternative à celle du Bogdo-gegen. Elle prit la délégation mongole au dépourvu. Non seulement cette alternative révéla les motifs cachés du « bolchevisme » de la délégation mongole, mais en plus elle laissa la délégation sans une idée précise de la stratégie russe au sujet de la question chinoise. Il y avait effectivement un risque que la proposition de Gapone conduise de fait à provoquer une rupture dans l'esprit de la mission mongole, détruise l'espoir de sauvegarder le statut officiel de cette dernière et finisse par mettre les délégués en porte-à-faux vis-à-vis du Bogdo-gegen, avec sa puissante Cour des Chabinary (les membres de l'institution dirigeant d'innombrables vassaux du Bogdo-gegen) et avec tout son entourage civil. Par sa proposition, le camp soviétique hissait en effet le MNP mongol au-dessus de la société, de la monarchie théocratique et en fin de compte de la personne du Bogdo-gegen elle-même. Même les membres les plus radicaux de la mission mongole se rendaient bien compte que, en l'absence d'appui de la part du plus gros seigneur spirituel de tous les Mongols, leurs actes ne pourraient pas gagner le soutien de la société mongole.

D'ailleurs, lors de leur prise de contact avec l'Armée rouge et après avoir aperçu dans le Komintern une certaine force physique – source du renforcement de leur propre puissance et de leur pouvoir – les membres du parti Mongol ne pouvaient pas se permettre d'ignorer ce facteur. Par conséquent, les délégués se

sont retrouvés devant l'urgence de mettre en place une position commune. Cette urgence fut d'autant plus grande que le camp soviétique comptait justement sur l'existence d'une telle position et avait demandé aux délégués de présenter une Déclaration du parti mongol, en concurrence avec la Charte d'Ourg. Les soviétiques voulaient que les délégués mongols fassent voter dans le parti les nouvelles propositions formulées par Gapone, de sorte à trouver le compromis le plus acceptable avec la position du Bogdo-gegen. Heureusement, l'absence de dogmes théoriques marxistes ou de conseil des « dirigeants du prolétariat de tous les pays » sur « comment il fallait faire dans une telle situation » faisait retomber la tension au sein de la délégation mongole. De toute façon, ni Lénine ni les autres chefs du RKP(b) ou du Komintern n'allaient s'imaginer que quelque part dans la steppe mongole aux confins de l'empire de la Mandchourie, apparaîtrait un parti qui, après avoir obtenu « le sacre » de la part de la Tête de la religion et de l'Etat, n'aurait pas envie de faire sa révolution dans un pays asiatique multinational et que ce parti se détournerait, par-dessus le mouvement révolutionnaire chinois en pleine expansion, vers le Centre soviétique du communisme mondial...

Les bolcheviks d'Irkoutsk attendaient la réaction de leurs nouvelles propositions : celle-ci arriva aussitôt. Dans une lettre adressée à la section mongolo-tibétaine du *Sekvestnar* à la fin du mois d'août 1920, Bodo et Dogsom ont fait part de la principale ligne stratégique du parti national mongol, qui consistait à jouer sur les relations conflictuelles entre les princes et les hauts Lamas :

« Le parti national révolutionnaire décida de faire appel à l'aide de la Russie soviétique. S'appuyant dans ses actes révolutionnaires sur les conseils et l'aide russes, le Parti décide de chercher un accord avec les cercles dirigeants de la Cour des Chabinary, qui jouissent du statut privilégié de fonctionnaires. Tout en se servant de l'influence et de la force dont disposent ces cercles dirigeants, le Parti national-révolutionnaire compte faire tomber le pouvoir chinois. Après avoir fait de Djebzoundamb Khoutoukhta le monarque constitutionnel, le parti détruira l'oppression des princes. Il répandra la propagande des idées national-révolutionnaires au sein des masses populaires, tout en diffusant de la culture européenne. Ainsi, le parti préparera le terrain à son intervention, avec le but final de détruire l'ordre existant. A ce stade, le parti aura en face de lui l'unique adversaire : le petit cercle dirigeant de la Cour des Chabinary. » (24)

Quant à la « question chinoise », les auteurs de la présente déclaration sont parvenus à un compromis, tout en payant la rançon de la rhétorique révolutionnaire et de la ténacité des Irkoutskoï :

« A notre avis, à la victoire des deux révolutions [en Chine et en Mongolie – A.J.], lorsque le pouvoir d'Etat sera transmis aux mains du peuple travailleur, alors le Parti national-révolutionnaire de la Mongolie Extérieure réussira sans grand effort à vaincre et à reprendre en main le pouvoir... » (25)

Dans la présente déclaration, l'idée de l'autonomie mongole, basée sur une déclaration tripartite, se trouve déjà masquée dans le projet même de fonder une monarchie mongole procommuniste.

« Point 6. Le parti nommera un organe d'aide mutuelle de la Russie soviétique, qui coordonnera son action avec la Section mongolo-tibétaine et les organismes annexes, afin de fournir à la Russie la viande de bœuf et des matières premières. En échange de quoi la Russie soviétique mettra en place en Mongolie des usines et des fabriques pour produire, à la demande du parti national-révolutionnaire, des produits de consommation courante. » (26)

L'idée est évidente : le MNP¹¹ ne souhaite plus traiter avec le traditionnel fournisseur (la Chine) et fait appel à la Russie pour remplir ce futur « vide ». Il va de soit qu'il faudrait pour cela que la RSFSR entre en négociation avec la Chine, afin d'assurer son rôle prédominant dans l'économie nationale mongole. Autrement dit, il faudrait « ranimer », dans de nouvelles conditions, les Accords de Kiakhtinsk.

De surcroît, une condition importante se trouve voilée dans la présente lettre. Si la Russie soviétique refuse de se montrer « pro-chinoise » dans sa politique mongole, alors le MNP sera prêt à « prendre dans ses mains le pouvoir », c'est-à-dire intervenir contre le Bogdo-gegen. En attendant, la Commune mongole vivra en bonne intelligence avec le monarque constitutionnel. Non soutenue par des mesures concrètes, l'initiative de Gapone mit alors la délégation mongole dans une situation embarrassante et équivoque, et resta donc sans réponse. De surcroît, la lettre ne contient plus aucune mention des affirmations « légères » ni sur la reconnaissance à la monarchie du rôle « décoratif » ni sur l'attribution à l'aide militaire soviétique du caractère « d'aide volontaire au peuple mongol ». Derrière ces mots, se cache également une condition inexprimée : la Russie soviétique doit tenir tête à la Chine au sujet de la question mongole, sinon la Commune mongole se « dissout » dans la monarchie au pouvoir.

Malgré cela, l'activité créatrice des Irkoutskoï et des délégués Mongols a fait passer le contenu du dialogue bien au-delà du cadre préliminaire fixé par les participants. Les tentatives de rapprochement des deux pays faisaient apparaître de nouveaux problèmes, qu'il était impossible d'anticiper auparavant. Tous les espoirs étaient dirigés vers les Centres respectifs : Omsk et Moscou. Durant leur

visite à Omsk, Danzan, Losol et Tchagdarjav furent accompagnés par un traducteur, E-D. Ryntchino, l'homme politique connu de la région de Bouriatia, l'idéologue du panmongolisme, l'ancien membre du gouvernement de la « Grande Mongolie » (27) et l'auteur de nombreux travaux sur les relations intérieures et extérieures de la Bouriatia et de la Mongolie. Les bolcheviks Irkoutskoï ne pouvaient pas lui pardonner sa collaboration avec l'ataman¹² Semenov et le considéraient avec une grande méfiance. Mais à Verkhneoudinsk, où la délégation décida de s'arrêter sur son chemin vers Irkoutsk, Ryntchino jouissait d'une grande popularité : il était soutenu même par B.Z. Choumyatsky (le pseudonyme Andreï Tchervonny), qui était membre du *Daluro*¹³ du RKP(b) et le Président du Soviet des ministres du « DVR » et le Président-Adjoint du Comité révolutionnaire de Sibérie.

Pour justifier la présence de Ryntchino au sein de la délégation qui devait rejoindre le centre, Gapone avait dépeint le caractère de Ryntchino de façon très négative, dans une lettre adressée à Smirnov :

« Ce type ne porte pas de gros espoirs, il est douteux, il ne s'empresse pas d'apporter aux négociations une touche de conviction personnelle. Mais il nous fallait quand même envoyer quelqu'un pour servir de traducteur. » (28)

Pourtant, à Omsk, Ryntchino ne se limitait pas à accomplir exclusivement ses obligations de traducteur attitré, mais intervenait en tant que figure politique indépendante. Dans son rapport volumineux, intitulé « *Petit exposé de la situation de la Mongolie Extérieure* »¹⁴ et daté du 1^{er} septembre 1920, les idées bolcheviques et panmongoles se confondent de façon étrange. Ryntchino présenta aux bolcheviks une nouvelle vision de la place que la Mongolie devait jouer dans l'extension de la révolution mondiale vers l'Est. Notamment sa toute nouvelle idée ne pouvait pas rester inaperçue :

« L'inclusion de la Mongolie Extérieure, et avec elle de toute la Mongolie, au cœur de la révolution mondiale, fournira à cette dernière une nouvelle plateforme de lutte. Celle-ci aura sans doute une énorme signification stratégique-révolutionnaire, compte tenu des liens étroits existants entre la Mongolie et la Mandchourie, le Turkestan chinois et le Tibet, sans oublier l'Inde. [L'absence de la Chine saute aux yeux. – A.J.] Dans la future collision entre les travailleurs de tous les pays et la bourgeoisie mondiale, cette plateforme révolutionnaire mongole jouera sans aucun doute un rôle énorme. Elle fera le lien entre la Russie révolutionnaire et les grands peuples d'Asie et permettra à la Russie de transmettre de la force et de la puissance aux peuples asiatiques, lorsqu'ils se soulèveront contre les oppresseurs mondiaux et contre les empires impérialistes du monde. » (29)

Même si à l'instar de Bodo et de Logsom, Ryntchino paya également la rançon au « facteur chinois », il réussit toutefois à présenter, sous une forme condensée, la position mongole relative au processus « d'autonomisation » de la Mongolie Extérieure. Il sut aussi trouver des arguments nécessaires en faveur d'un accord tripartite. Dans son rapport, Ryntchino écrit :

« En prenant en compte toute la complexité de la conjoncture internationale de l'Extrême Est, et sans aucun doute, les intérêts des travailleurs de tous les pays, le groupe national-révolutionnaire attire l'attention sur la nécessité d'établir l'autonomie et de nouer des contacts avec les groupes révolutionnaires de la Chine du Sud [i.e. le Guomindang – A.J.]. Cet impératif s'avère tout à fait acceptable pour les éléments chinois à tendance révolutionnaire. Comme le MNP n'a pas eu jusqu'à présent la possibilité d'établir de tels contacts, le groupe national-révolutionnaire s'adresse alors à ce sujet à la Russie soviétique. »(30)

[La dernière phrase est construite de telle sorte que l'on puisse la comprendre non seulement comme une demande d'intermédiation pour établir des contacts avec le Guomindang, mais également comme une vision beaucoup plus large du rôle que la Russie soviétique pourrait jouer dans les négociations avec la Chine].

Comme Ryntchino n'était pas membre du RKP(b), il avait la possibilité d'agir sans regarder les consignes du parti. Ce qui le « sauvait », c'était son engagement dans la question du « mouvement russe des étrangers » (que les bolcheviks eux-mêmes jugeaient dérangeante et délicate). D'ailleurs, à Omsk, Ryntchino avait remis au *Sibrevkom* (le Comité révolutionnaire de Sibérie) son rapport sur le sujet « *les Etrangers sibériens et le pouvoir soviétique* »¹⁵, dans lequel il fit appel à la prudence dans la politique des nationalités. Car, sinon, « *les étrangers risquaient de se rapprocher des Blancs¹⁶ et des Japonais* » (31). Dans ses initiatives politiques, Ryntchino prenait ainsi d'énormes risques, car il se permettait d'aller au-delà des directives que le parti donnait habituellement à ses représentants. Les délégués mongols ont très bien saisi cela. La mission mongole inclut Ryntchino dans ses rangs, en lui reconnaissant *de facto* les pleins pouvoirs d'un représentant mongol. Disposant au début – à Irkoutsk – d'une modeste compétence technique, Ryntchino connut à Omsk le début de sa fulgurante carrière, qui le mènera par la suite aux postes clefs du futur gouvernement de la Mongolie révolutionnaire.

Les rapports de Ryntchino furent envoyés en urgence à Moscou, en tant que témoignage et source d'information exploitable dans la presse, à l'attention du Comité central du RKP(b) et du Komintern. Ils ont été accompagnés d'une

lettre du secrétaire du *Sibburo*¹⁷ N.A. Préobrajensky. La lettre de Préobrajensky relatait la transformation de la carrière de Rytchenko, qui y fut désigné comme « le camarade Ryntchine » (nom mongol), l'un des membres de la mission mongole, le président du groupe national-révolutionnaire et le dirigeant de la Section mongole (32). Préobrajensky recommanda vivement de publier des extraits voire l'intégralité des rapports de Rytchinko ; il croyait que les relations soviéto-mongoles pourraient bénéficier d'un large écho auprès du public soviétique.

Cela n'a pas eu lieu. Néanmoins, la délégation mongole est partie d'Omsk directement à Moscou, où elle devait rencontrer plusieurs membres du NKID (notamment le secrétaire du *Narkom* L.M. Karakhan). Elle eut alors la possibilité d'exprimer plus librement qu'auparavant ses positions sur des questions majeures. Dans la capitale de la Russie soviétique, la délégation mongole a bénéficié d'un intérêt particulier. Avec « l'activiste tibétain célèbre » A. Dorjiev (33) et « l'activiste kirghyze » T. Ryskoulov (34), Ryntchino était invité au débat sur la question de la Bouriatia et de la Mongolie, la réunion du Politburo du Comité central du RKP(b) à laquelle participaient également V.I. Lénine, I.V. Staline et N.I. Boukharine (35). Aux yeux de Moscou, l'autorité de la délégation en est sortie renforcée. Ce qui eut un impact sur la somme d'argent destinée à soutenir son « travail préliminaire », soit 80 000 roubles en argent contre 300 000 qui avaient été initialement confiés à Choumiatsky pour financer les activités en Chine et en Corée (36). Bien que les bolcheviks refusaient dès le début la perspective de « l'autonomisation » de la Mongolie, l'image de la monarchie procommunisme mongole commençait à apparaître, aux yeux de Moscou, bien plus attrayante que les constructions abstraites sur la confrontation générale du prolétariat chinois. Là, le grand mérite revient à Ryntchino qui, en homme politique prévoyant, sut gagner l'attention dans les directions du parti soviétique et du Komintern.

Par ailleurs, certaines inquiétudes exprimées par Ryntchino sont tombées sur un sol fécond.

« Si effectivement, dans la guerre civile chinoise, le parti réactionnaire de Mandchourie – dirigé par Tse Yan Tso Lin et soutenu par les Japonais – prend le dessus, alors la Mongolie tombera dans la sphère de l'influence japonaise néfaste. Son régime féodal théocratique risque de se renforcer et de mater le mouvement démocratique. Le territoire mongol sera alors exploité afin d'y concentrer des bandes contre-révolutionnaires, dirigées contre la Russie soviétique. » (37)

La délégation termina donc sa mission à Moscou, d'où elle fit demi-tour. A Omsk, elle apprit l'intervention militaire d'Oungern en Mongolie et se retrouva obligée de prendre des mesures d'urgence pour préparer une défense armée. Le MNP était menacé de perdre le soutien du Bogdo-gegen et d'être privé d'initiative dans la lutte mongole. En réalité, la Mongolie Extérieure entra en lutte de libération nationale contre l'occupant chinois. Or cette lutte n'était pas organisée par le parti MNP, soutenu par les armées du Pays des Soviets, mais était menée par la Division asiatique sous le commandement du Baron Ungern.

Contrairement à ce qui s'est passé en 1919 (cf. rapport n°27), Ungern ne représentait plus le mouvement panmongol qui menacerait l'autonomie mongole, mais il était directement intéressé à ce que la monarchie du Bogdo-gegen soit rétablie. Il fut accueilli en Mongolie comme le libérateur du pays. Et là, le paradoxe de l'histoire : Ungern avait une occasion inouïe de faire proclamer par son gouvernement l'indépendance du pays, alors que le Bogdo-gegen était en ce moment incapable de remplacer les membres de la mission mongole en Russie par des diplomates professionnels de son propre entourage. Plus tard, lorsque le Bogdo-gegen fut déjà assis dans son siège monarchique grâce au soutien d'Ungern, il tenta de rétablir des liens avec la Russie soviétique (38). Mais cette tentative n'avait aucune chance de réussir. En réalité, à ce moment, les sept délégués mongols ont acquis la confiance du gouvernement russe dans la possibilité de fonder en Mongolie un régime procommuniste, au point que toute contre-proposition du Bogdo-gegen s'avérait inacceptable pour les Soviétiques.

A Irkoutsk, des travaux préparatifs de la révolution mongole ont commencé. A la réunion en date du 24 novembre 1920, le *Sekvestnar* prit la décision de « *poser la question au Centre, afin de subordonner le Sekvestnar au Komintern, de façon immédiate et au moyen de la réorganisation du Sekvestnar sous forme du Secrétariat du Komintern pour l'Extrême Est.* » (39). A peu près à la même époque, un télégramme de Gontcharov à l'attention de l'Unité des relations internationales d'IKKI mentionna les faits suivants :

« La Section mongole, [mongolo-tibétaine – A.J.] a procédé à la séparation d'une section désormais indépendante à Ourg, qui établit des liens étroits avec les Mongols et le parti national-révolutionnaire. La section mongole édite le journal intitulé *Mongolskaïa pravda*¹⁸. La section mongole a intégré dans ses rangs le représentant du Parti national-révolutionnaire mongol. A l'heure actuelle, la section s'occupe de la préparation du Congrès. L'intégration du représentant du MNRP¹⁹ – Bodo – renforcera l'autorité du nouveau Secrétariat. » (40)

Indépendamment de ces mesures prises à Irkoutsk, on a commencé à mettre en place, « en vue du futur contact amical avec le gouvernement de la Chine », des troupes expéditives dans des territoires limitrophes de la Russie soviétique (notamment en Mongolie Extérieure et au Turkestan de l'Est), afin d'y vaincre les restes des troupes de *Belogvardeytsy*²⁰. A l'origine, les opérations militaires n'avaient pas pour but de fonder des gouvernements libres – indépendants de la Chine – en Mongolie, en République Djoungarsk ou en République Kachgarsk, bien que de nombreuses demandes dans ce sens soient déjà parvenues au Secrétariat du Komintern pour l'Extrême Est, à la Commission Turkménistane du VTsIK²¹ et au *SNK*²² de la RSFSR (42). L'intervention des armées soviétiques en Mongolie ouvrait au MNP l'occasion de mener à terme la mission en Russie soviétique confiée par Bogdo-gegen et de jouer le rôle d'un sujet autonome au sein des relations soviéto-mongoles. [Le MNRP désigne, dans sa première forme « kominternienne », la fraction procommuniste du parti mongol, le MNP, puis devient le nom commun du parti lui-même.]

Par conséquent, les origines du communisme mongol n'ont rien en commun avec les prévisions de la théorie marxiste. Bien sûr, la préparation de la révolution mongole de 1921, son déroulement ainsi que la rupture révolutionnaire d'avec l'ancien régime et le remplacement de ce dernier par un nouveau, ont été soumis au contrôle et à la direction permanente du Komintern et ont été menés avec une participation active de la Russie soviétique. Néanmoins, à l'origine de l'idée spécifique de la commune mongole – à savoir le gouvernement des hommes de la steppe, sous la protection bolchevique – se trouvait bel et bien le MNP. Ayant acquis pour ces idées le soutien du Komintern, le MNP a également réussi à entraîner la Russie soviétique dans une course de concurrence avec la Chine, sur la question de la Mongolie. Jusqu'au dernier moment, la direction du Komintern doutait de la perspicacité d'organiser en Mongolie une révolution isolée des mouvements chinois, en anticipant, avec justesse, que cela pourrait porter préjudice à la cause communiste. En même temps, l'attrait des idées d'Irkoutsk à incité les dirigeants soviétiques et le Komintern à agir. Par conséquent, le communisme mongol est né. Il réussit pendant vingt-cinq ans de son existence (jusqu'à la reconnaissance de la souveraineté mongole après la seconde guerre mondiale) à transformer par force le régime mongol. Il sut également assurer l'éloignement de la Mongolie de la Chine et son rapprochement avec l'URSS. Finalement, le communisme mongol transforma progressivement le MNP d'une « zone rebelle » en un gouvernement

autonome. C'est là-dessus que le communisme mongol exploita ses capacités uniques.

Ce papier a été élaboré grâce au soutien du Research Support Scheme de l'Open Society Support Foundation, Grant N° 1397/1999.

Notes de l'auteur

- * Bulletin de l'Université de Moscou. Série N°13. Science de l'Est. 2000. N°1
- (1) Soviétsko-mngolskie otnochenia de 1921 à 1974 (Les relations soviéto-mongoles), in Documenty i Materialy, T.1, 1921-1940, Moscou, 1975, p.469.
 - (2) *Ibid.*, p.470.
 - (3) Chirendyb B., Mongolia na rubeje XIX – XXvv (La Mongolie au tournant du XXe siècle), ou.B., 1963, pp.202-203.
 - (4) Les protocoles des six rencontres (réunions) et quelques autres documents cités dans le présent article en provenance des Archives de l'histoire social-politique d'Etat (RGASPI), ainsi que des commentaires détaillés incluant des résumés biographiques, ont été publiés en langue mongole la première fois in komintern da Mongol (le Komintern des Mongoles), Barymtine emkhetgel. Erdem chingilgeeny oudirdagtch, ouvrage collectif de Tch.Dachdavaa, V.P. Kozlov, Emkhedgegtchid, G.M. Adibekov, S. Damdinsouren, A.S. Jelezniakov. OuB, 1996. Malheureusement, les conclusions de ce travail des historiens russes et mongoles ne sont pas encore sorties en langue russe, faute de moyens financiers nécessaires à sa publication.
 - (5) RGASPI, F.495, Op.152, D.4, I.2.
 - (6) Par le projet de la « Commune de steppe » (i.e. du communisme mongole), le faut comprendre le corpus d'idées bolcheviques qui ont été adaptées aux mythologies mongoles. Celles-ci font appel aux mythes de l'empire nomade et du Grand Kouroultai (une variante communiste du panmongolisme) et aux dogmes du bouddhisme du Nord (croyance à leur identité marxiste). Pour plus de détails, cf. Jelezniakov A.S., K voprossou ob otnochenii Kominterna k panmongolismou (La question de la relation du Komintern au panmongolisme), in Goumanitarnaïa nauka v Rossi Sorosovkie laureaty. Istoria, arkeologia, koulturnaïa antropologia i etnografia. (Les sciences humaines en Russie : les Lauréats de Sorosovk. Histoire, archéologie culturelle et ethnographie). Moscou, 1996, T.66 ; Jelezniakov A.S., Mongolsky komounizm : vnoutrennye motivi (Le communisme mongole : des enjeux internes), VIIème Congrès international des mongologues, in Doklad rossiyskikh del (Rapports d'ouvrages russes), Moscou, 1997, pp.28-30.
 - (7) RGASPI, F.495, Op.152, D.4, I.32.
 - (8) *Ibid.*, D.5, I.18.
 - (9) Cit.in Louzianine, S.G. Mongolia mejdou Kitaem I Sovetskoï Rossieï (1920-1924) (La Mongolie entre la Chine et la Russie soviétique (1920-1924), Problemy dalnevo vastoka (Problèmes de l'Extrême Est), 1995, N°2, p.75.
 - (10) RGASPI, F.495, Op.152, D.4, I.29.
 - (11) *Ibid.*, I.6.
 - (12) *Ibid.*

- (13) D'après diverses sources, ce dernier a arrêté sa mission et a fait demi-tour vers Irkoutsk. Cf. Chyrendyb B, op.cit., p.208. Egalement D.Dach apporte des témoignages que, plus tard à Ourg, Tchardarjav a mentionné, à la réunion du parti, non seulement son voyage à Omsk mais également celui à Moscou, ainsi que sa rencontre personnelle avec Lénine et Trotsky. Cf. Dach D. solyïn DanzanI, Oub., 1990, p.25.
- (14) RGASPI, F.495, Op.152, D.5, I.18.
- (15) *Ibid.*, I.18.
- (16) *Ibid.*, D.4, I.4.
- (17) *Ibid.*
- (18) *Ibid.*
- (19) *Ibid.*, I.31.
- (20) Il s'agit de l'Accord russo-mongolo-chinois, signé le 25 mai 1915 à Kiakht.
- (21) Il s'agit de l'Accord russo-mongolo-chinois, signé à Ourg le 21 octobre 1912.
- (22) Il est fait mention de l'Appel... cité ci-dessus, en date du 26 juillet 1919.
- (23) RGASPI, F.495, Op.152, D.5, I.10.
- (24) *Ibid.*, D.3, I.5.
- (25) *Ibid.*
- (26) *Ibid.*, I.6.
- (27) Le gouvernement provisoire de la Grande Mongolie a été constitué en février 1919 à la conférence de Daoursk, dirigée sous la présidence de l'ataman Semenov. Il était question de fonder un gouvernement mongole indépendant, auquel seraient inclus des représentants de la Mongolie Intérieure, de la Mongolie Extérieure, de la Barga et d'une partie de Zabaïkal russe, peuplé par des Bouriaty. Le gouvernement du Bogdo-gegen n'a pas participé à la conférence et a refusé de reconnaître le gouvernement du Daoursk. En réaction, les défenseurs du panmongolisme ont organisé une marche armée sur Ourg, qui s'est soldée par une défaite à cause des désordres internes.
- (28) RGASPI, F.495, Op.152, D.5, I.18.
- (29) RGASPI, F.17, Op.84, D.122, I.21.
- (30) *Ibid.*, I.21-22.
- (31) Elbek-Dorji Ryntchino o Mongolii (Elbek-Dorji Ryntchino parle de la Mongolie), Oulan-Ode, 1998, p.248.
- (32) RGASPI, F.17, Op.84, D.122, I.1.
- (33) A. Dorjiev (1854-1938) : vassal russe, homme populaire religieux et engagé dans la société civile, successeur du Dalai-Lama dès son enfance, représentant du Tibet en Russie.
- (34) T.R. Ryskoulov (1894-1938) : président du SNK du Turkestan, puis de 1921 à 1922 adjoint du président du Narkom pour les affaires des nationalités de la RSFSR ; de 1923 à 1924 candidat au Comité central du RKP(b), directeur-adjoint de la Section de l'Est d'IKKI, représentant d'IKKI en Mongolie ; de 1926 à 1937 président-adjoint du SNK de la RSFSR.
- (35) Elbek-Dorji Ryntchino o Mongolii (Elbek-Dorji Ryntchino parle de la Mongolie), Oulan-Ode, 1998, p.248.
- (36) *Ibid.*
- (37) *Ibid.*, p.34.
- (38) Istoria moingolskoi narodnoï respubliki (L'histoire de la République nationale de Mongolie), 3^{ème} éd., revue et corrigée, Moscou, 1983, p.312.

- (39) RGASPI, F.495, Op.154, D.7, I.35.
 (40) *Ibid.*, I.20.
 (41) Cheïfets, A.N. Sovietskaïa diplomatia I narody vostoka de 1921 à 1927 (la diplomatie soviétique et les peuples de l'Est de 1921 à 1927), Moscou, 1968, p.24.
 (42) *Ibid.*, p.129.

Notes du traducteur

1. Le Bogdo-gegen = le monarque mongol.
2. Le RKP(b) = parti communiste russe bolchevik.
3. Kouldje ou Kouldjinsk.
4. Le Sekvostnar = le Secrétariat de la Comintern pour l'Est et l'Extrême Orient.
5. Le *Sibburo* = Bureau sibérien.
6. Le RKP(b) = *Rousskaïa Komunistitcheskaïa partia bolchévïkov* = Parti communiste russe (bolchévïk).
7. Le *Sekvostnar* = le Secrétariat du Komintern pour l'Est et l'Extrême Orient.
8. Le *Glavkom* = *glavny komisar* = Commissaire.
9. Le *MNRP* = probablement la nouvelle dénomination du parti (*Mongolskaïa narodnaïa revolutsionnaïa partia*, Parti national révolutionnaire mongol).
10. Le *Maly Khouural* du *MNR* = probablement un organe du parti.
11. LE *MNP* = Le parti national-révolutionnaire mongol.
12. Titre hiérarchique.
13. Le *Dalburo* = un bureau de l'Extrême Est.
14. *Kratkoïe izlojenie o olojenii del vo Vnechnei Mongolii*
15. *Sibirskie inorodtsy et sovietskaïa vlast.*
16. Les Blancs = la garde tsariste.
17. Le *Sibburo* = le Bureau sibérien du parti auprès du Comité central du RKP(b).
18. "*Mongolskaïa pravda*" = Vérité mongole.
19. Les sigles *MNRP* ou *MNP* sont utilisés tous les deux dans le texte pour désigner le Parti national-révolutionnaire mongol.
20. Les *Belogvardeytsy* = troupes de gardes blanches (tsaristes).
21. Le *VtsIK* = *Vsesoiouzny tsentralny ispolnitelny komitet* = Comité central exécutif de l'Union (organe du parti).
22. Le *SNK* = probablement *Sovietsky narodny komitet* = Comité soviétique des nationalités.

Achévé d'imprimer
 en mai 2003
 par  IMPRIMERIE LIENHART
 à Aubenas d'Ardeche

Dépôt légal mai 2003
 N° d'imprimeur : 6425
 Printed in France

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 27, rue de Taine, Paris (12^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 14 €

Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky